



Luxembourg, le 15 MARS 2017

Monsieur le Ministre aux Relations avec le  
Parlement

LUXEMBOURG

**Concerne :** *Question parlementaire n°2770 du 14 février 2017 de Monsieur  
le Député Fernand KARTHEISER*

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver en annexe la réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Félix BRAZ  
Ministre de la Justice

**Annexe**



**Réponse de Monsieur Félix BRAZ, Ministre de la Justice  
à la question parlementaire n° 2770 du 14 février 2017 de l'honorable député Fernand  
KARTHEISER**

Den honorablen Deputéierte freet eng detailléiert Lëscht iwwert d'Aussoen an d'Ursaache vun de Verurteelungen.

Déi verschidde Fäll si ganz verschidden, souwuel an den Fakten, wéi an de Strofen.

Et sinn alles individuell Fäll, déi een net ka vergläichen, oder resuméieren.

Fir dass den honorablen Deputéierten awer iwwert d'Detailer vun all de Fäll informéiert gëtt, fënnt hien hei hannendrun déi eenzel Urteeler ënnert anonymiséierter Form.



**Jugt no            / 2008**

**Acq.**

## **AUDIENCE PUBLIQUE DU 8 MAI 2008**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, chambre correctionnelle, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du Ministère Public contre :

1) X ;

2) Y ;

3) Z ;

**- p r é v e n u -**

---

### **FAITS :**

Par citation du **17 mars 2008**, le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis les prévenus de comparaître à l'audience publique du **17 avril 2008** devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions suivantes:

**X, Y, Z : injures verbales.**

**Z, Y : menaces d'attentat.**

**X : discrimination.**

A cette audience, la vice-présidente constata l'identité des prévenus X, Y et Z et leur donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Les témoins ..... et ..... furent entendus, chacun séparément, en leurs déclarations orales après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

Le prévenu Z fut entendu en ses explications et moyens de défense, lesquels furent plus amplement développés par Maître Martine LAUER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le prévenu Y fut entendu en ses explications et moyens de défense, lesquels furent plus amplement développés par Maître Antoine STOLTZ, avocat à la Cour, demeurant à Esch/Alzette.

Le prévenu X fut entendu en ses explications et moyens de défense.

La représentante du Ministère Public, Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

### ***Le jugement qui suit:***

Vu la citation à prévenus du 17 mars 2008 régulièrement notifiée à X, Y et à Z.

Vu la plainte de A du 21 juin 2007.

Le Ministère Public reproche à X, Y et Z, depuis un temps non prescrit, et régulièrement jusqu'au 21 juin 2007, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à l'Etat Major de l'Armée Luxembourgeoise à Luxembourg, 38-44, rue Goethe, en infraction à l'article 561. 7° du Code pénal, d'avoir dirigé contre des corps constitués ou des particuliers des injures verbales, en l'espèce, d'avoir traité Ade « Neeger » et de « Klepper », ou, pour X, d'avoir décrété : « *Du hues net mat ze decidieren ; Du bass schwarz am Gesiicht ; Du hues kee Stemmrecht hei am Land.* »

Dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, le Ministère Public reproche à Y et à Z, d'avoir, en infraction à l'article 327 alinéa 1<sup>er</sup> du Code pénal, menacé Ad'un attentat contre sa personne, en l'espèce de l'avoir menacé dans les termes suivants : « *wanns de dech net schecks, da gi maer wäiss Mutzen undoen* », en faisant référence aux activités du KU KLUX KLAN.

Le Ministère Public reproche en dernier lieu à X, d'avoir le 12 juin 2007, à l'Etat Major de l'Armée Luxembourgeoise, en infraction à l'article 455 du Code pénal, commis une discrimination, soit une distinction opérée entre les personnes physiques à raison notamment de leur couleur de peau, consistant notamment à refuser la jouissance d'un bien, en l'espèce, lors de la livraison de boissons, lorsque le livreur se proposait d'offrir une boisson rafraîchissante aux personnes présentes, avoir dit à l'adresse de A: « *Neen, Du nit, Du kriss keng, Du hues keng ze gudd, Du bass schwarz am Gesiicht.* »

#### ***1) Quant à l'infraction à l'article 561.7° du Code pénal***

Le tribunal correctionnel est compétent pour connaître d'une contravention si elle se rattache à un ou plusieurs délits par un lien de connexité.

Or la contravention « *d'avoir dirigé, contre des corps constitués ou des particuliers, des injures verbales* » libellée à charge des prévenus ne se trouve pas dans un lien de connexité tel que défini à l'article 26-1 du Code d'instruction criminelle avec les délits

reprochés aux prévenus et n'est pas en relation causale avec ces délits de sorte que le tribunal est incompétent pour en connaître.

2) Quant à l'infraction à l'article 327 alinéa 1<sup>er</sup> du Code pénal

L'instruction menée en cause n'a pas permis d'établir à l'abri de tout doute que Y et Z ont menacé A dans les termes indiqués dans la citation.

Il est de principe que le doute le plus léger doit être interprété en faveur du prévenu de sorte qu'il convient d'acquitter Y et Z de la prévention mise à leur charge, à savoir :

*« depuis un temps non prescrit, et régulièrement jusqu'au 21 juin 2007, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à l'Etat Major de l'Armée Luxembourgeoise à Luxembourg, 38-44, rue Goethe, sans préjudice quant aux indications de temps et de lieux plus exactes,*

*comme auteurs,*

*d'avoir, soit verbalement, soit par écrit anonyme ou signé, soit pour tout autre procédé analogue, avec ordre ou sous condition, menacé d'un attentat contre des personnes ou des propriétés,*

*en l'espèce, d'avoir menacé A dans les termes suivants : « wanns du Dech net schecks, da gi maer wäiss Mutzen undoen », en faisant référence aux activités du KU KLUX KLAN qui consistent à inviter des personnes de couleur pour les brûler à des rassemblements occultes et illégaux, pour valoir « ...exécution spectaculaire, volontairement exemplaire, généralement impunie du fait des représailles sur les délateurs ou leurs familles » (wikipédia-ku klux klan). »*

3) Quant à l'infraction à l'article 455 du Code pénal

Aux termes de la citation à prévenu du 17 mars 2008, le Ministère Public reproche à X une infraction à l'article 455 du Code pénal, pour avoir commis une discrimination à raison notamment de sa couleur de peau à l'égard de A, consistant notamment à lui refuser la jouissance d'un bien.

Or en l'espèce, le bien n'était pas à fournir par X, mais avait été proposé par une tierce personne à Ade sorte que le refus reproché par le Ministère Public à X est inopérant.

Il en résulte que l'infraction reprochée à X n'est pas établie en droit de sorte qu'il y a lieu de l'acquitter :

*« le 12 juin 2007 à l'Etat Major de l'Armée Luxembourgeoise à Luxembourg, rue Goethe à Luxembourg, sans préjudice quant aux indications de temps et de lieux plus exactes,*

*comme auteur,*

*en infraction à l'article 455 du Code pénal, avoir commis une discrimination, soit une distinction opérée entre les personnes physiques à raison notamment de leur couleur de peau, à l'égard d'une personne physique, consistant notamment à refuser la jouissance d'un bien,*

*en l'espèce, lors d'une livraison de boissons, lorsque le livreur se proposait d'offrir une boisson rafraîchissante aux personnes présentes, avoir dit à ..... : « Nee, Du nit, Du kriss keng, Du hues keng ze guudd, Du bass schwaarz am Gesiicht. »*

***Par ces motifs :***

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **seizième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, statuant **contradictoirement**, X, Y et Z et leurs mandataires entendus en leurs explications et moyens de défense, et la représentante du Ministère Public entendue en son réquisitoire,

**s e d é c l a r e** *incompétent* pour connaître de l'infraction libellée sub 1) à charge de X, de Y et de Z ;

**a c q u i t t e** X, Y et Z des infractions non établies à leur charge et les renvoie des fins de leur poursuite pénale sans peine ni dépens ;

**l a i s s e** les frais de leur poursuite pénale à charge de l'Etat.

Par application des articles 155, 179, 182, 184, 189, 190, 190-1, 191, 194, 195 et 196 du Code d'instruction criminelle qui furent désignés à l'audience par la vice-présidente.

Ainsi fait et jugé par Marie-Laure MEYER, vice-présidente, Henri BECKER, premier juge et Joëlle GEHLEN, juge, et prononcé par la vice-présidente en audience publique au Palais de Justice à Luxembourg, en présence de

du procureur d'Etat et de Maïté LOOS, greffière, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.



**Jugt n° 1584/2012**

Notice du Parquet: 31604/10/CD

Etr. 1x Ex. p. 1x S.prob. 1x
------------------------------------

**Audience publique du 26 avril 2012**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **douzième chambre**, a rendu le jugement qui suit:

Dans la cause du Ministère Public contre

X, né ;

**- p r é v e n u -**

**F A I T S :**

Par citation du 26 janvier 2012, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du 13 mars 2011 devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions suivantes:

**Incitation à la haine raciale et à la violence, menaces d'attentat contre les personnes.**

A l'appel de la cause à cette audience, Madame la juge-présidente constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Le prévenu X fut entendu en ses explications et moyens de défense, qui furent plus amplement développés par Maître Claudia MONTI, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

La représentante du Ministère Public, Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

## LE JUGEMENT QUI SUIVIT :

Vu l'information menée par le juge d'instruction.

Vu les rapports numéros 11-2010-11655/1-MAGI du 20 décembre 2010, 11-2010-11655/5-MAGI du 17 janvier 2011, 11-2010-11655/8-MAGI du 4 février 2011, 11-2010-11655/14-MAGI du 9 mars 2011, 11-2010-11655/16-MAGI du 29 avril 2011 et 11-2010-11655/19-MAGI du 27 mai 2011 dressés par la Police Grand-Ducale, Service de Police Judiciaire-Criminalité Générale-CAT.

Vu l'ordonnance numéro 2163/11 du 19 octobre 2011, rendue par la Chambre du conseil, renvoyant X devant le Tribunal correctionnel du chef d'incitation à la haine raciale et à la violence, ainsi que du chef de menaces d'attentat.

Vu la citation à prévenu du 26 janvier 2012, régulièrement notifiée à X.

Le Ministère Public reproche à X d'avoir, le 1<sup>er</sup> décembre 2010 vers 2.50 heures et 2.56 heures, depuis son ordinateur privé à son domicile à Ettelbruck, 1, rue de l'Ecole Agricole, envoyé deux courriels à l'adresse électronique [info@men.public.lu](mailto:info@men.public.lu), qui constitue l'adresse électronique générale du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (ci-dessous « Ministère de l'Education Nationale »), contenant des incitations à la haine et à la violence à l'égard de la communauté portugaise vivant au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministère Public lui reproche encore d'avoir dans les deux courriels précités menacé les fonctionnaires et employés au service du Ministère de l'Education Nationale d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, avec ou sous condition, punissable d'une peine criminelle sinon d'une peine d'emprisonnement de huit jours au moins.

Devant le juge d'instruction et à l'audience publique du Tribunal du 13 mars 2012, X a admis les faits lui reprochés et tenu à s'excuser de son comportement. Il a précisé que depuis son plus jeune âge, il doit faire face à des problèmes de santé graves le rendant dépressif. Le jour des faits, il se sentait particulièrement agressif et déprimé, raison pour laquelle il aurait adressé les courriels en question au Ministère de l'Education Nationale.

### En droit :

#### 1) Quant à l'incitation à la haine raciale

Aux termes de l'article 457-1 du Code pénal, une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes, est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 à 25.000 Euros ou de l'une de ces peines seulement.

Par la loi du 19 juillet 1997 précitée, le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un

signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique.

Le message adressé donc à toutes ces personnes est le suivant: « L'Etat poursuivra pénalement les comportements de racisme et de révisionnisme et les auteurs potentiels de tels comportements ne pourront donc profiter d'une éventuelle impunité » (Trav. Parl. No4071/12, rapport de la commission juridique, objectifs poursuivis).

Pour que l'infraction ci-avant indiquée soit constituée, il est évidemment nécessaire qu'il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l'article 454 du Code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Mais cette condition nécessaire n'est pas suffisante: la discrimination ainsi définie n'est punissable que lorsqu'elle est commise à l'occasion de l'un des 7 comportements visés par l'article 455 du Code pénal et à condition qu'elle ne soit pas tolérée en application de l'article 457 du même code (JCL Pénal, verbo discrimination, art-225-1 à 225-4, no.21. éd. 2000).

L'infraction nécessite ainsi la réunion cumulative tant d'un élément moral que d'un élément matériel.

En ce qui concerne la prévention libellée sous le point 1), il est constant en cause qu'il y a eu mise en circulation sur le territoire luxembourgeois et plus précisément par l'envoi d'un courriel à l'adresse générale du Ministère de l'Education Nationale, d'un texte contenant des propos discriminatoires à l'égard de la communauté portugaise, à raison de leur origine, en ce qu'il y est mentionné « *di houer schäiss an dreckeg portoen sollen sech hei onser un passen an ons sprooch leieren (...) an huet dei verdammten schäiss portugiesen sprooch vum schoul site dei huet do näischt verlueren.* »

L'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3 est partant établi.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

Cette intention doit être distinguée des mobiles ou des convictions de l'auteur. Le dol est en effet caractérisé par la seule conscience de se livrer à des agissements discriminatoires tombant sous le coup de l'article 455 du Code pénal, conscience qui pourra d'ailleurs se déduire du simple constat d'une différence de traitement manifeste, lorsque la comparaison est possible (JCL op. cit. no.23).

Encore faut-il que le motif discriminatoire rentre dans la catégorie de ceux limitativement énumérés dans l'article 454 du Code pénal. La référence à l'appartenance à une ethnie, à une

race respectivement à la couleur de la peau est suffisamment large pour couvrir pratiquement toutes les discriminations fondées sur la naissance.

En tout état de cause, il suffit que l'auteur des agissements se soit déterminé en fonction d'une appartenance ou d'une non-appartenance vraie ou supposée. Seule importe l'idée que l'intéressé se fait de l'appartenance de telle personne à une ethnie, une nation ou une race.

Il n'est pas nécessaire que les messages contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination. Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les messages soient de nature à susciter ces sentiments (cf. Cour cassation française 12.09.2000 n°98-88.203).

Par le choix de ses mots, le prévenu exprime un sentiment de haine à l'encontre de la communauté portugaise voire à l'encontre des étudiants portugais, qu'il accuse de ne pas vouloir s'adapter à leur pays d'accueil, le Luxembourg. Sans aucun doute peut-on déduire du courriel adressé au Ministère de l'Education Nationale un sentiment d'aversion à l'encontre de la communauté portugaise. Les termes utilisés provoquent un sentiment de haine à l'égard de la communauté portugaise de sorte que l'élément intentionnel est établi. Il convient partant de retenir X dans l'infraction libellée à son encontre sub 1) de la citation à prévenu.

## 2) Quant aux menaces d'attentat

X ne conteste pas avoir proféré les menaces telles qu'elles lui sont reprochées par le Ministère Public.

Il y a lieu de rappeler que la menace, pour être punissable, doit être l'annonce d'un mal susceptible d'inspirer une crainte sérieuse. Elle doit pouvoir être prise comme créant un danger direct et immédiat: il faut que les circonstances dans lesquelles elle se produit puissent faire craindre sa réalisation. Cette condition doit s'apprécier objectivement, en fonction de l'impression que la menace peut provoquer chez un homme raisonnable.

En menaçant le Ministère de l'Education Nationale de représailles sous la forme d'explosion de bombes ou encore par le déclenchement d'une « guerre » s'il devait être décidé par le Ministre de l'Education Nationale que la langue portugaise deviendrait une matière faisant partie du programme scolaire, X a clairement exprimé sa volonté de terreur qu'il mettrait, le cas échéant, à exécution.

Il importe peu que l'auteur de la menace n'ait pas eu l'intention de la mettre à exécution ou qu'il ne soit pas en mesure de la réaliser (Schuind, Traité Pratique de Droit Criminel, articles 327-330, no 1 p. 326).

Il en découle que les courriels de X ont dû inquiéter sérieusement les autorités administratives, leur inspirant une crainte sérieuse d'un danger imminent et direct. Il convient partant de retenir l'infraction de menace par attentat, punissable d'une peine criminelle.

X est **convaincu** par les débats menés à l'audience, ensemble les éléments du dossier répressif et ses aveux circonstanciés:

*«comme auteur ayant commis lui-même les infractions,*

*en date du 1<sup>er</sup> décembre 2010, vers 2.50 heures et 2.56 heures à Ettelbruck, 1, rue de l'Ecole Agricole,*

*1) avoir envoyé à partir du territoire luxembourgeois, des écrits de nature à inciter, aux actes prévus à l'article 455 du Code pénal, à la haine à l'égard d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du même code, à raison de l'origine,*

*en l'espèce, d'avoir envoyé, à partir de son ordinateur privé à son domicile, 1, rue de l'Ecole Agricole à Ettelbruck, à l'attention de l'adresse électronique info@men.public.lu, soit l'adresse électronique générale du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, deux courriels comprenant les passages suivants : « di houert schäiss an dreckeg portoen sollen sech hei onser un passen an ons sprooch léieren(...) an huet déi verdammten schäiss portugiesen sprooch vum schoul site dei huet do nääscht verlueren müssen hei am land wirklech bommen heich goen das dir et mat grit das dei schäiss auslänner sech hei un passen sollen ok » (sic), soit des incitations à la haine à l'égard de la communauté notamment portugaise vivant au Grand-Duché de Luxembourg;*

*2) avoir, par écrit anonyme, avec condition, menacé d'un attentat contre les personnes et les propriétés, punissable d'une peine criminelle,*

*en l'espèce, d'avoir menacé les destinataires du courriel litigieux, soit les fonctionnaires et employés au service du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, en leur envoyant deux courriels non signés qui contiennent notamment les termes suivants : « Also wann dir ab deem nexten joer daat macht sas och nach portugiesesch hei an da schoul geleiert soll gin soen ech iech direkt kennt da mat krisch rechnen an et wert hai am land verm knallen(...) ech warnen ierch zust fir da recht passt nemmen op (...) müssen hei am land wirkleg bommen heich goen » (sic) ».*

Les infractions retenues à charge de X se trouvent en concours réel entre elles. Il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article 60 du Code pénal et de ne prononcer que la peine la plus forte qui pourra être élevée au double du maximum, sans toutefois pouvoir excéder la somme des peines prévues pour les différentes infractions.

La peine la plus forte est celle comminée par l'article 457-1 du Code pénal qui prévoit une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 euros à 25.000 euros ou l'une de ces peines seulement.

La gravité des faits commis par X justifie sa condamnation à une peine d'emprisonnement de **3 mois** et à une amende de **600 euros** qui tiennent compte de l'atteinte à l'ordre public et des revenus disponibles du prévenu.

Au vu de l'absence d'antécédents judiciaires de X et de son vécu, il ne paraît pas indigne de la clémence du Tribunal, il échet en conséquence de lui accorder la faveur du **sursis probatoire** quant à la peine d'emprisonnement à prononcer à son encontre.

**PAR CES MOTIFS,**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, douzième chambre, siégeant en matière correctionnelle, **statuant contradictoirement**, le prévenu et son défenseur entendus en leurs explications et moyens de défense et la représentante du Ministère Public entendue en son réquisitoire,

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de **trois (3) mois**, à une amende correctionnelle de **six cents (600) euros**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 33,74 euros ;

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à douze (12) jours ;

**d i t** qu'il sera sursis à l'exécution de l'intégralité de la peine d'emprisonnement prononcée à l'encontre de X et le place sous le régime du **sursis probatoire** pendant une durée de **trois (3) ans** en lui imposant les obligations :

1. de suivre un traitement psychiatrique ou psychologique comprenant des visites régulières et rapprochées en vue du traitement de ses troubles d'ordre psychiatrique,
2. justifier de ce traitement par un rapport médical à communiquer au Parquet Général, Service de l'Exécution des Peines,
3. faire parvenir tous les 6 mois un rapport médical afférent au Procureur Général d'Etat ;

**a v e r t i t** le prévenu X qu'au cas de soustraction aux mesures ordonnées par le sursis probatoire dans un délai de trois ans à dater du présent jugement, le sursis probatoire sera révoqué ;

**a v e r t i t** le prévenu X qu'au cas où, dans un délai de trois ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de 6 mois sans sursis, la révocation du sursis probatoire aura lieu de plein droit ;

**a v e r t i t** le prévenu X qu'au cas où, dans un délai de trois ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à un emprisonnement correctionnel principal sans sursis d'un mois au moins et ne dépassant pas six mois, la révocation du sursis probatoire sera facultative ;

**a v e r t i t** le prévenu X qu'au cas où dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation irrévocable à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de six mois sans sursis, les peines de la première infraction seront prononcées et exécutées sans confusion possible avec celles prononcées du chef de la nouvelle infraction et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 al. 2 du Code pénal ;

**a v e r t i t** le prévenu X qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation irrévocable à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal sans sursis d'un mois au moins et ne dépassant pas six mois, les peines de la première infraction pourront être prononcées et exécutées sans confusion possible avec celles prononcées du chef de la nouvelle infraction et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du Code Pénal.

Par application des articles 14, 15, 16, 60, 66, 327, 454, 457-1 du Code pénal ; 155, 179, 182, 184, 189, 190, 190-1, 194, 195, 196, 629, 629-1, 630, 632, 633, 633-5, 633-7 du Code d'instruction criminelle qui furent désignés à l'audience par Madame la juge-présidente.

Ainsi fait et jugé par Christina LAPLUME, juge-présidente, Dilia GUEDES COIMBRA et Yves SEIDENTHAL, juges-délégués, et prononcé par Madame la juge-présidente en audience publique au Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg, en présence de Robert WELTER, substitut principal du Procureur d'Etat, et de Myriam LUX, greffier, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.





Jugt n° 1580/2012

Notice du Parquet: 14210/10/CD



## JUGEMENT SUR OPPOSITION

Audience publique du 26 avril 2012

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, douzième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du Ministère Public contre:

**X ;**

**- p r é v e n u -**

### FAITS :

Le prévenu X a été condamné par le jugement numéro 2363/11 du 7 juillet 2011, rendu par défaut par le Tribunal correctionnel à Luxembourg dont la motivation et le dispositif sont conçus comme suit:

*« Vu les procès-verbaux numéros 10294 du 31 mars 2010 et 11452/2010 du 10 décembre 2010, dressés par la Police Grand-Ducale, circonscription régionale d'Esch-sur-Alzette, Centre d'Intervention Principal Esch-sur-Alzette.*

*Vu la citation à prévenus du 25 mai 2011, régulièrement notifiée à .....*

*A l'audience publique du Tribunal, le Ministère Public a demandé d'ordonner la disjonction des poursuites à l'égard d'.....*

*Le prévenu ..... n'ayant pas été régulièrement touché par la citation à prévenus du 25 mai 2011, il convient de disjoindre les poursuites dirigées contre lui de celles dirigées contre .....*

*....., quoique régulièrement cité, ne comparut pas à l'audience de sorte qu'il convient de statuer par défaut à son égard.*

*Le Ministère Public reproche à X d'avoir injurié ....., né le 22 juillet 1954, en décrétant à voix haute que les frontaliers ne feraient pas correctement leur travail, ignorant*

*certainement que ce dernier réside au Grand-Duché, en mimant à son adresse un salut « hitlérien » (Hitlergruß), avec la circonstance que ces injures par faits ont été orchestrées devant témoins et en présence de la personne offensée ainsi que d'avoir injurié ..... dans les termes suivants : « Du Schwein » et « frontalier de merde ».*

*Le Tribunal correctionnel est compétent pour connaître de la contravention libellée à charge du prévenu ....., alors que le délit et la contravention constituent un tout indivisible justifiant sa poursuite devant le même Tribunal correctionnel.*

*En l'espèce, il y a connexité entre le délit et la contravention mise à charge du prévenu.*

*Lorsqu'une contravention se rattache à un délit par un lien de connexité ou d'indivisibilité, les deux infractions, sont jugées en premier ressort et à charge d'appel par le Tribunal correctionnel (Cour MP c/ Schmitt et Buchler 20.02.1984 no 51/84 VI e Chbre; Nouvelles, Proc. Pén. TI vol 2, Les trib. correct. no 20; Cour 11.06.1966 P.20. p 191).*

*X est convaincu par les débats menés à l'audience, les déclarations du témoin ....., ensemble les éléments du dossier répressif :*

***« Comme auteur ayant lui-même commis les infractions,***

***le 19 mars 2010, vers 00.30 heures, à Esch-sur-Alzette, au café "NOSTALGIE",***

***1) d'avoir injurié une personne, soit par des faits, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal,***

***en l'espèce, d'avoir injurié ....., né le 22 juillet 1954, en décrétant à voix haute que les frontaliers ne feraient pas correctement leur travail, ignorant certainement que ce dernier réside au Grand-Duché, en mimant à son adresse un salut « hitlérien » (Hiltlergruss), avec la circonstance que ces injures par faits ont été orchestrées devant témoins et en présence de la personne offensée ;***

***2) d'avoir dirigé, contre des particuliers, des injures autres que celles prévues au titre VIII, chapitre V du livre II du présent Code,***

***en l'espèce, d'avoir injurié ..... dans les termes suivants: « Du Schwein » et « frontalier de merde ». »***

*Les infractions retenues à charge de Xse trouvent en concours idéal entre elles. Il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article 65 du Code pénal.*

*L'article 448 du Code pénal punit ceux qui ont injurié une personne ou un corps constitué, soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444, d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement.*

*Au vu de la gravité des faits, le Tribunal condamne X à une peine d'emprisonnement de 2 mois et à une amende de 1.200 euros.*

**PAR CES MOTIFS :**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **douzième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, statuant **par défaut** à l'égard de ..... , la représentante du Ministère Public entendue en ses réquisitions,

**o r d o n n e** la disjonction des poursuites pénales dirigées contre ..... de celles dirigées contre .....

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de **deux (2) mois**, à une amende de **mille deux cents (1.200)** ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 50,88 euros.

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à vingt-quatre (24) jours;

*Par application des articles 14, 15, 16, 27, 28, 29, 30, 65, 66, 330, 444 et 448 du Code pénal ; 137, 155, 179, 182, 184, 185, 186, 189, 190, 190-1, 194, 195 et 196 du Code d'instruction criminelle dont mention a été faite. »*

Par lettre entrée au Ministère Public le 4 novembre 2011, Xa fait relever opposition contre le prédit jugement numéro 2363/2011 du 7 juillet 2011.

Par citation du 1<sup>er</sup> mars 2012, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu X de comparaître à l'audience publique du 14 mars 2012 devant le Tribunal correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur l'opposition interjetée par lui.

A l'appel de la cause à cette audience, Madame la vice-présidente constata l'identité du prévenu X et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Le témoin ..... fut entendu en ses déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu par la loi.

Le prévenu X fut entendu en ses explications et moyens de défense.

La représentante du Ministère Public, Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

**JUGEMENT QUI SUIVIT:**

Vu le jugement numéro 2363/2011, rendu par défaut à l'égard de X par le Tribunal correctionnel de Luxembourg en date du 7 juillet 2011, notifié le 4 novembre 2011.

Vu l'opposition relevée par X en date du 4 novembre 2011 et entrée au greffe du Ministère Public le même jour.

L'opposition, qui est régulière quant à la forme et quant au délai, est recevable.

Par application des dispositions de l'article 187, alinéa 1 du Code d'instruction criminelle, les condamnations intervenues à l'encontre de X sont à considérer comme *non avenues*. Il y a partant lieu de statuer à nouveau sur les faits qui sont soumis à l'appréciation du Tribunal.

Vu les procès-verbaux numéros 10294 du 31 mars 2010, 11443/2010 du 9 décembre 2010 et 11452/2010 du 10 décembre 2010, dressés par la Police Grand-Ducale, circonscription régionale d'Esch-sur-Alzette, Centre d'Intervention Principal.

Vu la citation à prévenu du 1<sup>er</sup> mars 2012, régulièrement notifiée à .....

Le Ministère Public reproche à X d'avoir injurié ....., né le 22 juillet 1954, en décrétant à voix haute que les frontaliers ne feraient pas correctement leur travail, ignorant certainement que ce dernier réside au Grand-Duché, en mimant à son adresse un salut « hitlérien » (Hitlergruß), avec la circonstance que ces injures par faits ont été orchestrées devant témoins et en présence de la personne offensée, ainsi que d'avoir injurié ..... dans les termes suivants: « *Du Schwein* » et « *frontalier de merde* ».

Le Tribunal correctionnel est compétent pour connaître de la contravention libellée à charge du prévenu ....., alors que le délit et la contravention constituent un tout indivisible justifiant sa poursuite devant le même Tribunal correctionnel.

En l'espèce, il y a connexité entre le délit et la contravention mis à charge du prévenu.

Lorsqu'une contravention se rattache à un délit par un lien de connexité ou d'indivisibilité, les deux infractions, sont jugées en premier ressort et à charge d'appel par le Tribunal correctionnel (Cour MP c/ Schmitt et Buchler 20.02.1984 no 51/84 VI e Chbre; Nouvelles, Proc. Pén. TI vol 2, Les trib. correct. no 20; Cour 11.06.1966 P.20. p 191).

A l'audience publique du Tribunal X n'a pas autrement contesté les infractions mises à sa charge par le Ministère Public.

X est **convaincu** par les débats menés à l'audience, les déclarations du témoin ....., ensemble les éléments du dossier répressif :

*« comme auteur ayant lui-même commis les infractions,*

*le 19 mars 2010, vers 00.30 heures, à Esch-sur-Alzette, au café "NOSTALGIE",*

*1) d'avoir injurié une personne, par des faits, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal,*

*en l'espèce, d'avoir injurié ....., né le 22 juillet 1954, en décrétant à voix haute que les frontaliers ne feraient pas correctement leur travail, ignorant certainement que ce dernier*

*réside au Grand-Duché, en mimant à son adresse un salut « hitlérien » (Hiltlergruss), avec la circonstance que ces injures par faits ont été orchestrées devant témoins et en présence de la personne offensée ;*

*2) d'avoir dirigé, contre des particuliers, des injures autres que celles prévues au titre VIII, chapitre V du livre II du Code pénal,*

*en l'espèce, d'avoir injurié ..... dans les termes suivants: « Du Schwein » et « frontalier de merde ». »*

Les infractions retenues à charge de X se trouvent en concours idéal entre elles. Il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article 65 du Code pénal.

L'article 448 du Code pénal punit ceux qui ont injurié une personne ou un corps constitué, soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444, d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Eu égard à la nature des faits, le Tribunal estime qu'en application de l'article 20 du Code pénal, le trouble causé à l'ordre public est réparé à suffisance par une amende adéquate.

#### **PAR CES MOTIFS,**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, douzième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant **contradictoirement**, X entendu en ses moyens de défense, et la représentante du Ministère Public entendue en son réquisitoire,

**d é c l a r e** l'opposition relevée par X contre le jugement numéro 2363/2011 du 7 juillet 2011 recevable ;

**d é c l a r e non avenues** les condamnations prononcées à son encontre par le jugement numéro 2363/2011 du 7 juillet 2011;

#### **statuant à nouveau:**

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'amende de mille (1.000) euros, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 16,62 euros ;

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à vingt (20) jours.

Le tout en application des articles 16, 20, 28, 29, 30, 65, 66, 444 et 448 du Code pénal 155, 179, 182, 184, 187, 188, 189, 190, 190-1, 194, 195 et 196 du Code d'instruction criminelle, dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Nathalie JUNG, vice-présidente, Christina LAPLUME, juge et Dilia GUEDES COIMBRA, juge-déléguée, et prononcé par Madame la vice-présidente en audience publique au Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg, en présence de Robert WELTER, substitut principal du Procureur d'Etat, et de Pierre SCHMIT, greffier assumé, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

**Jugt no**

**/ 2007**

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 20 JUIN 2007**

Le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **chambre correctionnelle**, a rendu le jugement qui suit:

dans la cause du Ministère Public contre

**ex.p.**                **X,**  
né le ..... à Luxembourg,  
demeurant .....

**- prévenu -**

**en présence de:**

....., établie et ayant son siège  
social à L-1922 Luxembourg, ....., représentée par son Conseil  
d'administration actuellement en fonctions,

comparant par Maître François MOYSE, avocat, demeurant à  
Luxembourg,

**partie civile** constituée contre le prévenu X

---

**FAITS :**

Par citation du **30 novembre 2006** Monsieur le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du **3 janvier 2007** devant le tribunal correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur la prévention suivante:

***Infractions aux articles 457-1 alinéa 1 et 457-1 alinéa 3 du Code pénal***

A cette date, l'affaire fut contradictoirement remise au 14 février 2007.

A cette date, l'affaire fut contradictoirement remise au 23 mai 2007.

A l'audience publique du **23 mai 2007**, Madame le vice-président constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Les témoins ..... et ..... furent entendus en leurs déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

Maître François MOYSE, avocat, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour compte de ....., contre le prévenu **X**, préqualifié, défendeur au civil. Il donna lecture des conclusions écrites qu'il déposa ensuite sur le bureau du tribunal et qui furent signées par Madame le vice-président et par le greffier.

Le prévenu **X** fut entendu en ses explications et moyens de défense, qui furent plus amplement développés par Maître Claude WASSENICH, avocat, demeurant à Luxembourg.

La représentante du Ministère Public, Madame Anita LECUIT, attachée de justice, résuma l'affaire et conclut à la condamnation du prévenu **X**.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

## **J U G E M E N T      qui suit:**

Vu la citation à prévenu du **30 novembre 2006 (not. 27543/2004CD)** régulièrement notifiée.

### **Au pénal**

Le Ministère Public reproche au prévenu X des infractions aux articles 457-1 alinéa 1 et 457-1 alinéa 3 du Code pénal, introduits par la loi du 19 juillet 1997 portant incrimination du racisme, du révisionnisme et d'autres agissements fondés sur des discriminations illégales.

### **Les faits :**

Les faits tels qu'ils résultent du dossier répressif, ensemble les déclarations des témoins ..... et ....., qui confirment sous la foi du serment leurs constatations et déclarations actées dans les prédicts procès-verbaux, se résument comme suit :

En date du 3 décembre 2004, l'association sans but lucratif ..... a porté plainte auprès du Parquet de Luxembourg contre inconnu du chef d'infractions à la loi du 19 juillet 1997 portant incrimination du racisme, du révisionnisme et d'autres agissements fondés sur des discriminations illégales ayant instauré l'article 457-1 du Code pénal.

Il résulte de cette plainte que des courriers électroniques circulaient dans le pays qui contenaient une présentation informatique au moyen de la technique 'powerpoint' sur laquelle se trouvaient des photos d'une personne féminine de couleur de peau foncée s'immolant par le feu et qui portait le titre "An einem schönen Tag in Luxemburg". A cette présentation étaient annexées deux publicités reprenant une photo de cette scène dont l'une avait le texte suivant : "Elle aussi est tout feu et flamme pour la nouvelle C3 " (originellement une publicité de voiture automobile) et l'autre avait le texte : " Probleme mit dem



Mittelstandsministerium ? Wenden sie sich vertrauensvoll an uns, wir helfen ihnen gerne weiter" ( l'original étant une publicité pour une marque d'essence).

Le fait à la base de cette série de photos, qui sont apparemment des photos de presse, était l'acte d'immolation par le feu sur la Place d'Armes de ..... en date du 5 octobre 2004.

Une enquête a été diligentée pour permettre d'identifier l'auteur de cette présentation « powerpoint », respectivement d'identifier la personne étant à l'origine de sa transmission.

Il appert des constatations effectuées par la Police judiciaire, section nouvelles technologies (rapport n°2004/73696/261 du 17 décembre 2004) que l'examen du fichier « powerpoint » a permis de retracer le nom de l'utilisateur ayant procédé à la dernière sauvegarde en date du 10 novembre 2004 et la date probable de la création du fichier, à savoir le 16 octobre 2004. Le nom qui a été enregistré était celui de X.

Les enquêteurs ont d'abord rassemblé des informations sur une personne du nom de X et ils sont tombés sur un rapport n°2001/11834/89 du 1<sup>er</sup> mars 2001 de la Police grand-ducale, SREC Esch-sur-Alzette duquel découle que cette personne s'était fait remarquer en 2001 pour avoir eu des opinions politiques de l'extrême-droite.

En date du 1<sup>er</sup> avril 2005, les enquêteurs ont procédé à une perquisition du domicile de X. Il a tout de suite été coopératif avec les policiers et admis avoir envoyé la présentation « powerpoint » litigieuse dans divers courriers électroniques.

Il appert de l'audition de X du même jour qu'il affirme avoir reçu les photos d'une personne dont il ne se rappelait plus le nom. La série de photos aurait à ce moment déjà porté l'intitulé "An einem schönen Tag in Luxemburg". Il aurait de même reçu les deux publicités avec les photos de la femme qui s'immolait par le feu. Il déclare avoir réuni ces images dans un fichier powerpoint, sans y changer quoi que ce soit et les avoir envoyées par la suite à des connaissances, sans préciser lesquelles.

X déclare encore qu'il n'aurait pas été particulièrement choqué par les images en question et qu'il les aurait continuées sans arrière-pensées : "Ich habe mir beim Erhalt sowie beim Verschicken der Bilder nichts dabei gedacht. Es spielte keine Rolle, dass es sich bei der Frau um eine schwarzhäutige Person handelt."

Interrogé sur ses opinions politiques, X déclare qu'il aurait été intéressé, quelques années plus tôt, à écouter de la musique "mit eindeutigem rechtsradikalem Inhalt". Il soutient cependant ne pas être un raciste ou avoir été actif dans la scène sympathisant avec des idées d'extrême-droite : "Ich selbst bezeichne mich als einen Mitläufer, welcher sich von verschiedenen Musikstücken, mystischen Symbolen usw. angezogen fühlte."

Devant le juge d'instruction et à l'audience du 23 mai 2007, X maintient ses déclarations antérieures. Il assure qu'il n'est pas un raciste et qu'il s'entend très bien avec les étrangers. Il a exprimé ses regrets et présenté ses excuses auprès des personnes qui se sont senti offusquées par son geste.

En droit :

Aux termes de l'article 457-1 du Code pénal, une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes, est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 à 25.000 Euros ou de l'une de ces peines seulement.

Par la loi du 19 juillet 1997 précitée, le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique.

Le message adressé donc à toutes ces personnes est le suivant: « L'Etat poursuivra pénalement les comportements de racisme et de révisionnisme et les auteurs potentiels de tels comportements ne pourront donc profiter d'une éventuelle impunité »(Trav. Parl. No4071/12, rapport de la commission juridique, objectifs poursuivis).

Pour que l'infraction ci-avant indiquée soit constituée, il est évidemment nécessaire qu'il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l'article 454 du Code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Mais cette condition nécessaire n'est pas suffisante: la discrimination ainsi définie n'est punissable que lorsqu'elle est commise à l'occasion de l'un des 7 comportements visés par l'article 455 du Code pénal et à condition qu'elle ne soit pas tolérée en application de l'article 457 du même code (JCL Pénal, verbo discrimination, art-225-1 à 225-4, no.21. éd. 2000).

L'infraction nécessite ainsi la réunion cumulative tant d'un élément moral que d'un élément matériel.

Le Ministère Public reproche à X les infractions suivantes :

*« comme auteur, ayant lui-même commis l'infraction,*

*au mois d'octobre 2004, à Schiffange, Cité Emile Mayrisch,*

*1)*

*d'avoir soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incité aux actes prévus à l'article 455 du Code Pénal, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne,*

*physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code Pénal,*

*en l'espèce, d'avoir créé une présentation informatique dite « Powerpoint », montrant des photographies d'une personne de sexe féminin et de couleur de peau foncée s'immolant par le feu, d'avoir intitulé cette présentation « An einem schönen Tag in Luxemburg » et d'avoir diffusé ladite présentation, ensemble avec deux publicités dans lesquelles étaient intégrés des photographies de la même personne s'immolant par le feu, sur internet, en envoyant la présentation avec les deux publicités à un nombre indéterminé de personnes par e-mail, et d'avoir ainsi incité à la haine raciale, notamment à l'égard des personnes de couleur de peau foncée.*

*2)*

*d'avoir imprimé ou fait imprimer, fabriqué, détenu, transporté, exporté, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoyé à partir du territoire luxembourgeois, remis à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois, des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455 du Code Pénal, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code Pénal,*

*en l'espèce, d'avoir créé, détenu et mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, par le biais d'internet, la présentation informatique et les publicités mentionnés sub 1), de nature à inciter à la haine raciale, notamment à l'égard des personnes de couleur de peau foncée. »*

En l'espèce, les agissements du prévenu X, consistant en la fabrication de la présentation informatique "powerpoint" au moyen d'images dont il n'a pas pu être établi qu'il en soit l'auteur, et d'avoir par la suite procédé à la diffusion de cette présentation par la voie de courrier électronique à un nombre indéterminé de personnes, tombent sous la qualification de l'article 457-1 alinéa 3 du Code pénal, libellé sous le point 2) de l'ordonnance de renvoi.

En conséquent, **X** est à **acquitter** de la prévention libellée sous le point 1) de l'ordonnance de renvoi, à savoir :

*comme auteur, ayant lui-même commis l'infraction,*

*au mois d'octobre 2004, à Schiffflange, Cité Emile Mayrisch,*

*d'avoir soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incité aux actes prévus à l'article 455 du Code Pénal, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne,*

*physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code Pénal,*

*en l'espèce, d'avoir créé une présentation informatique dite « Powerpoint », montrant des photographies d'une personne de sexe féminin et de couleur de peau foncée s'immolant par le feu, d'avoir intitulé cette présentation « An einem schönen Tag in Luxemburg » et d'avoir diffusé ladite présentation, ensemble avec deux publicités dans lesquelles étaient intégrées des photographies de la même personne s'immolant par le feu, sur internet, en envoyant la présentation avec les deux publicités à un nombre indéterminé de personnes par e-mail, et d'avoir ainsi incité à la haine raciale, notamment à l'égard des personnes de couleur de peau foncée. »*

En ce qui concerne la prévention libellée sous le point 2), il faut constater qu'il y a eu fabrication, détention et mise en circulation sur le territoire luxembourgeois d'images. L'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3 est partant établi.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal. Il faut donc en premier lieu un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

Cette intention doit être distinguée des mobiles ou des convictions de l'auteur. Le dol est en effet caractérisé par la seule conscience de se livrer à des agissements discriminatoires tombant sous le coup de l'article 455 du Code pénal, conscience qui pourra d'ailleurs se déduire du simple constat d'une différence de traitement manifeste, lorsque la comparaison est possible (JCL op. cit. no.23).

Encore faut-il que le motif discriminatoire rentre dans la catégorie de ceux limitativement énumérés dans l'article 454 du code pénal. La référence à l'appartenance à une ethnie, à une race respectivement à la couleur de la peau est suffisamment large pour couvrir pratiquement toutes les discriminations fondées sur la naissance.

En tout état de cause, il suffit que l'auteur des agissements se soit déterminé en fonction d'une appartenance ou d'une non-appartenance vraie ou supposée. Seule importe l'idée que l'intéressé se fait de l'appartenance de telle personne à une ethnie, une nation ou une race.

Il n'est pas nécessaire que les images contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination. Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les images soient de nature à susciter ces sentiments (cf. Cour cassation française 12.09.2000 n°98-88.203).

En l'espèce, il faut constater que les images réunies dans le fichier « powerpoint » par le prévenu tombent dans cette catégorie notamment par l'ajout de l'intitulé "An einem schönen Tag in Luxemburg" ainsi que par l'annexe des deux publicités. En effet, l'intitulé ne laisse pas de doute qu'il ne renvoie pas à des constatations d'ordre météorologiques, mais suggère que la journée n'a été rendue belle que par le fait qu'une personne de couleur foncée se soit immolée sur la place publique. Le message contient donc une forte approbation de ce

geste émanant d'une personne de couleur foncée. D'autre part, les deux publicités annexées sont de nature à ridiculiser voire humilier la personne s'étant livrée à cet acte de désespoir.

Ces documents doivent être appréciés ensemble, alors qu'ils ont été réunis pour être envoyés dans un seul courrier électronique.

Il ne fait pas de doute que leur contenu est susceptible d'inciter à la haine raciale, alors qu'il suggère qu'une journée au Luxembourg est rendue agréable par le seul fait qu'une personne de couleur foncée met fin à ses jours.

En considération de ce qui précède ensemble la circonstance que le prévenu a eu pour le moins dans le passé des sympathies néonazies d'après ses propres déclarations et sur base du dossier répressif, il est difficile d'admettre qu'il n'ait pas eu de motif discriminatoire en créant le fichier « powerpoint » incriminé pour l'envoyer à ses connaissances.

L'infraction est partant établie tant en fait qu'en droit à l'égard de X.

X est dès lors **convaincu** de l'infraction suivante, à savoir:

***comme auteur, ayant lui-même commis l'infraction,***

***au mois d'octobre 2004, à Schiffange, Cité Emile Mayrisch, d'avoir fabriqué, détenu et mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, des images de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455 du Code Pénal, à la haine à l'égard d'une personne physique et d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code Pénal,***

***en l'espèce, d'avoir fabriqué, détenu et mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, par le biais d'internet, une présentation informatique dite « Powerpoint », montrant des photographies d'une personne de sexe féminin et de couleur de peau foncée s'immolant par le feu, intitulé «An einem schönen Tag in Luxemburg », ensemble avec deux publicités dans lesquelles étaient intégrées des photographies de la personne s'immolant par le feu, de nature à inciter à la haine raciale, notamment à l'égard des personnes de couleur de peau foncée.***

La gravité de l'infraction commise justifie la condamnation de X à une peine d'emprisonnement de 2 mois et une amende de 1.000 euros.

Au vu des regrets sincères exprimés à l'audience, le prévenu ne semble cependant pas indigne de l'indulgence du tribunal, il convient en conséquence de lui accorder la faveur du sursis intégral quant à la peine d'emprisonnement à prononcer à son encontre.

**Au civil**

A l'audience publique du 23 mai 2007, Maître François MOYSE, avocat, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour compte de ..... contre le prévenu **X**, préqualifié, défendeur au civil.

Il y a lieu de donner acte à la demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard du prévenu X.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

Le prévenu et défendeur au civil fait valoir que la demande civile serait irrecevable sur base de l'article 10 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif alors que la liste des membres ne serait pas à jour et pas versée par la partie demanderesse au civil.

La partie civile a cependant versé au dossier répressif les pièces sollicitées, de sorte que l'action a été valablement engagée par l'association.

La demanderesse au civil réclame le montant de un euro symbolique du chef du préjudice collectif subi du chef des agissements du prévenu.

Au vu des renseignements fournis en cause, la demande est fondée et justifiée pour le montant de un euro.

## **PAR CES MOTIFS:**

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **septième chambre**, siégeant en **matière correctionnelle**, statuant **contradictoirement**, le prévenu et son mandataire entendus en leurs explications et moyens de défense et la représentante du Ministère Public entendue en ses réquisitions,

### **Au Pénal**

**a c q u i t t e** **X** de l'infraction non établie à sa charge;

**c o n d a m n e** le prévenu **X** du chef de l'infraction retenue à sa charge à une amende de **1.000 (mille)** euros, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 21,02 euros;

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à 20 (vingt) jours;

**c o n d a m n e** le prévenu **X** du chef de l'infraction retenue à sa charge à une peine d'emprisonnement de **2 (deux) mois**;

**d i t** qu'il sera **sursis** à l'exécution de **l'intégralité** de cette peine d'emprisonnement;

**a v e r t i t** la prévenu **X** qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 al. 2 du Code pénal;

#### **Au Civil**

**d o n n e a c t e** à la demanderesse au civil de sa constitution de partie civile;

**se d é c l a r e c o m p é t e n t** pour en connaître;

**d é c l a r e** la demande **recevable**;

**d i t** la demande **fondée** et **justifiée** pour un euro symbolique;

**c o n d a m n e X** à payer à **l'association sans but lucratif** ..... la somme de **1 (un) euro**, avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice, le 23 mai 2007, jusqu'à solde.

**c o n d a m n e X** aux frais de cette demande civile dirigée contre lui.

Le tout en application des articles 28, 29, 30, 66, 454, 455 et 457 du Code pénal, ainsi que des articles 179, 182, 184, 189, 190, 190-1, 191, 194, 195, 626, 628 et 628-1 du Code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Marlyse KAUFFMAN, vice-président, Simone PELLER, premier juge, et Anne-Françoise GREMLING, premier juge, et prononcé, en présence de Frank NEU, substitut du Procureur d'Etat, qui en l'audience publique dudit tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Madame le vice-président, assistée de Pascale PIERRARD, greffier, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.





**Jugr no 2 4 8 0 / 2008**

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 10 JUILLET 2008**

Le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **chambre correctionnelle**, a rendu le jugement qui suit:

dans la cause du Ministère Public contre

acq.

rest

**- p r é v e n u -**

=====

**FAITS :**

Par citation du **21 mai 2008** Monsieur le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du **3 juillet 2008** devant le tribunal correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur les préventions suivantes:

**Infraction aux articles 274-13° et 457-1 1)**

A l'audience publique du **3 juillet 2008**, Madame le vice-président constata l'identité du prévenu X et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Le témoin ..... fut entendue en ses déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du code d'instruction criminelle.

Le prévenu X fut entendu en ses explications et moyens de défense.

La représentante du Ministère Public, Madame Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, fut entendu en son réquisitoire.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

## **J U G E M E N T      qui suit:**

Vu la citation à prévenu du **21 mai 2008 (not. 25543/2007CD)** régulièrement notifiée.

Le Parquet reproche au prévenu Xles infractions suivantes, à savoir:

*am 11. November 2007, in Luxemburg-Kirchberg, auf dem Alttrödlermarkt in den Ausstellungshallen des F.I.L., ungeschadet der genauen Orts- und Zeitangaben,*

*als Täter,*

*1) in Zuwiderhandlung zum Artikel 274-1, 3° des Strafgesetzbuches, Zeichen oder Symbole, die zum öffentlichen Aufstand führen sollen oder den öffentlichen Frieden stören sollen, öffentlich ausgestellt, vertrieben, verkauft, zum Verkauf ausgestellt, oder aber öffentlich getragen zu haben,*

*im vorliegenden Falle, verschiedene Gegestände, die dans Symbol des Hakenkreuz tragen, das sich gegen den bestehenden Frieden stört, und das zum öffentlichen Aufstand führen soll ;*

*2) in Zuwiderhandlung zum Artikel 457-1 1) des Strafgesetzbuches, zur Diskriminierung (so wie sie vom Artikel 455, demnach 454 des gleichen Strafgesetzbuches definiert wird: jede Unterscheidung zwischen Privatpersonen aufgrund ihrer Herkunft, ihrer Hautfarbe, ihres Geschlechts, ihrer sexuellen Orientierung, ihres Familienstandes, ihres Alters, ihres Gesundheitszustandes, ihrer Behinderung ihrer Sitten, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeiten, ihrer reellen oder mutmasslichen Zugehörigkeit oder Nicht-Zugehörigkeit zu einer Kultur, einer Nation oder einer bestimmten Religion, angeregt zu haben, durch Schriftstücke, Druckwerke, Zeichnungen, Drucke, Gemälde, Embleme, Bilder oder durch jeden anderen Träger der Schrift, des Wortes oder des Bildes, die verkauft oder verteilt, zum Verkauf angeboten oder in der Öffentlichkeit zugänglichen Orten oder Versammlungen ausgestellt worden sind,*

*im vorliegenden Falle, die im Anhang aufgelisteten Gegenstände, bei dener es sich um Bücher, Bilder (das Antlitz des Führers von Heirnich HOFFMANN, Foto vom Führer, schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf HITLER), Amuletten, Knöpfen, Banknoten, Staatsangehörigkeitsausweise, Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten, und anderen Gegenstände aus dem dritten Reich handelt, demnach Gegestände, die das Naziregime verherrlichen, eine Ideologie, die zum Hass und zur Gewalt gegenüber Privatleuten aufgrung ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Religion, und besonders zu der jüdischen Religion, ebenso wie aufgrund ihrer Hautfarbe, ihrer sexuellen Orientierung, ihrer körperlichen oder geistigen*

*Behinderung, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, aufruft, in der für die Öffentlichkeit zugänglichen Ausstellungshallen zum Verkauf angeboten zu haben.*

D'après le procès-verbal no 22365 dressé par la Police grand-ducale CI Luxembourg en date du 11.11.2007, les faits de l'espèce peuvent se résumer comme suit:

Les agents de police se sont rendus aux halls d'exposition au Kirchberg où était en train de se dérouler la foire aux antiquités et à la brocante. Ils ont pris inspection du stand de Xet ont pu constater que ce dernier y exposait, en vue de la vente, des objets et des livres datant de l'époque de la deuxième guerre mondiale. Parmi les livres exposés se trouvaient trois exemplaires du livre d'Adolf Hitler intitulé "Mein Kampf".

Les autres livres et objets ayant retenu l'attention des agents sont les suivants:

- Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei von Dr. J. Goebbels
- Ahnenbuch mit Hakenkreuz
- Ins Dritte Reich/Ergänzungsheft zu deutschen Lesebüchern
- Zerstörer Feindwärts Kapitän Leutnant ING von H. Jacks
- Adolf Hitler an seine Jugend
- Der deutsche Arbeitsdienst
- Tag und Nacht am Feind
- 1943 Reichsbahnbeamte
- 4 x Staatsangehörigkeitsausweise
- 2 x Das Antlitz des Führers von Heinrich Hoffmann
- Die Geschichte der Glaubensbewegung deutscher Christen Kirche im Dritten Reich
- Werk und Mensch von Herrmann Göring
- Panzer am Feind von Fritz Fechner
- Foto von Adolf Hitler
- schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf Hitler
- 9 x Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten
- Das Feierbuch der deutschen Sippe
- Stukas von Curt Strohmeier
- Arzt im Kampf Erlebnisse und Gedanken von Kurt Blome
- Ewiges Deutschland 1939
- Brustanhänger der Feldgendarmarie
- Anstecker mit Hakenkreuz
- 2 Fotos eines Soldaten
- Einstecktuch mit Hakenkreuz
- Kriegsverdienstkreuz
- Knopf mit Reichsadler und Hakenkreuz
- Lufthansa Mützenadler
- Deutsches Reichsgeld (9x2 Reichsmark, 4x1 Reichspfennig, 2x5 Reichspfennig, 2x10 Reichspfennig).

L'ensemble de ce matériel a été saisi suivant procès-verbal no 22366 de la Police Grand-ducale, CI Luxembourg.

Xa déclaré à l'audience qu'il ne fait partie d'aucune mouvance nazie. Il a expliqué qu'il est brocanteur et qu'il a l'habitude de fouiner dans les caves et greniers à la

recherche d'objets pour son stand. C'est ainsi qu'il serait entré en possession des objets et livres dont s'agit. Il a insisté pour dire qu'en exposant ces effets à la vente, il n'avait nullement eu l'intention de faire de l'activisme en faveur de l'idéologie nazie, respectivement d'animer sa clientèle à en faire, ni d'ailleurs de faire de la provocation et de heurter la sensibilité d'autrui. Il a précisé qu'afin d'éviter tout malentendu, il a tenu à disposition des personnes, intéressées par ces biens, un écrit qui est de la teneur suivante:

*Solange Interessenten und Käufer sich nicht gegenteilig äussern, versichern sie, die angebotenen Gegenstände aus der Zeit des III.Reiches nur zu Zwecken der staatsbürgerlichen Aufklärung, der Abwehr verfassungswidriger Bestrebungen, der Kunst oder der Wissenschaft, der Forschung oder der Lehre, der Berichterstattung über Vorgänge des Zeitgeschehens oder der Geschichte oder ähnlichen Zwecken zu erwerben (§ § 86a, 86 Strafgesetzbuch).*

*Fa. R. Lücker bietet und gibt diese Gegenstände nur unter diesen Vorraussetzungen an bzw ab.*

L'inspecteur de police ....., entendue comme témoin à l'audience, a déclaré que Xn'a pas fait de publicité particulière pour les objets incriminés. Le témoin a précisé que si lesdits objets se trouvaient plus ou moins regroupés à un endroit du stand, aucun écriteau n'a attiré l'attention plutôt sur ces objets, que sur d'autres exposés au stand. Aucune autre manifestation particulière d'apologie du nazisme au niveau de la présentation du stand n'a été signalée par le témoin. Quant à la note à l'attention de la clientèle, tant le prévenu que le témoin ont indiqué qu'elle ne se trouvait pas exposée au regard du public, mais qu'elle pouvait être consultée par tout intéressé dans un classeur à disposition au stand.

L'article 274-1 3° du Code Pénal prévoit que "Seront punis d'une amende de 251 à 12.500 EUR et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, sans préjudice aux peines plus graves qui pourraient être encourues l'exposition publique, la distribution, la vente, la mise en vente ou le port public de tous signes ou symboles propres à provoquer la rébellion ou à troubler la paix publique."

L'article 457-1 1) du Code Pénal prévoit que" Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 EUR à 25.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravure, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455 à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne , physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454."

S'agissant de l'élément matériel des infractions reprochées au prévenu, il convient de noter que les objets incriminés, dont certains comportent le symbole de la croix gammée et les livres en cause, dont il est indéniable qu'un certain nombre ont été écrits à la gloire du régime nazi et de son idéologie, ont été exposés à la vente dans un lieu public par .....

S'agissant de l'élément moral, il convient de rappeler que la matérialité de l'infraction, soit un comportement extérieur, concrètement ou abstraitement dommageable et injustifié, que la loi pénale interdit comme tel, doit encore pouvoir être imputée à une personne responsable. L'imputabilité psychique implique en effet une "mise en compte" de la matérialité de l'infraction à la personne jugée responsable. (cf JJ Haus, Principes généraux de Droit Pénal Belge)

La responsabilité de l'agent implique donc une analyse de son état d'esprit au moment de la commission du fait matériel.

Il en résulte que toute infraction comporte un élément moral et que l'agent ne saurait être puni que dans l'hypothèse où sa culpabilité est établie à cet égard.

En matière de crimes et de délits, l'élément moral est en principe la connaissance et la volonté avec lesquelles l'infraction a été commise, donc le dol général.

En matière criminelle et délictuelle, le silence du texte s'interprète comme exigence du dol général.

(cf D. et A. Spielmann, Droit Pénal Général Luxembourgeois, 2e éd. , p.323 et suivantes)

L'élément moral consiste dans l'intention d'enfreindre sciemment et librement la loi pénale. La loi peut requérir expressément cet élément en employant des termes comme "sciemment, à dessein, intentionnellement..." Ces expressions sont cependant surabondantes, car elles n'ajoutent rien à la notion de dol général.

(cf Constant, Manuel de Droit Pénal, 1959, t.1, no 117, p.127)

Les articles concernant les infractions dont s'agit sont muets au sujet de l'élément moral. Au vu de ce qui précède, le silence doit dès lors en l'espèce s'interpréter comme exigence du dol général.

Il s'en déduit que pour retenir à charge de X les préventions tirées des articles 274-1 3° et 457-1 1) du Code Pénal, il faut, d'une part, qu'il soit établi que le prévenu ait eu l'intention de provoquer à la rébellion ou à troubler la paix publique par l'exposition-vente des objets et livres incriminés et, d'autre part, qu'il ait eu la volonté coupable de créer un état d'esprit dans le public, propre à susciter la haine et la violence propagées à l'époque par le régime nazi, notamment à l'égard de la communauté juive.

Le Tribunal estime que si l'exposition des objets incriminés a certes pu être de nature à émouvoir et choquer notamment des personnes qui ont eu à souffrir du régime nazi, l'intention coupable telle que précédemment définie dans le contexte des prédites infractions n'est cependant pas donnée dans le chef du prévenu, de sorte qu'il est à acquitter des infractions mises à sa charge.

**X** est partant à **acquitter** des infractions suivantes :

*am 11. November 2007, in Luxemburg-Kirchberg, auf dem Alttrödlermarkt in den Ausstellungshallen des F.I.L., ungeschadet der genauen Orts- und Zeitangaben,*

*als Täter,*

1) in Zuwiderhandlung zum Artikel 274-1, 3° des Strafgesetzbuches, Zeichen oder Symbole, die zum öffentlichen Aufstand führen sollen oder den öffentlichen Frieden stören sollen, öffentlich ausgestellt, vertrieben, verkauft, zum Verkauf ausgestellt, oder aber öffentlich getragen zu haben,

im vorliegenden Falle, verschiedene Gegenstände, die das Symbol des Hakenkreuz tragen, das sich gegen den bestehenden Frieden stört, und das zum öffentlichen Aufstand führen soll ;

2) in Zuwiderhandlung zum Artikel 457-1 1) des Strafgesetzbuches, zur Diskriminierung (so wie sie vom Artikel 455, demnach 454 des gleichen Strafgesetzbuches definiert wird: jede Unterscheidung zwischen Privatpersonen aufgrund ihrer Herkunft, ihrer Hautfarbe, ihres Geschlechts, ihrer sexuellen Orientierung, ihres Familienstandes, ihres Alters, ihres Gesundheitszustandes, ihrer Behinderung ihrer Sitten, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeiten, ihrer realen oder mutmasslichen Zugehörigkeit oder Nicht-Zugehörigkeit zu einer Kultur, einer Nation oder einer bestimmten Religion, angeregt zu haben, durch Schriftstücke, Druckwerke, Zeichnungen, Drucke, Gemälde, Embleme, Bilder oder durch jeden anderen Träger der Schrift, des Wortes oder des Bildes, die verkauft oder verteilt, zum Verkauf angeboten oder in der Öffentlichkeit zugänglichen Orten oder Versammlungen ausgestellt worden sind,

im vorliegenden Falle, die im Anhang aufgelisteten Gegenstände, bei denen es sich um Bücher, Bilder (das Antlitz des Führers von Heinrich HOFFMANN, Foto vom Führer, schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf HITLER), Amuletten, Knöpfen, Banknoten, Staatsangehörigkeitsausweise, Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten, und anderen Gegenstände aus dem dritten Reich handelt, demnach Gegenstände, die das Naziregime verherrlichen, eine Ideologie, die zum Hass und zur Gewalt gegenüber Privatleuten aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Religion, und besonders zu der jüdischen Religion, ebenso wie aufgrund ihrer Hautfarbe, ihrer sexuellen Orientierung, ihrer körperlichen oder geistigen Behinderung, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, aufruft, in der für die Öffentlichkeit zugänglichen Ausstellungshallen zum Verkauf angeboten zu haben.

Eu égard à la décision d'acquittement, il y a lieu d'ordonner la restitution à Xdes objets saisis suivant procès-verbal no 22365 du 11 novembre 2007 de la Police grand-ducale, circonscription régionale Luxembourg, CI Luxembourg.

## PAR CES MOTIFS:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **septième chambre**, siégeant en **matière correctionnelle**, statuant **contradictoirement**, le prévenu entendu en ses explications et moyens et la représentante du Ministère Public entendue en ses réquisitions,

**a c q u i t t e** le prévenu Xdes infractions non établies à sa charge et le renvoie des fins de sa poursuite pénale sans peine, ni dépens;

**l a i s s e** les frais de sa poursuite pénale à charge de l'Etat;

**o r d o n n e** la **restitution** à Xdes objets saisis suivant procès-verbal no 22365 du 11 novembre 2007 de la Police grand-ducale, circonscription régionale Luxembourg, CI Luxembourg, tels que :

- 3 x Mein Kampf von Adolf Hitler
- Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei von Dr. J. Goebbels
- Ahnenbuch mit Hakenkreuz
- Ins Dritte Reich/Ergänzungsheft zu deutschen Lesebüchern
- Zerstörer Feindwärts Kapitän Leutnant ING von H. Jacks
- Adolf Hitler an seine Jugend
- Der deutsche Arbeitsdienst
- Tag und Nacht am Feind
- 1943 Reichsbahnbeamte
- 4 x Staatsangehörigkeitsausweise
- 2 x Das Antlitz des Führers von Heinrich Hoffmann
- Die Geschichte der Glaubensbewegung deutscher Christen Kirche im Dritten Reich
- Werk und Mensch von Herrmann Göring
- Panzer am Feind von Fritz Fechner
- Foto von Adolf Hitler
- schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf Hilter
- 9 x Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten
- Das Feierbuch der deutschen Sippe
- Stukas von Curt Strohmeyer
- Arzt im Kampf Erlebnisse und Gedanken von Kurt Blome
- Ewiges Deutschland 1939
- Brustanhänger der Feldgendarmarie
- Anstecker mit Hakenkreuz
- 2 Fotos eines Soldaten
- Einstecktuch mit Hakenkreuz
- Kriegsverdienstkreuz
- Knopf mit Reichsadler und Hakenkreuz
- Lufthansa Mützenadler
- Deutsches Reichsgeld (9x2 Reichsmark, 4x1 Reichspfennig, 2x5 Reichspfennig, 2x10 Reichspfennig).

Le tout en application des articles 179, 182, 184, 189, 190, 190-1, 191 et 194-1 du code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Paule MERSCH, vice-président, Anne-Françoise GREMLING, premier juge, et Daniel LINDEN, juge, et prononcé, en présence de Guy BREISTROFF, substitut du Procureur d'Etat, en l'audience publique dudit tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Madame le vice-président, assistée du greffier Marion FUSENIG, qui, à l'exception du Ministère Public, ont signé le présent jugement.



No. 818/2010

Audience publique du lundi, 20 décembre 2010

Le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière correctionnelle a rendu en son audience publique du lundi, vingt décembre deux mille dix, le jugement qui suit dans la cause

**E N T R E**

Monsieur le Procureur d'Etat, partie poursuivante suivant citation du 19 octobre 2010,

**E T**

X,

prévenu du chef d'incitation à la violence et à la haine raciale et de destruction volontaire de biens mobiliers d'autrui,

défendeur au civil,

en présence de :

Y,

Y,

parties civiles.

---

## FAITS :

Après l'appel de la cause à l'audience publique du lundi, 29 novembre 2010 Maître Danièle WAGNER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch, déclara représenter X.

Le témoin Y après avoir déclaré nom, prénom, âge, profession et demeure et n'être ni parent, ni allié, ni au service du prévenu, prêta le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, en prononçant à haute voix et en tenant levée la main droite nue, les mots « je le jure ». Il fut entendu ensuite en ses déclarations orales.

Maître Edith REIFF, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch se constitua partie civile au nom et pour le compte d'Y et Z contre .....

Elle déposa des conclusions écrites qui furent signées par le président et le greffier.

Ensuite elle développa ses conclusions oralement et conclut à l'adjudication de sa demande.

Les moyens du prévenu et défendeur au civil furent exposés plus amplement par Maître Danièle WAGNER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Le ministère public, représenté par Pascal PROBST, substitut principal du Procureur d'Etat, fut entendu en ses réquisitions.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et fixa le prononcé du jugement à l'audience publique du lundi, 20 décembre 2010.

A cette audience publique, le tribunal rendit le

## JUGEMENT

qui suit :

### Au pénal :

Vu le procès-verbal n° 21078/10 du 10 juillet 2010 du centre d'intervention de la police grand-ducale de Troisvierges, circonscription régionale de Diekirch.

Vu la citation à prévenu du 19 octobre 2010 (Not. 3092/10/XD) régulièrement notifiée.

Le Parquet reproche à X d'avoir, le 10 juillet 2010 à Eselborn, au restaurant Golf de Clervaux, en infraction aux articles 454 et 457-1 sub 1) du Code pénal, tenu envers Z, né zzz, partant une personne de couleur les propos suivants : « des gens comme le noir et le hollandais je voudrais les mettre derrière la barrière. » « Alors, vous servez aussi les noirs ici ? Et tous les gens qui ne me laissent pas la table sont des cons », ainsi que « Je n'aime pas les étrangers », ainsi que d'avoir volontairement endommagé le téléphone portable APPLE I-Phone appartenant à Y.

Les faits à la base de la présente affaire tels qu'ils résultent des éléments du dossier soumis au tribunal et de l'instruction menée à l'audience peuvent se résumer comme suit :

Lors d'un dîner auquel participait le prévenu en date du 10 juillet 2010 se tenant au Golf Club de Clervaux, ce dernier s'était adressé au cours de la soirée à Y accompagné de Z qui dînaient à une table sur la terrasse pour leur demander de changer de table. Devant l'absence de réaction d'Y et de Z, X s'est emporté et a dit : « des gens comme le noir et le hollandais je voudrais les mettre derrière la barrière » et puis à haute voix « Alors, vous servez aussi des noirs ici ? Et tous les gens qui ne me laissaient pas la table sont des cons ».

Y accompagné de Z ont indiqué ne pas avoir autrement réagi aux propos du prévenu. A un certain moment Y a sorti son portable et alors X s'est approché et lui a pris le téléphone et l'a jeté par terre en disant : « Je n'aime pas les étrangers ».

X ne conteste pas s'être emporté devant le refus d'Y et de Z de partir, mais conteste avoir prononcé les paroles reprises dans le libellé. Il soutient que ses propos n'auraient nullement été destinés à inciter quiconque à haïr une communauté.

L'article 457-1 du Code pénal sanctionne le fait d'inciter publiquement, dans des discours ou des écrits à la haine à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal.

Cet article, qui reprend partiellement le texte d'un article en vigueur antérieurement, reproduit la formulation de l'article 23 de la loi française modifiée du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, identité de formulation expressément voulu par les auteurs de la loi (travaux parlementaires n° 4071, session ordinaire 1994-1995, commentaire des articles, p.11)

Les éléments constitutifs de l'infraction d'incitation à la haine ou à la violence contre une personne, un groupe ou une communauté sont le fait de tenir des propos susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence, que le fait de tenir ceux-ci publiquement, soit directement dans des lieux ou des réunions publiques, soit au moyen d'un support de l'écrit ou de la parole distribué ou d'un autre moyen de communication audiovisuelle, ainsi que la

différence entre la personne et le groupe visé et d'autres groupes de la population.

Si à l'instar de tout délit, l'infraction d'incitation à la haine, respectivement à un des actes prévus à l'article 455 du Code pénal requiert un élément moral, elle est cependant exclusive de bonne foi.

En effet, l'élément moral de l'infraction n'est pas établi par l'éventuelle mauvaise foi de l'auteur des propos, mais par le fait de tenir des propos ayant cet effet, alors que cet effet aurait dû être entrevu par l'auteur.

Il est suffisant, pour que l'infraction soit établie dans le chef d'un prévenu, à défaut d'incitation à la commission d'actes de violences, que les propos sont susceptibles d'entraîner un refus de fournir la prestation d'un service à l'encontre du groupe de personnes visé.

Le témoin ayant déposé à l'audience est affirmatif en ce qui concerne les propos tenus lors de ce dîner de sorte qu'il y a lieu de les retenir.

Les propos « des gens comme le noir et le hollandais je voudrais les mettre derrière la barrière » et « Alors, vous servez aussi des noirs ici ? (...) » sont constitutifs de l'infraction prévue à l'article 457-1 du Code pénal, alors qu'ils visaient un groupe de personnes déterminé par la couleur de peau et qu'ils étaient destinés à rejeter ce groupe de personnes et à inciter aux actes prévus à l'article 455 du Code pénal, soit refuser la fourniture d'un service aux personnes de couleur respectivement subordonner la fourniture de ce service à une condition de race telle que prévue à l'article 454 du Code pénal.

Le caractère public des propos est également donné, alors qu'après les faits, plusieurs personnes accompagnant X sont allés s'excuser auprès d'Y et de Z.

Y a encore indiqué lors de sa déposition que X lui a pris le téléphone portable des mains et l'a jeté par terre, de sorte que le moyen de X selon lequel ce geste aurait été involontaire n'emporte pas la conviction du tribunal.

X est partant convaincu :

1) comme auteur ayant commis lui-même l'infraction,

le 10 juillet 2010 à Eselborn, au restaurant Golf de Clervaux,

en infraction aux articles 454 et 457-1 sub 1) du Code pénal, par des discours proférés dans les lieux publics, avoir incité aux actes prévus à l'article 455 en se fondant sur un des éléments visés à l'article 454,

en l'espèce, avoir tenu envers Z, né le zzz à Rio de Janeiro, une personne de couleur les propos suivants : « des gens comme le noir et le hollandais je voudrais les mettre derrière la barrière. » « Alors, vous servez aussi les noirs ici ? Et tous les gens qui ne me laissent pas la table sont des cons », ainsi que « Je n'aime pas les étrangers », incitant ainsi à refuser la fourniture d'un service aux personnes de couleur, respectivement subordonner la fourniture de ce service à une condition de race telle que prévue à l'article 454 du Code pénal,

2) avoir volontairement endommagé les biens mobiliers appartenant à autrui,

en l'espèce, avoir volontairement endommagé le téléphone portable de la marque APPLE type I-Phone appartenant à Y, né le ..... à Clervaux et demeurant à Clervaux en le projetant par terre.

Les infractions sont en concours réel entre elles, de sorte qu'il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 60 du Code pénal.

Aux termes de l'article 528 du Code pénal, la destruction volontaire de la chose mobilière d'autrui est punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 euros à 10.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Au vu des circonstances de l'affaire le tribunal décide de faire abstraction d'une peine d'emprisonnement à l'égard du prévenu laquelle ne constitue pas une sanction adéquate et de condamner X à une peine d'amende de 2.000 euros.

#### Au civil:

##### I. Partie civile d'Y

A l'audience du 29 novembre 2010, Maître Edith REIFF, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch, s'est constituée partie civile pour Y contre XD.

Cette partie civile, déposée sur le bureau du tribunal d'arrondissement de Diekirch, siégeant en matière correctionnelle est conçue dans les termes suivants:



Il y a lieu de donner acte à Y de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître eu égard à la décision au pénal à intervenir à l'égard de X.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

Y demande réparation de son préjudice matériel et moral subi à la suite de la destruction de son téléphone portable par X, soit un montant total de 700,29 euros dont un euro symbolique à titre de réparation du préjudice moral.

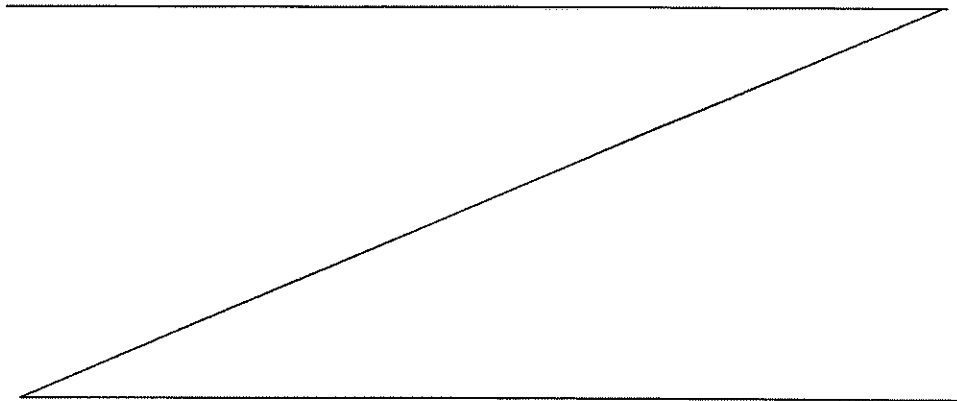
Il ressort des pièces versées que le montant réclamé à titre de préjudice matériel correspond à la valeur à neuf d'un téléphone portable de la marque I Phone 4, alors que le téléphone portable endommagé et ayant appartenu à Y n'était qu'un téléphone portable I Phone, soit le modèle antérieur.

Au vu des circonstances de l'espèce, le tribunal décide d'évaluer ex aequo et bono le préjudice matériel subi par Y à un montant de 500 euros. Le montant réclamé à titre de préjudice moral subi est encore à dire justifié.

## II. Partie civile de Z

A l'audience du 29 novembre 2010, Maître Edith REIFF, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch, s'est constituée partie civile pour Z contre X.

Cette partie civile, déposée sur le bureau du tribunal d'arrondissement de Diekirch, siégeant en matière correctionnelle est conçue dans les termes suivants:







Il y a lieu de donner acte à Z de sa constitution de partie civile.

Le tribunal est compétent pour en connaître eu égard à la décision au pénal à intervenir à l'égard de X.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

Z demande réparation de son préjudice moral subi, soit un montant total de 1.500 euros.

Au vu des circonstances de l'espèce, le tribunal décide d'évaluer ex aequo et bono le préjudice subi par Z à un montant de 250 euros.

### **P a r   c e s   m o t i f s ,**

le tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière correctionnelle, statuant contradictoirement, la mandataire de X, prévenu et défendeur au civil, entendue en ses explications, moyens de défense et en ses conclusions au civil, Y et Z, demandeurs au civil, entendus en leurs conclusions et le représentant du ministère public entendu en ses réquisitions,

au pénal :

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'amende de **DEUX MILLE (2.000)** euros,

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à QUARANTE (40) jours,

**c o n d a m n e** X aux frais de sa poursuite pénale, ces frais étant liquidés à 16,30 euros,

au civil :

I. partie civile d'Y

**d o n n e** acte à Y de sa constitution de partie civile,

se **d é c l a r e** compétent pour en connaître,

**d é c l a r e** la demande civile recevable en la forme,

**f i x e** ex aequo et bono le préjudice matériel subi au montant de **CINQ CENTS (500)** euros,

**c o n d a m n e** X à payer à Y le montant de **CINQ CENTS (500)** euros avec les intérêts au taux légal à partir du 10 juillet 2010, jour des faits, jusqu'à solde,

**d i t** fondée la demande en réparation du préjudice moral subi,

**c o n d a m n e** X à payer à Y le montant de **UN (1)** euro avec les intérêts au taux légal à partir du 10 juillet 2010, jour des faits, jusqu'à solde,

**c o n d a m n e** X aux frais de cette partie civile dirigée contre lui,

II. partie civile de Z

**d o n n e** acte à Z de sa constitution de partie civile,

se **d é c l a r e** compétent pour en connaître,

**d é c l a r e** la demande civile recevable en la forme,

la **d i t** fondée et justifiée ex aequo et bono à concurrence du montant de **DEUX CENT CINQUANTE (250)** euros,

**c o n d a m n e** X à payer à Z le montant de **DEUX CENT CINQUANTE (250)** euros avec les intérêts au taux légal à partir du 10 juillet 2010, jour des faits, jusqu'à solde.

**c o n d a m n e** X aux frais de cette partie civile dirigée contre lui.

Par application des articles 28, 29, 30, 60, 66, 454, 455, 457-1 et 528 du Code pénal, 2, 3, 179, 182, 184, 188, 189, 190, 190-1, 194 et 195 du Code d'instruction criminelle.

Ainsi fait et jugé par Michel REIFFERS, premier vice-président, Joëlle NEIS, juge et Jean-Claude WIRTH, juge, prononcé en audience publique le lundi, 20 décembre 2010 au Palais de justice à Diekirch par Michel REIFFERS, premier vice-président assisté du greffier Danielle HASTERT, en présence de, Caroline GODFROID, substitut du procureur d'Etat, qui à l'exception du représentant du ministère public ont signé le présent jugement.



**Jugt n° 2827/2014**

Notice du Parquet: 4502/14/CD

Ex.p./s 2x
------------

**Audience publique du 30 octobre 2014**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **douzième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, a rendu le jugement qui suit:

Dans la cause du Ministère Public contre

**1) X.),**  
né le (...) à (...),  
demeurant à L-(...), (...);

**2) Y.),**  
né le (...) à (...),  
demeurant à L-(...), (...);

**- p r é v e n u s -**

**FAITS :**

Par citations du 30 septembre 2014, le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis les prévenus de comparaître à l'audience publique du 14 octobre 2014 devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur la prévention suivante:

**X.) : incitation à la haine ou à la violence,**

**Y.) : incitation à la haine ou à la violence, contestation, minimisation, justification ou négation de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocides.**

A l'appel de la cause à cette audience, le vice-président constata l'identité des prévenus et leur donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Le témoin ..... fut entendu en ses déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu par la loi.

Les prévenus X.) et Y.) furent entendus en leurs explications et moyens de défense.

La représentante du Ministère Public, Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

### **JUGEMENT qui suit:**

Vu la citation à prévenus du 30 décembre 2014, régulièrement notifiée à X.) et Y.).

Vu le rapport numéro SPJ/2014/35544.1-CAT du 25 mars 2014 dressé par la Police Grand-ducale, Service de Police Judiciaire, Criminallité Générale.

Vu le rapport numéro 2014/6936/143/LF du 4 mars 2014 dressé par la Police Grand-ducale, Circonscription Régionale d'Esch-sur-Alzette, CP Esch/Sud.

Le Ministère Public reproche à X.) d'avoir, le 16 et le 17 juin 2013, ainsi que le 20 octobre 2013, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à (...), (...), incité à la haine contre une communauté en se fondant sur leur origine en publiant sur la page d'accueil de son profil électronique sur le réseau social électronique FACEBOOK les messages suivants : *« All Nigger an Asylant kritt wenn en hei ran kennt, an ech kuken dass ech eenz gin viwaat sin ech dann gebuer vie ma een ze wixen oder waat, drecks staat hapsaach den ausländer an den asylanten an den arsch drecken, freckt dach all drecks paack wou da sid !!! Waat kenn da dach all frou sin dass letzebuerger all su politesch domm a faul sin soss geng et goen wei an russland ! A sou momenter kreien ech loscht meng aal boots an bomber rem aus ze paacken... - (smiley inversé) stinksauer. » „Oh et huet schon gekracht... Dass ma een sou mat sengem getuuts sou ob nerven gaangen dass en lo ouni fenster darf fueren... “*

Et d'avoir, à la suite publié les messages suivants : *« Handgranat a fort -.- (...) An dann soll sech na een wonneren dass letzebuerger sou krass drop sin... Dei idioten hun all kee Respekt »*. Il est encore reproché à X.) d'avoir continué par une tirade contre les électeurs des partis politiques ..... et ..... et les sympathisants de partis politiques de gauche ainsi que contre les hommes politiques eux-mêmes et d'avoir écrit le discours suivant *« an lo maat waat da wellt, denkt iwwert mech waat da wellt, ech machen lo eppes »*, commentaire illustré par un lien vers une chanson „Territorium – Ihr habt Recht“, une chanson attribuée à l'extrême droite.

Le Ministère Public reproche ensuite à Y.) d'avoir, le 28 janvier 2014, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à (...),(...), incité à la haine

contre une communauté en se fondant sur leur origine et minimisé les crimes contre l'humanité et le génocide perpétrés par Adolf HITLER sous le régime nazi, en publiant, sur la page d'accueil du groupe virtuel du réseau social électronique FACEBOOK le commentaire suivant : *« Hun lo schon vill gelies, ennert enerem och di sceen vun deem Fransous do an jo, muss lo mol epas lass ginn. WISOU pardon sooen, an zuguer wann en, en nazi ass ? Wou ass den probleem? Ech mengen dass ganz einfach, ech wannen et GUDD WAT DEN HITLER GEMA HUED, ausser dass en laid em brued huet, mee de rescht war TOP, deen hued weinstens no senger populatioun gekuckt. An dann wann ech héoieren waat anner leid man, wie am irak an sou di gin ned verurteilt fir daat waat se man... Et ass einfach traureg dass mir populatioun müssen den arsch op rappen well di drecks frontaliéen fir gehol gin, an dann nach epas fir die leid di mengen si giffen manner bezuelt gin an sou FALSCH, di kréien mei well hier diplomer hei mei wärt sin wie bei hinnen. Sou hued och mol missen sin dml mee dass einfach sou. »*

Les faits à la base de la présente affaire peuvent se résumer comme suit :

En date du 28 janvier 2014, la Police a été informée d'une dénonciation effectuée par le système LISA STOPLINE concernant une page FACEBOOK intitulée *« Fir all dei et satt hun gesot ze kreien « scheiss letzeboier » :O »*.

Les recherches policières ont permis de relever de nombreux commentaires indécents sur cette page, co-administrée par le prévenu X.), dont un incitant à la haine et minimisant les méfaits du régime nazi qui a la teneur suivante : *« Hun lo schon vill gelies, ennert enerem och di sceen vun deem Fransous do an jo, muss lo mol epas lass ginn. WISOU pardon sooen, an zuguer wann en, en nazi ass ? Wou ass den probleem? Ech mengen dass ganz einfach, ech wannen et GUDD WAT DEN HITLER GEMA HUED, ausser dass en laid em brued huet, mee de rescht war TOP, deen hued weinstens no senger populatioun gekuckt. An dann wann ech héoieren waat anner leid man, wie am irak an sou di gin ned verurteilt fir daat waat se man... Et ass einfach traureg dass mir populatioun müssen den arsch op rappen well di drecks frontaliéen fir gehol gin, an dann nach epas fir die leid di mengen si giffen manner bezuelt gin an sou FALSCH, di kréien mei well hier diplomer hei mei wärt sin wie bei hinnen. Sou hued och mol missen sin dml mee dass einfach sou. »*

L'auteur de cette publication, utilisant le pseudonyme « Y.) » a pu être identifié en la personne du prévenu Y.).

De plus amples recherches sur la page du profil personnel FACEBOOK de X.) ont permis de découvrir les textes suivants : *« All Nigger an Asylant kritt wenn en hei ran kennt, an ech kuken dass ech eenz gin viwaat sin ech dann gebuer vie ma een ze wixen oder waat, drecks staat hapsaach den ausländer an den asylanten an den arsch drecken, freckt dach all drecks paack wou da sid !!! Waat kenn da dach all frou sin dass letzebuerger all su politesch domm a faul sin soss geng et goen wei an russland ! A sou momenter kreien ech loscht meng aal boots an bomber rem aus ze paacken... - (smiley*

*inversé) stinksauer.“ „Oh et huet schon gekracht... Dass ma een sou mat sengem getuuts sou ob nerven gaangen dass en lo ouni fenster dearf fueren... “*  
*« Handgranat a fort -.- (...) An dann soll sech na een wonneren dass letzebuerger sou krass drop sin... Dei idioten hun all kee Respekt ».* Les policiers ont encore pu retrouver une tirade contre les électeurs des partis politiques ..... et ..... et les sympathisants de partis politiques de gauche ainsi que contre les hommes politiques eux-mêmes et le discours suivant *« an lo maat waat da wellt, denkt iwwert mech waat da wellt, ech machen lo eppes“*, commentaire illustré par un lien vers une chanson „Territorium – Ihr habt Recht“, une chanson attribuée à l’extrême droite.

Le témoin ....., inspecteur-chef au service criminalité générale de la police judiciaire, a, à l’audience du 14 octobre 2014, confirmé que X.) a agi sur un passé et un arrière-fond d’engagement politique d’extrême droite.

Y.) quant à lui, selon le témoin, se serait laissé emporter par une discussion sur la page FACEBOOK et aurait surtout voulu prendre parti pour X.).

Lors de leurs auditions auprès de la police, les deux prévenus ont été en aveu d’être les auteurs des publications litigieuses et expliquent ne pas avoir été conscients de la gravité des propos tenus.

A l’audience du 14 octobre 2014, X.) et Y.) ont réitéré leurs aveux.

### **1) Quant à X.)**

L’article 457-1 du code pénal sanctionne une discrimination visée à l’article 454, commise à l’égard d’une personne physique ou morale, d’un groupe ou d’une communauté de personnes.

Le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l’intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d’une manière efficace et énergique.

Pour que l’infraction ci-avant indiquée soit constituée, il est nécessaire qu’il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l’article 454 du code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.



L'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3 est établi au vu des aveux de X.) qui a déclaré être l'auteur des propos incriminés sur son propre profil FACEBOOK.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

Il n'est pas nécessaire que les messages contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination. Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les messages soient de nature à susciter ces sentiments (cf. Cour cassation française 12.09.2000 n° 98-88.203).

Par le choix de ses mots, le prévenu exprime un sentiment de haine à l'encontre de personnes d'origine étrangère . Sans aucun doute peut-on déduire de l'article publié un sentiment d'aversion à l'encontre des membres de ces communautés.

Plus particulièrement les mots « *Nigger an Asylant* », « *freckt dach all dreck paak wou da sid !!!* », « *kreien ech loscht men aal boots an bomber rem aus ze paacken* » « *Handgranat a fort* » « *Dei idioten* » et la publication d'une chanson attribuée à l'extrême droite, incitent à la haine et à la violence au sens de l'article 457-1 du code pénal.

X.) a également confirmé à l'audience publique qu'il a fait partie de l'extrême-droite et qu'il a soutenu leurs thèses. Il affirme cependant qu'actuellement il serait revenu de cette pensée haineuse.

En ce qui concerne les propos tenus par le prévenu à l'encontre des électeurs des partis ..... et ....., des sympathisants des partis de gauche et certains hommes politiques, il convient de préciser que l'infraction visée par l'article 457-1 du code pénal s'applique également, au regard de l'article 454 du code pénal, aux discriminations relatives à des opinions politiques.

Il convient partant de retenir X.) dans les liens de l'infraction à l'article 457-1 du code pénal libellée à son encontre.

Au vu des éléments du dossier répressif et des aveux du prévenu, X.) est **convaincu** :

*comme auteur, ayant lui-même commis l'infraction,*

*le 16 et le 17 juin 2013, ainsi que le 20 octobre 2013, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à (...), (...),*

*d'avoir, par des écrits distribués par un moyen de communication audiovisuelle, incité à la haine et à la violence à l'égard d'une communauté en se fondant sur leur origine et leur opinion politique,*

*en l'espèce, d'avoir publié sur la page d'accueil de son profil électronique sur le réseau social électronique facebook, les messages suivants :*

*« All Nigger an Asylant kritt wenn en hei ran kennt, an ech kuken dass ech eenz gin viwaat sin ech dann gebuer vie ma een ze wixen oder waat, drecks staat hapsaach den ausläner an den asylanten an den arsch drecken, freckt dach all drecks paack wou da sid !!! Waat kenn da dach all frou sin dass letzebuerger all su politesch domm a faul sin soss geng et goen wei an russland ! A sou momenter kreien ech loscht meng aal boots an bomber rem aus ze paacken... - (smiley inversé) stinksauer. “ „Oh et huet schon gekracht... Dass ma een sou mat sengem getuuts sou ob nerven gaangen dass en lo ouni fenster dearf fueren...“, commentaire publié suite à la coupe d'Europe en football, lors des manifestations de joie des ressortissants portugais résidant au Grand-Duché, « Handgranat a fort -.- (...), commentaire publié à la même occasion,*

*« An dann soll sech na een wonneren dass letzebuerger sou krass drop sin... Dei idioten hun all kee Respekt »,*

*et, finalement, à la suite d'une tirade très peu nuancée à l'encontre des citoyens ayant attribué une voix aux partis politiques luxembourgeois ..... et ..... lors des élections législatives du mois d'octobre 2013, à l'encontre des citoyens sympathisant avec la gauche politique, ainsi qu'à l'encontre des hommes politiques eux-mêmes, « an lo maat waat da wellt, denkt iwwert mech waat da wellt, ech machen lo eppes“, commentaire illustré par un lien vers une chanson „Territorium – Ihr habt Recht“, une chanson attribuée à l'extrême droite. »*

## **2) Quant à Y.)**

### **a) L'incitation à la haine raciale**

L'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3 du code pénal est établi au vu des aveux de Y.) qui a déclaré être l'auteur des propos incriminés figurant sur la page d'accueil FACEBOOK.

En ce qui concerne l'élément moral, il y a lieu de relever que surtout les propos « *drecks frontaliéen* » incitent à la haine et à la violence.

Il convient partant de retenir Y.) les liens de l'infraction à l'article 457-1 du code pénal libellée à son encontre.

## 2) Quant à la négation du génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale

L'article 457-3 alinéa 1<sup>er</sup> du code pénal sanctionne le fait pour une personne de contester, minimiser, justifier des crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre tels que définis par l'article 6 du statut du Tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et reconnus par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

L'article 6 dudit statut se lit comme suit :

*« (...) c) Les crimes contre l'Humanité : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime. (...) »*

Le génocide des personnes de conviction religieuse juive pendant la seconde guerre mondiale rentre dans cette catégorie de crimes contre l'humanité de sorte que l'article 457-3 alinéa 1<sup>er</sup> du code pénal est applicable en l'espèce.

Il est également établi que le génocide des juifs a été reconnu par le Tribunal militaire de Nuremberg après la deuxième guerre mondiale.

Au vu des propos tenus par le prévenu *« ech wannen et GUDD WAAT DEN HITLER GEMA HUED » « war TOP, deen huet weinstens no senger population gekuckt »*, la matérialité des faits reprochés à Y.) est établie.

L'élément moral de l'infraction est également donné en l'espèce eu égard au fait que Y.) admet qu'il avait parfaite connaissance que les propos tenus étaient réprimés pénalement et que leur publication allait être lue par les membres de la page FACEBOOK litigieuse.

L'élément moral est encore établi à charge du prévenu.

Il convient partant de retenir Y.) également dans l'infraction à l'article 457-3 du code pénal.

Au vu des éléments du dossier répressif et des aveux du prévenu, Y.) est **convaincu** :

***comme auteur, ayant lui-même commis l'infraction,***

***le 28 janvier 2014, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à (...), (...),***

*d'avoir, par des écrits distribués par un moyen de communication audiovisuelle, incité à la haine et à la violence à l'égard d'une communauté en se fondant sur leur origine,*

*d'avoir, par des discours distribués par un moyen de communication audiovisuelle minimisé l'existence de crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction internationale et d'avoir minimisé un génocide tel qu'il est défini par l'article 136bis du code pénal, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 136ter à 136quinquies du code pénal et reconnus par une juridiction internationale,*

*en l'espèce, d'avoir minimisé les crimes contre l'humanité et le génocide perpétrés par Adolf HITLER et son régime nazi, en publiant, sur la page d'accueil du groupe virtuel du réseau social électronique facebook le commentaire suivant :*

*« Hun lo schon vill gelies, ennert enerem och di sceen vun deem Fransous do an jo, muss lo mol epas lass ginn. WISOU pardon sooen, an zuguer wann en, en nazi ass ? Wou ass den probleem? Ech mengen dass ganz einfach, ech wannen et GUDD WAT DEN HITLER GEMA HUED, ausser dass en laid em brued huet, mee de rescht war TOP, deen hued weinstens no senger populatioun gekuckt. An dann wann ech héoieren waat anner leid man, wie am irak an sou di gin ned verurteelt fir daat waat se man... Et ass einfach traureg dass mir populatioun müssen den arsch op rappen well di drecks frontaliéen fir gehol gin, an dann nach epas fir die leid di mengen si giffen manner bezuelt gin an sou FALSCH, di kréien mei well hier diplomer hei mei wärt sin wie bei hinnen. Sou hued och mol missen sin dml mee dass einfach sou. »*

### Les peines

#### 1) Quant à X.)

L'article 457-1 du code pénal prévoit une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 euros à 25.000 euros ou l'une de ces peines seulement.

Dans le cadre de l'appréciation de la peine, le Tribunal doit tenir compte de la personnalité du prévenu. En ce qui concerne X.), il y a lieu de souligner que, selon ses propres aveux et des indications du témoin ....., le prévenu a un passé d'activité politique d'extrême droite. Ainsi, les propos litigieux sont à considérer comme une véritable opinion politique, opinion que X.) a propagé via le réseau social électronique FACEBOOK.

Au vu de la gravité des faits, le Tribunal décide de condamner **X.)** à une peine d'emprisonnement de **12 mois** ainsi qu'à une amende de **850 euros**, laquelle tient également compte de ses revenus disponibles.

Alors que **X.)** n'a pas encore subi de condamnation à une peine privative de liberté, il n'est pas indigne de la clémence du Tribunal, de sorte à ce qu'il y a lieu d'assortir la peine privative de liberté à prononcer à son encontre du **sursis**.

## 2) Quant à Y.)

Les infractions retenues à charge de **Y.)** sont en concours idéal entre elles, de sorte à ce qu'il y a lieu de ne prononcer que la peine la plus forte, en application de l'article 65 du code pénal.

Les articles 457-1 et l'article 457-3 du code pénal prévoient une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 euros à 25.000 euros ou l'une de ces peines seulement.

Le Tribunal retient également que **Y.)** ne fait pas partie de l'extrême-droite, mais qu'il a voulu intervenir en faveur de **X.)** qui a suscité des commentaires négatifs suite à ses publications.

Au vu de la gravité des faits, le Tribunal décide de condamner **Y.)** à une peine d'emprisonnement de **6 mois** ainsi qu'à une amende de **850 euros**, laquelle tient également compte de ses revenus disponibles.

Alors que **Y.)** n'a pas encore subi de condamnation à une peine privative de liberté, il n'est pas indigne de la clémence du Tribunal, de sorte à ce qu'il y a lieu d'assortir la peine privative de liberté à prononcer à son encontre du **sursis**.

## PAR CES MOTIFS

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **douzième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, **statuant contradictoirement**, les prévenus **X.)** et **Y.)** entendus en leurs explications et moyens de défense, et la représentante du Ministère Public entendue en son réquisitoire,

**c o n d a m n e** **X.)** du chef de l'infraction retenue à sa charge à une peine d'emprisonnement de **douze (12) mois**, à une amende correctionnelle de **huit cent cinquante (850) euros**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 8,97 euros ;

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à dix-sept (17) jours ;

**d i t** qu'il sera sursis à l'exécution de **l'intégralité** de cette peine d'emprisonnement prononcée à l'encontre du prévenu **X.)** ;

**a v e r t i t** le prévenu **X.)** qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du code pénal ;

**c o n d a m n e** **Y.)** du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de **six (6) mois**, à une amende correctionnelle de **huit cent cinquante (850) euros**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 8,97 euros ;

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à dix-sept (17) jours ;

**d i t** qu'il sera sursis à l'exécution de **l'intégralité** de cette peine d'emprisonnement prononcée à l'encontre du prévenu **Y.)**;

**a v e r t i t** le prévenu **Y.)** qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du code pénal.

Par application des articles 14, 15, 16, 27, 28, 29, 30, 65, 66, 454, 457-1 et 457-3 du code pénal ; 155, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 194, 195, 196, 626, 627, 628 et 628-1 du code d'instruction criminelle qui furent désignés à l'audience par le vice-président.

Ainsi fait et jugé par Marc THILL, vice-président, Christina LAPLUME, premier juge, et Paul LAMBERT, juge, et prononcé par le vice-président en audience publique au Tribunal d'arrondissement à Luxembourg, en présence de Nadine SCHEUREN,

premier substitut du Procureur d'Etat, et de Pierre SCHMIT, greffier, qui, à l'exception de la représentante du Ministère Public, ont signé le présent jugement.





*Jugt n° 3019/2014*

*Notice: 31260/13/CD*

1	ex.p.
1	étr.

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 12 NOVEMBRE 2014**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, *treizième chambre*, siégeant en matière *correctionnelle*, a rendu le jugement qui suit

dans la cause du Ministère Public contre

**X.),** né le (...) à (...) (Grèce),  
demeurant à L-(...), (...).

- *prévenu* -

en présence de :

**A.),**  
née le (...) à Luxembourg,  
demeurant à L-(...), (...),

**partie civile** constituée contre **X.),** préqualifié.

---

**FAITS :**

Par citation du 3 octobre 2014, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu à comparaître à l'audience publique du 28 octobre 2014 devant le Tribunal correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur les préventions suivantes :

*Incitation à la haine, menaces, diffamation, injures*

A cette audience, Madame le Vice-président constata l'identité du prévenu **X.)** et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Les témoins T1.) et A.) furent entendus, chacun séparément, en leurs déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu par la loi.

A.), préqualifiée, se constitua ensuite oralement partie civile contre X.), préqualifié.

Le prévenu X.) fut entendu en ses explications et moyens de défense.

La représentante du Ministère Public, Madame Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

### **le jugement qui suit:**

Vu la citation du 3 octobre 2014, régulièrement notifiée au prévenu.

Vu l'ensemble du dossier répressif constitué par le Ministère Public sous la notice n° 31260/13/CD, notamment le procès-verbal n° 31910/2013 dressé le 14 septembre 2013 par la Police grand-ducale, Circonscription Régionale Luxembourg, CI Luxembourg.

Le Ministère Public reproche à X.)

*I. le 11.09.2013 vers 15.00 heures, sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, sans préjudice des circonstances de temps et de lieu exactes,*

*d'avoir par une publication sur le mur publiquement accessible de son profil facebook avoir incité à la haine et même la violence à l'égard des personnes de couleur en postant notamment les commentaires suivants: "just remember to look down on black people", "nigger bullshit", "they (sous-entendu: black people) offend all senses", "And when they talk, at least the thug lot, it is also disturbing", "Still, if I see a thug negro walking on my streets trying to spot my house or something, he will leave without his head", "they stank really really bad. I mean really bad.", "they are rude AND ARE ILL MANNERED coz they are niggers", "A BUNCH OF CRIMINALS" et "AND THEY ARE DUMB AS A BOX OF ROCKS". Et en vantant des termes suivants: "the nigger slayer", "Niggers beware.", "as many niggers as I can" et "slay the niggers", partant, en se fondant sur la couleur de peau, et*

*II. le 11.09.2013 vers 15.00 heures et le 12.09.2013 vers 10.00 heures, sur le territoire de l'arrondissement de Luxembourg, sans préjudice des circonstances de temps et de lieu exacte,*

*I) d'avoir menacé A.), née le (...), par écrit, accompagné d'une condition, de la tuer, en lui adressant un message électronique formulé comme suit: "so u better pull this shit*

*down u little lying whore", "u better apologize to me for the lies you write on your wall about me" et "if you try to take food off my table by speaking lies, I will put your head on a plate."*

*2) d'avoir crée une page électronique intitulée [http://A.\)\(...\)com](http://A.)(...)com) dans le but de discréditer A.), préqualifiée, et de l'exposer au mépris public en publiant sur cette page que lors de ses années lycée, l'intéressée aurait, ensemble avec un complice, arrosé une condisciple commune à l'aide d'un pistolet à eau de sauce spaghetti.*

*3) d'avoir d'avoir adressé à A.), préqualifiée, des injures en lui écrivant des messages formulés comme suit: "whore", "bitch", "nigger", "monkey", "you should be walking 10 miles a day for your food like your cousins in Africa", "you and your nigger shit", "you are deranged and a violent criminal", "the act like a fucking human...not like a fuckin monkey in the jungle", "just a lying whore" et "u whore".*

Lorsqu'une contravention se rattache à un délit par un lien de connexité ou d'indivisibilité, les deux infractions sont jugées en premier ressort et à charge d'appel par le tribunal correctionnel (CSJ, 20 février 1984, n° 51/84, VIe Chbre).

En l'espèce, en ce qui concerne les préventions mises à charge de X.), le Tribunal constate qu'il y a connexité entre les délits et la contravention libellés à charge du prévenu, qui se rapportent tous aux mêmes faits.

Le Tribunal correctionnel est dès lors compétent pour connaître de la contravention libellée sub II.3) à charge du prévenu.

L'examen du dossier répressif, ensemble l'instruction, les dépositions du témoin et les débats menés en audience publique ont permis de dégager les faits constants suivants :

Le 11 septembre 2014 X.) afficha sur le mur PIN de son compte FACEBOOK une ribambelle de propos injurieux et à connotation raciste à l'égard de la communauté des hommes de couleur, notamment en employant le mot « *nigger* », la terminologie employée étant, entre autres, celle lui reprochée aux termes de la citation à prévenu sub I.).

A.), d'origine brésilienne et figurant parmi les amis de X.), a copié certains des propos publiés par lui en procédant par un « *screenshot* » et les a postés sur son propre mur FACEBOOK sans pour autant révéler l'identité de l'auteur des propos. Scandalisée par la teneur des propos lus sur le mur de X.), elle procédait de la sorte dans le but de rendre attentif à l'actualité du phénomène de xénophobie, ainsi qu'au caractère inacceptable des propos de nature raciste répandus par certains.

A partir de ce moment A.) n'était plus ami avec X.).

Enragé par la démarche entreprise par A.), X.) lui enjoignait, toujours par FACEBOOK, de procéder à la suppression immédiate du copié-collé entrepris par elle. Comme cette dernière n'y obtempérait pas dans les délais souhaités par X.), il réagissait en lui envoyant le 12 septembre 2013 entre 05.30 heures et 10.30 heures au moins 45 messages inappropriés, injurieux et également à connotation raciste, ce en employant à nouveau le terme « *nigger* », mais également des termes tels que « *whore* », « *bitch* » et « *monkey* », ainsi que ceux lui reprochés sub II. 4) de la citation à prévenu. Il s'adonna également à des menaces de la tuer faute par elle de s'excuser pour avoir répandu des mensonges quant à sa personne.

En même temps il créa un site internet [http://A.\)...\(.\)com](http://A.)...(.)com) et publia sur ce site un récit de faits datant de 2002 et qui se seraient déroulés au sein de l'école (...), plus précisément à l'occasion de la fête de fin d'année lors de laquelle A.) et des copines auraient importuné une de leurs condisciples en l'arrosant avec un revolver à eau, rempli avec de la sauce spaghetti.

A préciser encore que suite à la publication entreprise par X.) sa page FACEBOOK fut bloquée par les administrateurs de FACEBOOK à raison de trois fois douze heures, situation qui énervait davantage X.).

A.) déposa plainte le 14 septembre 2013.

Lors de son audition par les forces de l'ordre X.) a reconnu être l'auteur des propos incriminés.

En ce qui concerne les propos publiés sur son mur FACEBOOK le 11 septembre 2013, X.) les explique par le fait que les jours précédant la publication en cause, il aurait rencontré une femme qui aurait été maltraité par son ex-partenaire, un homme de couleur, et, comme elle aurait été sans toit, ni revenus, il l'aurait hébergée chez soi avant qu'elle ne rentrât dans son pays natal, l'Estonie. Comme il aurait développé des sentiments de haine envers l'ex-copain de cette dernière, partant à l'égard de la communauté des noirs, et comme il aurait lui-même fait des mauvaises expériences avec des personnes issues de cette communauté, il aurait effectivement publié les paroles en cause sur le mur de son profile FACEBOOK. Ainsi il aurait pu exprimer ses émotions et se sentir mieux à la fin.

Quant à la création du site internet au nom de A.) et les menaces d'attentat émises à l'égard de sa personne, il les explique par le fait d'avoir été particulièrement fâché face à sa démarche, notamment par le fait qu'elle n'aurait pas publié ses propos dans leur intégralité, faisant par-là sous-entendre qu'il entretiendrait des liens avec le milieu de la drogue. En publiant les faits ci-avant relatés au site internet en question, il aurait voulu retourner à A.) le même sentiment de rage éprouvé par lui au moment de la publication, à son sens incohérente, de A.).

Réitérant à l'audience publique qu'il est l'auteur des propos incriminés, il précise que les propos postés sur son mur étaient uniquement accessibles par ses amis et non par les usagers de FACEBOOK non acceptés par lui comme amis. Le nombre de ses amis se serait élevé à cette époque à environ 150 personnes.

De manière générale il minimise ses agissements et les situe dans le contexte de la colère éprouvée les jours en question, laquelle il impute exclusivement aux agissements fautifs de tierces personnes, en l'occurrence l'ex-copain d'une connaissance fortuite et A.).

A préciser finalement qu'à l'audience le prévenu avait du mal à ne pas témoigner de son caractère intempestif et autrement irascible.

Quant au reproche tendant à l'incitation à la haine prévue à l'article 457-1 du Code pénal, il y a lieu d'examiner si les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis en l'espèce, notamment face à l'affirmation du prévenu que son mur n'aurait pas été accessible à d'autres personnes que celles choisies par le destinataire, invoquant par là que les propos litigieux auraient été dépourvue de publicité.

L'article 457-1 du Code pénal sanctionne une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes.

Le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique.

Pour que l'infraction ci-avant indiquée soit constituée, il est nécessaire qu'il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l'article 454 du Code pénal, qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Quant à l'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3, il est constant en cause que X.) est l'auteur des propos racistes postés sur son propre profil FACEBOOK. Quant à la publicité de propos en cause, il y a lieu de rappeler que Facebook est un service de réseau social en ligne sur Internet qui permet à toute personne disposant d'une adresse email, de se constituer un compte, de créer son profil et d'y publier des informations, dont elle peut contrôler la visibilité par les autres personnes, possédant ou non un compte. Le mur sur FACEBOOK est l'endroit qui recense toutes les publications, que ce soit des textes, des photos, des vidéos ou des messages personnels. Ces éléments publiés sur le mur sont alors visibles par les

personnes du choix de l'utilisateur selon un paramétrage choisi. L'utilisateur peut sélectionner l'audience de son mur et choisir les personnes avec lesquelles les publications sur le mur peuvent être partagées sur quatre niveaux, en l'occurrence le niveau « public », le niveau « amis », le niveau « moi uniquement » ou le niveau « personnaliser » comprenant des groupes spécifiques, des clients, des listes d'amis que l'utilisateur a choisi d'inclure ou d'exclure. Si l'on effectue une publication sur le mur d'un autre utilisateur, c'est cette personne qui contrôle la diffusion de la publication (Réseau FACEBOOK, pages d'aide de Facebook, confidentialité).

En l'espèce, le prévenu décalre avoir opté pour le paramétrage « amis ». En partageant ses propos avec au moins 150 amis et ne pouvant pas ignorer que ces derniers avaient tous la possibilité de s'en servir à leur gré, *a fortiori* à les répandre en les publiant à leur tour, la condition de la publicité au sens de la loi s'avère donnée en l'espèce, de sorte que l'élément matériel constitutif de l'infraction est établi.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

Il n'est pas nécessaire que les messages contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination. Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les messages soient de nature à susciter ces sentiments (cf. Cour cassation française 12.09.2000 n° 98-88.203).

Par le choix de ses mots, le prévenu exprime un sentiment de haine à l'encontre de personnes de couleur. Sans aucun doute peut-on déduire des ses propos un sentiment d'aversion à l'encontre des membres de ces communautés.

Plus particulièrement les mots et expressions "*nigger bullshit*", "*the nigger slayer*", "*Niggers beware.*", "*as many niggers as I can*" et "*slay the niggers* ", "*they stank really reaaaly bad. I mean really bad.*", "*they are rude AND ARE ILL MANNERED coz they are niggers*", "*A BUNCH OF CRMINALS*" et "*AND THEY ARE DUMB AS A BOX OF ROCKS*" incitent à la haine et à la violence au sens de l'article 457-1 du Code pénal.

Au vu des développements qui précèdent, le Tribunal retient que tant l'élément matériel que l'élément moral de l'infraction à l'article 457-1 du Code pénal sont établis en l'espèce. Il convient partant de retenir X.) dans les liens de la prévention libellée à son encontre sub I.), avec la précision qu'il y a lieu de requalifier les faits libellés par le Minsitère Public dans le sens qu'il a procédé à la publication en cause sur son mur Facebook accessible à au moins 150 amis, au lieu « *d'une publication sur le mur publiqumenet accessible de son profil Facebook* ».

Le prévenu est également à retenir dans les liens des préventions libellées sub II.), toutes établies tant en fait, qu'en droit.

Partant X.) se trouve partant convaincu :

*comme auteur,*

*I) le 11.09.2013 vers 15.00 heures, sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg,*

*1) d'avoir par des écrits proférés dans des lieux ou réunions publics incité aux actes prévus à l'article 455, à la haine à l'égard d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454,*

*en l'espèce, par une publication sur le mur son profil facebook accessible à au moins 150 amis avoir incité à la haine et même la violence à l'égard des personnes de couleur en postant notamment les commentaires suivants: "just remember to look down on black people", "nigger bullshit", "they (sous-entendu: black people) offend all senses", "And when they talk, at least the thug lot, it is also disturbing", "Still, if I see a thug negro walking on my streets trying to spot my house or something, he will leave without his head", "they stank really really bad. I mean really bad.", "they are rude AND ARE ILL MANNERED coz they are niggers", "A BUNCH OF CRIMINALS" et "AND THEY ARE DUMB AS A BOX OF ROCKS". Et en vantant des termes suivants: "the nigger slayer", "Niggers beware.", "as many niggers as I can" et "slay the niggers",*

*partant, en se fondant sur la couleur de peau.*

*II) entre le 11.09.2013 vers 15.00 heures et le 12.09.2013 vers 10.00 heures,*

*1) d'avoir par écrit, avec ordre ou sous condition, menacé d'un attentat contre des personnes, punissable d'une peine criminelle,*

*en l'espèce, d'avoir menacé A.), née le (...), par écrit, accompagné d'une condition de la tuer, en lui adressant un message électronique formulé comme suit: "so u better pull this shit down u little lying whore", "u better apologize to me for the lies you write on your wall about me" et "if you try to take food off my table by speaking lies, I will put your head on a plate."*

*2) d'avoir méchamment imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur de cette personne et à l'exposer au mépris public, la loi n'admettant pas la preuve légale du fait, avec la circonstance que les imputations auraient été adressés ou communiqués par quelque moyen que ce soit, y compris par la voie d'un média, à plusieurs personnes,*

*en l'espèce, d'avoir créé une page électronique intitulée [http://A.\)\(...\)com](http://A.)(...)com) dans le but de discréditer A.), préqualifiée, et de l'exposer au mépris public en publiant sur cette page que lors de ses années lycée, l'intéressée aurait, ensemble avec un complice, arrosé une condisciple commune à l'aide d'un pistolet à eau de sauce spaghetti.*

3) d'avoir dirigé, contre des corps constitués ou des particuliers, des injures autres que celles prévues au titre VIII chapitre V du livre II du présent Code,

*en l'espèce, d'avoir adressé à A.), préqualifiée, des injures en lui écrivant des messages formulés comme suit: "whore", "bitch", "nigger", "monkey", "you should be walking 10 miles a day for your food like your cousins in Africa", "you and your nigger shit", "you are deranged and a violent criminal", "the act like a fucking human...not like a fuckin monkey in the jungle", "just a lying whore" et "u whore".*

Les infractions retenues à l'égard du prévenu sont toutes en concours réel, de sorte qu'il y a lieu à application de l'article 60 du Code pénal.

L'infraction retenue sub II.3.) étant une contravention connexe aux délits retenus à l'encontre du prévenu, il y a lieu d'appliquer l'article 59 du Code pénal.

En l'espèce la peine la plus forte est celle comminée par l'infraction retenue sub I.1.). Aux termes de l'article 327 une menace d'attentat contre les personnes, punissable d'une peine criminelle, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 500 à 5.000 euros.

La gravité des infractions retenues à l'encontre de X.) justifie sa condamnation à une peine d'emprisonnement de six mois, à une amende correctionnelle de 750 euros et une amende de police de 250 euros.

Dans la mesure où le prévenu ne semble pas indigne d'une certaine clémence du Tribunal, notamment au regard de l'absence d'antécédents judiciaires, il y a lieu d'assortir cette d'emprisonnement du sursis intégral.

#### Au civil :

A l'audience publique du 28 octobre 2014 A.) s'est oralement constituée partie civile et a réclamé un dommage moral, qu'elle a évalué à 1.000 euros. Elle l'explique par le stress émotionnel lui procurée par la persécution opérée par X.) à son égard les 11 et 12 septembre 2013.

Le Tribunal est compétent pour connaître de la demande civile, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard de X.).

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.



Au vu des renseignements et des explications fournis à l'audience publique, le Tribunal fixe *ex aequo et bono* le montant à titre d'indemnisation de son préjudice moral à 850 euros.

Il y a lieu d'allouer sur ledit poste les intérêts légaux à partir de la demande en justice jusqu'à solde.

### **PAR CES MOTIFS :**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, treizième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant *contradictoirement*, le prévenu et défendeur au civil entendus en leurs moyens de défense, la demanderesse au civil entendue en ses conclusions, et la représentante du Ministère Public en ses réquisitions,

**c o n d a m n e X.)** du chef des infractions retenues à sa charge, en concours réel, à **une peine d'emprisonnement de 6 (six) mois, à une amende correctionnelle de SEPT CENT CINQUANTE (750) euros, une amende de police de DEUX CENT CINQUANTE (250) euros**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 25,05 euros,

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende correctionnelle à **QUINZE (15) jours**,

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende de police à **CINQ (5) jours**,

**d i t** qu'il sera **sursis** à l'exécution de **l'intégralité** de cette peine d'emprisonnement;

**a v e r t i t X.)** qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, elle aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du Code pénal.

#### Au civil

**d o n n e a c t e** à **A.)** de sa constitution de partie civile à l'encontre de **X.)**,

**s e d é c l a r e** compétent pour en connaître,

**d é c l a r e** la demande recevable en la forme,

**d i t** la demande d'indemnisation du préjudice moral subi fondée *ex aequo et bono* pour le montant total de **HUIT CENT CINQUANTE (850) euros**, partant

**c o n d a m n e** X.) à payer à A.) la somme de **HUIT CENT CINQUANTE (850) euros**, avec les intérêts légaux à partir de la demande en justice jusqu'à solde,

**c o n d a m n e** X.) aux frais de cette demande civile.

Le tout en application des articles 59, 60, 66, 327, 443, 455 et 457-1, 561 du Code pénal, ainsi que des articles 1, 3, 154, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 194, 194-1, 195, 626, 628 et 628-1 du Code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Sylvie CONTER, Vice-président, Monique SCHMITZ et Steve VALMORBIDA, premiers juges, et prononcé, en présence de Gilles HERRMANN, substitut principal du Procureur d'Etat, en l'audience publique dudit Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Madame le Vice-Président, assisté du greffier Pascale PIERRARD, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

<i>1 Ex.p(s)</i> <i>1 Confisc.</i>
---------------------------------------

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 13 MAI 2015**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, *treizième chambre correctionnelle*, a rendu le jugement qui suit:

dans la cause du Ministère Public contre

**X**,  
né le ..... à .....,  
demeurant à L-....., .....,

**- p r é v e n u -**

---

***FAITS:***

Par citation du 9 janvier 2015, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu à comparaître à l'audience publique du 19 février 2015 devant le Tribunal Correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur la prévention suivante:

***infraction à l'article 457-1 du Code pénal.***

L'affaire fut contradictoirement remise au 22 avril 2015.

A cette audience, Madame le Vice-président constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Le témoin ..... fut entendu en ses dépositions orales, après avoir prêté le serment prévu par la loi.

Le prévenu X fut entendu en ses explications et moyens de défense, qui furent plus amplement développés par Maître Dogan DEMIRCAN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

La représentante du Ministère Public, Madame Dominique PETERS, premier substitut principal du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

### **le jugement qui suit:**

Vu l'ordonnance de la Chambre du conseil du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg n°1552/14 du 17 juin 2014 renvoyant X devant une chambre correctionnelle de ce même Tribunal du chef d'infraction à l'article 457-1 du Code pénal.

Vu la citation à prévenu du 9 janvier 2015 régulièrement notifiée au prévenu.

Vu l'ensemble du dossier répressif constitué par le Ministère Public sous la notice n° 14187/13/CD.

Vu l'instruction judiciaire diligentée par le juge d'instruction.

#### **I) Les faits :**

L'examen du dossier répressif, ensemble l'instruction, les dépositions du témoin entendu et les débats menés en audience publique ont permis de dégager ce qui suit:

Le 13 mai 2013 à 18.00 heures, ..... a téléphoné au commissariat de police de Dudelange pour informer les policiers que quelqu'un avait écrit des propos racistes contre les Luxembourgeois sur la plateforme Facebook.

Il s'est présenté le 15 mai 2013 au commissariat de police pour porter plainte contre inconnu du chef d'infraction à l'article 457-1 du Code pénal.

Il exposa à l'appui de sa plainte avoir lu le 13 mai 2013 vers 16.40 heures sur Facebook des propos racistes tels que "Schäiss Letzeboier dreckspaak do iwerall schäiss sichen...". Il remit aux policiers une copie de l'ensemble des propos écrits par la personne concernée.

Parallèlement à cette plainte, le Service de Police Judiciaire fut informé le 14 mai 2013 par le Service de Presse de la Police Grand-Ducale que quelqu'un avait écrit des propos racistes contre le peuple luxembourgeois sur Facebook, ce fait ayant été révélé au Service de la Presse le 12 mai 2013 à 22.20 heures par .....

Par transmis du Ministère Public, le Service de Police Judiciaire fut chargé de l'enquête.

L'enquête menée a pu établir que la personne utilisant le profil ЯНННК Жапаров a rédigé sur la plateforme facebook sous la rubrique "zu verkaufen" les commentaires suivants :

« 1) ech bommen dain Land eweg schaiss bauer

2) Ma dann haalt einfach emol er schness zou domm letzeboier kretz do dann post net domm owert iech, dir schaiss inzest knascht baschtert rass musst jo alles domm kommenteieren aplaz eren bloeden baak ze haalen dir fillt iech mol un...bahh an waat hudder ellen fraaleit...hahaha...Kee gehier...An ausserdem sa mol? ...wat sin iwwerhapt er originen? Belg hollenner mix? Gemect mat besser preis oder? Iergendswei sou... ? Bahh freck wat eng baschtert rass an dann nach deeeeen ellenen AKKKZENTT

3) Haal dschness bauer. Dain land as ejomol keen land hahaha dass knascht internationalt dgrondsteck wat sait zech joeren schon vun den auslaenner agehol gin as inzest paak do

4) Dann komm gin da meng adress komm lanscht dann kuckste mat wemste ze din hues drecks bauer ech stiechen da meng telefongskabin an dann letzeboier arsch dass de greng gesais.

5) Aller haalt alleguer er schness der verkackten letzeboier inzest drecksrass op all saach musst der eren dmmen bloeden kommentar posten, schaiss letzeboier dreckspaak do iwwerall schaiss sichen, an dann francais???????MA FRANSEISCH an weinstens eng ganz schein sprochen a bekannt duerch d ganz welt verglach zu erer drecks baschtert inzest sprochen

*wou da vun iech gid dass nach alles dass da geschwenn billt duerch dgeigend hahahahah putain, an dann hei op maccro spillen kommen netz e gleewen, sa wi schreiw en di honds sproch iwwerhapt?*

*Boahhh...losst dleit dach posten an verkaafen wat se wellen arroganten drecks letzeboier inzest paak do, eng bomm an ert dknascht land plus er drecks inzest»,*

Sur base de recherches effectuées sur la plateforme de la personne précitée, apparemment de nationalité russe, les enquêteurs ont pu trouver une annonce de vente d'un véhicule de marque Seat Léon. Une recherche effectuée dans la banque des données informatiques (CTIE) a révélé que ce véhicule appartenait à X.

Ce dernier était connu des autorités policières pour avoir commis un vol à l'étalage au magasin Auchan le 26 juin 2001 et pour avoir été contrôlé le 8 février 2013 par les autorités tchèques lors d'une manifestation des partisans d'extrême droite.

X fut convoqué aux fins d'audition dans les bureaux du SPJ. Celle-ci a eu lieu le 23 mai 2013.

Il a déclaré avoir publié une annonce de vente de son véhicule de marque Seat Leon sur la plateforme Facebook et d'être l'utilisateur du compte créé sur Facebook sous le nom de ЯHHNK Жаpacoв à partir duquel les propos racistes ont été diffusés. Traduit, ce nom signifierait ..... Sa copine, de nationalité russe et domiciliée en Tchécoslovaquie, porte le nom patronymique .....

Il a cependant contesté être l'auteur des propos en question, soutenant que quelqu'un aurait réussi d'accéder sur son compte Facebook et d'écrire les propos.

Interrogé sur l'incident ayant eu lieu avec les autorités tchèques, X a expliqué avoir été contrôlé par des policiers en Tchécoslovaquie fin 2012. Ceux-ci ont perquisitionné son véhicule et trouvé dans le coffre plusieurs objets nazi, notamment un grand drapeau portant une croix gammée, un T-Shirt portant un soldat et une veste noire portant un aigle. Ces objets ont été saisis par les policiers tchèques.

Suite au réquisitoire du 12 juin 2013 du Ministère Public demandant l'ouverture d'une information judiciaire contre X et une perquisition au domicile de ce dernier, les enquêteurs ont procédé à une perquisition au domicile de X conformément à l'ordonnance afférente émise le 26 juin 2013 par le juge d'instruction.

Lorsque les enquêteurs se sont rendus au domicile de X, sa mère ..... X leur a expliqué que son fils n'habitait plus chez elle mais qu'il avait quitté le domicile ensemble avec sa copine suite à une dispute avec son frère. Lors de la perquisition, les enquêteurs ont trouvé un ordinateur portable de marque MSI 16 GN et une facture relative à l'ordinateur établie sous le nom de X. .... X confirma que l'ordinateur avait été acheté et utilisé par X, de sorte que l'ordinateur et la facture furent saisis.

L'exploitation de l'ordinateur portable saisi a permis de révéler que l'accès sur l'ordinateur n'était pas protégé par un mot de passe, qu'aucune image, ni aucun texte ne furent trouvés, et que le nom ЯHHNK Жapacов n'a été trouvé. Le mot de passe pour accéder au compte profil Facebook n'a pu être trouvé, aucun matériel raciste ou hostile aux étrangers ne fut trouvé, aucun slogan nazi n'a été retrouvé. Par ailleurs, ni le texte d'une annonce pour la vente d'une voiture sur Facebook, ni le texte contenant les commentaires diffusés sur le compte de ЯHHNK Жapacов n'ont été retrouvés.

Furent trouvés les adresses e-mail de ..... X, de ..... X et trois comptes SKYPE. Les enquêteurs ont réussi à retrouver le protocole d'une discussion que ..... X et ..... X avaient mené sur SKYPE. Il s'agissait d'une dispute verbale entre les deux personnes. L'examen de cette dispute a révélé que le style de rédaction des commentaires envoyés par X à son interlocuteur avait des similitudes avec les propos racistes qui avaient été publiés par ЯHHNK Жapacов sur Facebook.

X fut de nouveau entendu le 24 septembre 2013 par les enquêteurs. Il a déclaré avoir eu une dispute avec son oncle ..... X qui habitait au même étage de la résidence dans laquelle il résidait lors des faits. Celui-ci et son fils se seraient trouvés à d'itératives reprises à l'intérieur de l'appartement de sa mère, fait qui n'excluerait donc pas qu'un d'eux aurait utilisé son ordinateur.

Il a maintenu ses déclarations antérieurement effectuées en précisant ne pas avoir été l'auteur des propos racistes, soutenant qu'une personne tierce les aurait rédigés en utilisant son compte sur Facebook pour lui créer des

problèmes. Il n'a cependant pas été en mesure d'indiquer la personne qu'il soupçonnait avoir commis les faits.

Il a par ailleurs déclaré avoir enregistré son adresse e-mail et son mot de passe nécessaires pour accéder sur Facebook sur son ordinateur, fait qui aurait donc facilement permis à toute personne tierce d'accéder sur son compte Facebook.

Sur question de l'enquêteur s'il était en possession d'un autre ordinateur, X a répondu être en possession d'un ordinateur Tablet qui se trouvait en réparation au magasin Cora à Foetz.

..... X, cousin de X, fut entendu le 14 octobre 2013 par les enquêteurs. Il a déclaré avoir habité jusqu'en début 2013 chez sa mère en Allemagne et de s'être déclaré à l'adresse de son père ..... X en février 2013. Il a expliqué que son père ..... X, sa tante ..... X et X avaient gagné la somme de 84.000 euros à la loterie et que des disputes avaient éclaté suite au partage effectuée entre ces personnes.

Sur question de l'enquêteur, il admit s'être trouvé à quelques reprises dans l'appartement occupé par ..... X, X et la copine de ce dernier. Il a cependant contesté avoir utilisé l'ordinateur de X, expliquant qu'uniquement son petit frère ..... X, âgé de 12 ans, l'avait parfois utilisé pour s'entretenir avec ses amis sur SKYPE.

Il a expliqué que X était partisan des radicaux de droite et qu'il lui avait à plusieurs reprises envoyés des propos racistes, dirigées même contre les Luxembourgeois.

Lorsque les enquêteurs ont montré le contenu des propos racistes diffusés par ЯНННК Жапаров sur Facebook, ..... X a déclaré ne jamais avoir vu ce texte auparavant. Il a cependant déclaré que selon lui X en était l'auteur puisque le contenu des commentaires reflétait l'opinion de ce dernier. Par ailleurs, X essayait toujours de provoquer autrui avec ses propos racistes tout comme l'auteur des propos diffusés sur Facebook l'a fait.

Lors de son interrogatoire du 20 décembre 2014 devant le juge d'instruction, X a de nouveau contesté être l'auteur des propos postés sur Facebook. Cette fois-ci il a déclaré que l'auteur des propos en question aurait été son ami ..... Ce dernier se serait toujours trouvé à son domicile et aurait



été connecté sur Facebook en utilisant son téléphone portable sur le réseau wifi.

Sur remarque du juge d'instruction comment ..... aurait pu s'approprier les codes d'accès du compte Facebook du profil ЯHHHK Жаратов, étant donné que celui-ci se trouvait toujours connecté sur Facebook avec son téléphone portable selon les propres déclarations de X, X répondit: "Maintenant je vous dis qu'il a également utilisé le laptop de ma mère".

..... a été entendu par les enquêteurs le 27 janvier 2014. Il a contesté être l'auteur des propos en question. Il a déclaré que X avait volé des téléphones portables dans le local "Verso" à Clausen et de les avoir mis en vente sur des comptes Facebook qu'il avait créés sous une fausse identité.

Sur question de l'enquêteur, ..... a déclaré avoir parfois couché chez X tout en précisant que tel était le cas pour la dernière fois en janvier 2013.

Il y a à ce sujet lieu de relever qu'il résulte de l'audition effectuée le 13 avril 2013 par les agents verbalisateurs du Centre d'Intervention de Remich de ..... dans le cadre d'une affaire de téléphones portables volés et mis en vente sur Facebook, celui-ci avait déclaré avoir vu X la dernière fois quatre ou cinq mois auparavant et d'avoir coupé le contact avec ce dernier.

A l'audience publique, X a contesté avoir été l'auteur des propos lui reprochés en soutenant que l'auteur serait ..... X. Contrairement à ses déclarations effectuées lors de la phase d'instruction, il a déclaré avoir été en possession d'un deuxième ordinateur qu'il aurait cependant entretemps jeté à la décharge. Sur cet ordinateur le mot de passe pour accéder à son compte sur Facebook aurait été sauvegardé, de sorte que ..... X s'en serait servi pour publier les propos en question.

Sur question du Tribunal pourquoi il n'avait pas révélé ce fait aux enquêteurs tout au début de l'enquête, X a déclaré avoir passé sous silence ce fait pour pouvoir le dévoiler lors de l'audience publique.

## II) En droit

Le Ministère Public reproche à X:

*« au mois de mai 2013, mais en tout cas avant le 12 mai 2013, 20.00 heures, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin, sans préjudice des circonstances de temps et de lieux plus précises,*

*comme auteur,*

*1° avoir incité, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposées au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454, , (c'est-à-dire à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille, de l'âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée),*

*avoir imprimé ou fait imprimer, fabriqué, détenu, transporté, importé, exporté, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoyé à partir du territoire luxembourgeois, remis à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois,*

*des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature*

*- à inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du même code, (c'est-à-dire à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille, de l'âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée)*

en l'espèce, d'avoir publié sous une rubrique « zu verkaufen » de la plateforme facebook, sous le profil ЯHHNK Жаpacoв le commentaire suivant :

- « 1) ech bommen dain Land eweg schaißs bauer  
2) Ma dann haalt einfach emol er schness zou domm letzeboier kretz do dann post net domm owert iech, dir schaißs inzest knascht baschtert rass musst jo alles domm kommentieren aplaz eren bloeden baak ze haalen dir fillt iech mol un...bahh an waat hudder ellen fraaleit...hahaha...Kee gehier...An ausserdem sa mol? ...wat sin iwwerhapt er originen? Belg hollenner mix? Gemect mat besser preis oder? Iergendswei sou... ? Bahh freck wat eng baschtert rass an dann nach deeeeen ellenen AKKKZENTT  
3) Haal dschness bauer. Dain land as ejomol keen land hahaha dass knascht internationalt dgrondsteck wat sait zech joeren schon vun den auslaenner agehol gin as inzest paak do  
4) Dann komm gin da meng adress komm lanscht dann kuckste mat wemste ze din hues drecks bauer ech stiechen da meng telefongskabin an dann letzeboier arsch dass de greng gesais.  
5) Aller haalt alleguer er schness der verkackten letzeboier inzest drecksrass op all saach musst der eren dmmen bloeden kommentar posten, schaißs letzeboier dreckspaak do iwwerall schaißs sichen, an dann francais???????MA FRANSEISCH an weinstens eng ganz schein sprochen a bekannt duerch d ganz welt verglach zu erer drecks baschtert inzest sprochen wou da vun iech gid dass nach alles dass da geschwenn billt duerch dgeigend hahahahah putain, an dann hei op macro spillen kommen netz e gleewen, sa wi schreiwt en di honds sprochen iwwerhapt?

Boahhh...losst dleit dach posten an verkaafen wat se wellen arroganten drecks letzeboier inzest paak do, eng bomm an ert dknascht land plus er drecks inzest»,

soit d'avoir incité à la haine par le moyen d'un commentaire électronique publié sur un média social à l'égard de personnes en raison de leur non-appartenance à la nation Luxembourgeoise, et d'avoir envoyé à partir du territoire luxembourgeois et d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois des écrits de nature à inciter à la haine à l'égard d'une communauté en se fondant sur la non appartenance vraie ou supposée à une nation, en l'occurrence la nation luxembourgeoise,

en se faisant passer pour un non-Luxembourgeois qui publierait sur le réseau social électronique facebook des commentaires absolument abjectes

*à l'adresse de tous les Luxembourgeois, dans le but exclusif de provoquer un sentiment de haine auprès des ressortissants luxembourgeois à l'égard de la communauté étrangère installée au Grand-Duché, prétendument raciste envers ses hôtes».*

En ce qui concerne l'infraction de l'incitation à la haine ou à la violence raciale, le Tribunal tient à relever au préalable que l'article 457-1 du Code pénal sanctionne le fait d'inciter publiquement, dans des écrits, à la haine à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal.

Par la loi du 19 juillet 1997 portant incrimination du racisme, du révisionnisme et d'autres agissements fondés sur des discriminations illégales, le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique.

Le message adressé donc à toutes ces personnes est le suivant: « *L'Etat poursuivra pénalement les comportements de racisme et de révisionnisme et les auteurs potentiels de tels comportements ne pourront donc profiter d'une éventuelle impunité* » (Trav. Parl. No4071/12, rapport de la commission juridique, objectifs poursuivis).

Pour que l'infraction ci-avant indiquée soit constituée, il est évidemment nécessaire qu'il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l'article 454 du Code pénal qui retient comme étant une discrimination, toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Mais, cette condition nécessaire n'est pas suffisante, l'infraction d'incitation à la haine raciale nécessitant la réunion cumulative tant d'un élément matériel que d'un élément moral.

Si à l'instar de tout délit, l'infraction d'incitation à la haine requiert un élément moral, elle est cependant exclusive de bonne foi.

En effet, l'élément intentionnel se caractérise par la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal. Il faut donc en premier lieu un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

Cette intention doit être distinguée des mobiles ou des convictions de l'auteur. Le dol est en effet caractérisé par la seule conscience de se livrer à des agissements discriminatoires tombant sous le coup de l'article 455 du Code pénal, conscience qui pourra d'ailleurs se déduire du simple constat d'une différence de traitement manifeste, lorsque la comparaison est possible (JCL op. cit. no.23).

Encore faut-il que le motif discriminatoire rentre dans la catégorie de ceux limitativement énumérés dans l'article 454 du Code pénal. La référence à l'appartenance à une ethnie, à une race respectivement à la couleur de la peau est suffisamment large pour couvrir pratiquement toutes les discriminations fondées sur la naissance.

En tout état de cause, il suffit que l'auteur des agissements se soit déterminé en fonction d'une appartenance ou d'une non-appartenance vraie ou supposée. Seule importe l'idée que l'intéressé se fait de l'appartenance de telle personne à une ethnie, une nation ou une race.

S'il est suffisant, pour que l'infraction soit établie dans le chef d'un prévenu, à défaut d'incitation à la commission d'actes de violences, que les propos sont susceptibles d'entraîner un sentiment de haine à l'encontre du groupe de personnes visé, il faut cependant que le sentiment ainsi véhiculé soit bien un sentiment de haine, à savoir un sentiment violent qui pousse à vouloir du mal ou une aversion profonde.

Pour analyser si un tel sentiment peut être conçu dans l'esprit des gens dans un texte écrit, il y a lieu de prendre en considération le texte en son ensemble. En effet, un texte écrit constitue un ensemble d'un seul tenant, qui est lu en tant que tel et dont les phrases sont à considérer comme faisant partie d'un ensemble.

En l'espèce, le prévenu a contesté être l'auteur des écrits diffusés.

Il y a lieu de révéler que l'enquête a révélé que le compte Facebook utilisé sous le nom de ЯHHNK Жарасов appartenait à X, fait que ce dernier n'a d'ailleurs pas contesté.

L'exploitation de l'ordinateur portable saisi au domicile de X a établi que le mot de passe pour accéder au compte Facebook sous le prédit nom n'était pas sauvegardé, de sorte qu'il est exclu qu'un tiers ait pu accéder au compte en question, à moins d'avoir obtenu de la part du prévenu le mot de passe. Ce dernier n'a à aucun moment de la phase d'instruction déclaré avoir révélé son mot de passe à autrui, il s'est simplement borné à dire que le mot de passe aurait été sauvegardé sur son ordinateur portable, fait qui fut contredit par l'enquête.

Si X avait déclaré sur question spéciale des enquêteurs lors de son audition policière du 24 septembre 2013 être en possession d'un ordinateur Tablet qui se trouvait en réparation au magasin Cora à Foetz, il a déclaré pour la première fois à l'audience publique avoir également été en possession d'un deuxième ordinateur sur lequel le mot de passe aurait été sauvegardé et que l'usurpateur aurait donc nécessairement utilisé cet ordinateur pour écrire les propos en question. Sur question du Tribunal pourquoi il n'avait pas relaté ce fait immédiatement aux enquêteurs lors de la perquisition, le prévenu a répondu qu'il aurait gardé cette réponse "surprise" pour le Tribunal avant de dire de manière insolente *"Huet een mech gesinn daat schréiwen? Nee, ma waat hädd dir dann gären vu mir?"*.

Le témoin ..... a précisé sur question du Tribunal que lors de la perquisition domiciliaire aucun autre ordinateur que celui qui fut saisi ne s'y trouvait. Confronté à ce fait, X fit valoir avoir jeté l'ordinateur en question avant la perquisition domiciliaire.

Le Tribunal ne saurait donner crédit aux affirmations du prévenu qui sont restées en état de pures allégations et qui ne s'expliquent que par le fait de pouvoir justifier qu'une personne tierce aurait pu accéder sur son compte profil Facebook alors que ses premières déclarations suivant lesquelles son mot de passe aurait été sauvegardé sur l'ordinateur saisi ont été contredites suite à l'exploitation de l'ordinateur portable.

Il y a encore lieu de relever que le prévenu avait dans un premier temps déclaré ignorer qui pouvait être l'usurpateur de son compte profil pour ensuite

soutenir qu'il s'agirait de ....., puis finalement à l'audience de ..... X.

Or, ..... X et ..... ont cependant contesté être les auteurs des propos en question lors de leur audition policière et il n'a même pas été soutenu par le prévenu que les prédites personnes aient eu connaissance de son mot de passe pour accéder sur son compte profil Facebook.

L'enquête a par ailleurs permis de saisir une conversation ayant eu lieu sur Skype entre X et ..... X, les termes utilisés et le style de rédaction étant similaire à celui avec lesquels les propos en question ont été rédigés. .... X était d'ailleurs formel lors de son audition policière pour dire que l'auteur était, eu égard au contenu et au style de rédaction, X puisque ce dernier avait déjà auparavant fait de telles remarques déplacées.

Donc eu égard au fait que le prévenu n'a pas déclaré avoir donné son mot de passe de son compte profil Facebook à un tiers, que le mot de passe n'était pas sauvegardé sur son ordinateur qui avait été exploité par les enquêteurs, que le style de rédaction entre la conversation ayant eu lieu entre X et ..... X sur Skype est similaire à celui utilisé par l'auteur des propos, que ..... X et ..... ont déclaré ne pas avoir été les auteurs des propos et le fait que l'explication du prévenu quant à la présence d'un autre ordinateur à son domicile à l'époque des faits n'est, pour les raisons ci-avant développées, pas crédible, le Tribunal retient qu'il est établi à suffisance de droit que le prévenu est l'auteur des propos lui actuellement reprochés et qu'il a lui-même supprimé par après son compte profil sur Facebook pour effacer des traces pouvant l'identifier.

En ce qui concerne l'élément matériel, il y a lieu de retenir que les propos reprochés au prévenu ont été postés par lui sur son compte Facebook. Quant à la publicité des propos en cause, il y a lieu de rappeler que Facebook est un service de réseau social en ligne sur Internet qui permet à toute personne disposant d'une adresse email, de se constituer un compte, de créer son profil et d'y publier des informations, dont elle peut contrôler la visibilité par les autres personnes, possédant ou non un compte.

En l'espèce, il résulte de l'enquête que plusieurs personnes ont dénoncé les propos au service de presse de la police et que ..... avait porté plainte le 15 mai 2013 contre inconnu après avoir lu les propos. D'autres personnes ayant lu les propos tel que ....., qui a pu être identifié par les enquêteurs, ont répliqué aux messages.

Il ne fait donc aucun doute que la condition de la publicité au sens de la loi s'avère donnée en l'espèce, de sorte que l'élément matériel constitutif de l'infraction est établi.

L'élément moral est également établi. En effet, en se faisant passer pour un étranger qui publie sur le réseau social Facebook des commentaires abjectes à l'adresse de tous les Luxembourgeois, dont le but n'était autre que de provoquer un sentiment de haine auprès de ceux-ci à l'encontre de la communauté étrangère installée au Luxembourg, prétendument raciste envers ses hôtes, X a incité à la haine à l'égard de personnes en raison de leur non-appartenance à la nation luxembourgeoise.

Comme l'élément matériel et l'élément moral de l'infraction à l'article 457-1 du Code pénal sont établis en l'espèce, il y a partant lieu de retenir l'infraction telle que libellée par le Ministère Public à l'encontre du prévenu.

X se trouve partant convaincu :

*« Comme auteur, ayant lui-même commis l'infraction suivante,*

*au mois de mai 2013, mais en tout cas avant le 12 mai 2013, 20.00 heures, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin,*

*avoir incité, par des écrits au moyen de communication audiovisuelle, à la haine à l'égard d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454, (c'est-à-dire à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille, de l'âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée),*

*avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois et envoyé à partir du territoire luxembourgeois des écrits, de nature à inciter à la haine d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du même code, (c'est-à-dire à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille, de l'âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non*



*appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée)*

*en l'espèce, d'avoir publié sous une rubrique « zu verkaufen » de la plateforme facebook, sous le profil ЯHHNK Жаpaco6 le commentaire suivant :*

- « 1) ech bommen dain Land eweg schaiss bauer  
2) Ma dann haalt einfach emol er schness zou domm letzeboier kretz do dann post net domm owert iech, dir schaiss inzest knascht baschtert rass musst jo alles domm kommentieren aplaz eren bloeden baak ze haalen dir fillt iech mol un...bahh an waat hudder ellen fraaleit...hahaha...Kee gehier...An ausserdem sa mol? ...wat sin iwwerhapt er originen? Belg hollenner mix? Gemect mat bessen preis oder? Iergendswei sou... ? Bahh freck wat eng baschtert rass an dann nach deeeeen ellenen AKKKZENTT  
3) Haal dschness bauer. Dain land as ejomol keen land hahaha dass knascht internationalt dgrondsteck wat sait zech joeren schon vun den auslaenner agehol gin as inzest paak do  
4) Dann komm gin da meng adress komm lanscht dann kuckste mat wemste ze din hues drecks bauer ech stiechen da meng telefongskabin an dann letzeboier arsch dass de greng gesais.  
5) Aller haalt alleguer er schness der verkackten letzeboier inzest drecksrass op all saach musst der eren dmmen bloeden kommentar posten, schaiss letzeboier dreckspaak do iwwerall schaiss sichen, an dann francais???????MA FRANSEISCH an weinstens eng ganz schein sprochen a bekannt duerch dganz welt verglachs zu erer drecks baschtert inzest sprochen wou da vun iech gid dass nach alles dass da geschwenn billt duerch dgeigend hahahahah putain, an dann hei op macro spillen kommen netz e gleewen, sa wi schreiwt en di honds sprochen iwwerhapt?*

*Boahhh...losst dleit dach posten an verkaafen wat se wellen arroganten drecks letzeboier inzest paak do, eng bomm an ert dknascht land plus er drecks inzest»,*

*soit d'avoir incité à la haine par le moyen d'un commentaire électronique publié sur un média social à l'égard de personnes en raison de leur non-appartenance à la nation luxembourgeoise, et d'avoir envoyé à partir du territoire luxembourgeois et d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois des écrits de nature à inciter à la haine à l'égard d'une communauté en se fondant sur la non appartenance vraie ou supposée à une nation, en l'occurrence la nation luxembourgeoise,*

*en se faisant passer pour un non-Luxembourgeois qui publierait sur le réseau social électronique facebook des commentaires absolument abjectes à l'adresse de tous les Luxembourgeois, dans le but exclusif de provoquer un sentiment de haine auprès des ressortissants luxembourgeois à l'égard de la communauté étrangère installée au Grand-Duché, prétendument raciste envers ses hôtes».*

Aux termes de l'article 457-1 du Code pénal, une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes, est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

La gravité de l'infraction retenue à l'encontre de X, tout en tenant compte de son attitude lors de la phase d'instruction, y comprise à l'audience qui démontre l'absence de toute prise de conscience de la gravité des faits, justifient sa condamnation, conformément au réquisitoire du Ministère Public, à une peine d'emprisonnement de douze mois.

Dans la mesure où le casier judiciaire du prévenu ne comporte pas d'inscriptions, il y a lieu d'assortir cette d'emprisonnement du sursis intégral.

Il y a encore lieu d'ordonner la confiscation, comme choses ayant servi à commettre l'infraction, de l'ordinateur et de la facture appartenant à X et saisis suivant procès-verbal de saisi n°SPJ-11/29285.5/2013-MAGI du 24 septembre 2013 établi par le Service de Police Judiciaire.

### **PAR CES MOTIFS :**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, treizième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant *contradictoirement* à l'encontre de X, le prévenu et son défenseur entendus en leurs moyens de défense, et la représentante du Ministère Public en ses réquisitions,

**c o n d a m n e** X du chef de l'infraction retenue à sa charge à une peine d'emprisonnement de **12 (douze) mois**, ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, ces frais liquidés à 29,62 euros;

**d i t** qu'il sera **sursis** à l'exécution de **l'intégralité** de cette peine d'emprisonnement;

**a v e r t i t** X qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine d'emprisonnement prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 al. 2 du Code pénal ;

**o r d o n n e** la confiscation, comme choses ayant servi à commettre l'infraction, de l'ordinateur et de la facture appartenant à X et saisis suivant procès-verbal de saisi n°SPJ-11/29285.5/2013-MAGI du 24 septembre 2013 établi par le Service de Police Judiciaire.

Le tout en application des articles 31, 66, 454, 455 et 457-1 du Code pénal, ainsi que des articles 1, 154, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 194, 194-1, 195, 628 et 628-1 du Code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Sylvie CONTER, Vice-président, Monique SCHMITZ, et Steve VALMORBIDA, premiers juges, et prononcé, en présence de Patrick KONSBRÜCK, premier substitut du Procureur de l'Etat, en l'audience publique dudit Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Madame le Vice-président, assistée de la greffière Maïté LOOS, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.



**Jugt n° 1579/2016**

Notice du Parquet: 31448/15/CD

Ex.p. x 1

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 26 MAI 2016**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **neuvième chambre**, siégeant en matière **correctionnelle**, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du Ministère Public contre

**X**, né le, demeurant à,

**- p r é v e n u -**

---

**FAITS :**

Par citation du 15 avril 2016, le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du 2 mai 2016 devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur la prévention suivante:

**infraction à l'article 457-1 du Code pénal.**

A cette audience publique, Madame le premier vice-président constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal.

Le témoin ..... fut entendu en ses déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu par la loi.

Le prévenu X fut entendu en ses explications et moyens de défense, lesquels furent plus amplement développés par Maître Marguerite BIERMANN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

La représentante du Ministère Public, Madame Dominique PETERS, substitut principal du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

**l e j u g e m e n t q u i s u i t :**

Vu le procès-verbal n°SPJ/47915.2 du 2 mars 2016 établi par la police grand-ducale, Service de Police Judiciaire, C.A.T.

Vu la citation à prévenu du 15 avril 2016 (not. 31448/15/CD) régulièrement notifiée à X.

Le Parquet reproche à X d'avoir pendant les mois d'octobre et de novembre 2015, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment au courant du mois d'octobre 2015 à Rumelange, le 9 novembre 2015 à Mamer, rue de Rome, et le 15 novembre 2015 à Luxembourg, rue Auguste Neyen et rue Jean Bertels, contrevenu à l'article 457-1 du Code pénal, en écrivant et diffusant, au moyen du dépliant intitulé « Allah`Akbar, Miséricordieux, Oh Gott ! » des commentaires incitant à la haine à l'égard des étrangers vivant au Grand-Duché ou installés au Grand-Duché, soit une communauté, en se fondant sur leur non appartenance à la nation luxembourgeoise et leur origine étrangère.

Plus précisément, en écrivant les propos suivants :

« (...) Datt d'Zerstëierung vun eisem Land opp déi Mass Auslänner zeréckzeféieren ass, do gëtt et absolutt keen Zweifel. (...)  
Eis Rechter ginn ëmmer méi beschnidden. Esouguer eist Eegentumsrecht gëtt ëmmer méi ausgehiewelt wéinst den Auslänner déi zu Dausenden an eist Land stréimen. Mir gin duerfir entegent andeems mir duerch allerlee Tricken forzéiert ginn eis Lännereien hirzeginn.  
D'Liewe gëtt ëmmer méi deier. Mir kréien ëmmer méi héich Taxen oppgezwongen.  
Alles dat ass opp déi héich Einwanderung vu Friemen zeréckzeféieren.  
Déi brauchen einfach zevill (Wunnraum, Waaser, Eletresch, Drénkwasser, Stroossen, Schoulen, Infrastrukturen, asw...) a produzéieren duerfir enorm vill Offall (Dreck, Ofgasen, knaschtegt Wasser woufir mir nees vill Kläranlage brauchen, asw...) (...)  
Eise ganze Schoulssystem brécht zesummen well d'Auslänner an der Iwwerzuel sinn an doduerch dëse ganz opp d'Kopp gehéien. Vill Schoulpersonal ass um Enn well se nëtt géint déi extrem explosiv Situatioun oppmucksen duerfen soss lafe si Gefor, versat, verfollegt a bestrooft ze gin. »

### **En Fait**

La Police Judiciaire, section C.A.T, ainsi que le Parquet près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg sont informés pendant les mois d'octobre et novembre 2015 que des dépliantes intitulés « Allah`Akbar, Miséricordieux, Oh Gott ! » sont distribués dans les boîtes aux lettres.

Ainsi, en octobre 2015 le commissariat de proximité de Rumelange reçoit ledit dépliant. Le 9 novembre 2015, le dépliant est distribué à Mamer, rue de Rome et le 15 novembre 2015 à Luxembourg, rue Auguste Neyen et rue Jean Bertels.

L'auteur de ce dépliant, daté à octobre 2015, est identifié en la personne de X.

Le dépliant traite essentiellement de l'effet néfaste qu'aurait l'immigration d'étrangers au Grand-Duché de Luxembourg et plus précisément, dans l'extrait cité par le Parquet dans la citation à prévenu, X rend les étrangers responsables de l'accroissement du coût de la vie et du déclin du système scolaire.

Interrogé le 3 mars 2016 par le Police Judiciaire, X reconnaît être l'auteur du dépliant intitulé « Allah' Akbar, Miséricordieux, Oh Gott ! » et l'avoir distribué.

Interrogé quant au sens à donner aux passages « *Datt d'Zerstèierung vun eisem Land opp déi Mass Auslänner zeréckzeféieren ass, do gëtt et absolutt keen Zweifel. Eis Rechter ginn ëmmer méi beschnidden. Esouguer eist Eegentumsrecht gëtt ëmmer méi ausgehiewelt wéinst den Auslänner déi zu Dausenden an eist Land stréimen. Mir gin duerfir entegent andeems mir duerch allerlee Tricken forzéiert ginn eis Lännereien hirzeginn. D'Liewe gëtt ëmmer méi deier. Mir kréien ëmmer méi héich Taxen oppgezwongen. Alles dat ass opp déi héich Anwanderung vu Friemen zeréckzeféieren. Déi brauchen einfach zevill (Wunnraum, Waaser, Eletresch, Drénkwasser, Stroossen, Schoulen, Infrastrukturen, asw...) a produzéieren duerfir enorm vill Offall (Dreck, Ofgasen, knaschtegt Wasser woufir mir nees vill Kläranlage brauchen, asw...) (...) Eise ganze Schoulssystem brécht zesummen well d'Auslänner an der Iwwerzuel sinn an doduerch dëse ganz opp d'Kopp gehéien. Vill Schoulpersonal ass um Enn well se nëtt géint déi extrem explosiv Situatioun oppmucksen duerfen soss lafe si Gefor, versat, verfollegt a bestrooft ze gin.* », X déclare que ces passages sont suffisamment clairs et signifient ce qu'ils signifient.

Il précise que son document n'est pas dirigé contre les étrangers mais qu'il vise à critiquer la politique d'immigration du gouvernement.

Dans une déclaration écrite datée au 3 mars 2016, annexée au procès-verbal n°SPJ/47915.2, X écrit que « *et gëtt express eng Konfusioun gemaach esouwuel vun de politeschen Autoritéiten, hirer Press an den auslännerfrëndlechen Organisatiounen tëschend « Auslännerfeindlechkeet » an der Oppositioun dergéint datt d'Auslänner massiv an eist Land erageholl ginn an déi selwecht Rechter hei kréie sollen ewéi d'Lëtzebuerger.* ».

Il précise que dans ses dépliants il ne ferait qu'attirer l'attention sur les conséquences de la politique d'immigration du gouvernement et exprimer ainsi une opinion différente de celle de nos politiciens.

X souligne qu'il n'est pas xénophobe mais qu'il désire lancer un débat public sur ces questions cruciales.

A l'audience, X conteste l'infraction qui lui est reprochée.

Il déclare qu'il n'a jamais voulu inciter à la haine contre les étrangers et que le tract visé par le Parquet n'est que l'expression de ses idées et opinions protégée par l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

### **En Droit**

L'article 457-1 du Code pénal sanctionne une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes.

Le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique (TAL jugement n°1448/2015 du 13 mai 2015).

La défense soulève que X n'a fait qu'user de son droit à l'expression protégé par l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

S'il est vrai que l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme garantit à chacun le droit de s'exprimer en toute liberté, ce principe connaît des exceptions.

La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de même que celle des juridictions luxembourgeoises est constante pour retenir que la lutte contre la discrimination raciale est une entrave autorisée au principe de la liberté d'expression.

Il échet donc dans un premier temps d'analyser si X a enfreint l'article 457-1 du Code pénal pour ensuite apprécier si son droit à la liberté d'expression a été méconnu.

Aux termes de l'article 457-1 du Code pénal *« est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement:*

*1) quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454. »*

Pour que l'infraction soit constituée, il est nécessaire qu'il y ait discrimination au sens de l'article 454 du Code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

En l'espèce, X est en aveu d'être l'auteur du dépliant « Allah'Akbar, Miséricordieux, Oh Gott ! », et plus précisément des passages litigieux cités par le Parquet dans la citation à prévenu.

X est également en aveu d'avoir distribué ce dépliant dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et notamment à Mamer et à Luxembourg.

Les termes employés par X dans le dépliant, et notamment dans les passages litigieux, visent clairement des personnes en raison de leur appartenance à une communauté de personnes qui se distinguent par leur non-appartenance à la nation luxembourgeoise, en l'espèce les étrangers résidant au Grand-Duché de Luxembourg.

Le prévenu rend les étrangers résidant au Grand-Duché de Luxembourg responsables de la destruction du pays, de l'augmentation du coût de la vie et du déclin de notre système scolaire.

X déclare à l'audience que ses critiques ne visaient pas précisément les étrangers mais plutôt la politique d'immigration menée par le gouvernement luxembourgeois.



Force est cependant de constater que X ne rend pas seulement la politique responsable des maux que connaît selon lui notre société mais il rend explicitement les étrangers qui résident au Luxembourg responsables de ces maux. Selon lui, les étrangers seraient responsables du fait que les Luxembourgeois seraient expropriés et que les taxes augmenteraient alors que les étrangers consommeraient plus et produiraient plus de déchets que les Luxembourgeois (*Déi brauchen einfach zevill (Wunnraum. Waaser, Eletresch, Drénkwasser, Stroossen, Schoulen, Infrastrukturen, asw...) a produzéieren duerfir enorm vill Offall (Dreck, Ofgasen, knaschtegt Wasser woufir mir nees vill Kläranlage brauchen, asw...)*).

Par ses propos, X discrimine et attaque une catégorie bien précise de la population du Grand-Duché de Luxembourg.

Le message de X est clair : les étrangers n'ont pas leur place au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Tribunal retient que les termes employés et le sens donné aux publications constituent des messages de nature à inciter à la haine.

L'élément matériel de l'infraction à l'article 457 du Code pénal est partant donné.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

L'auteur doit avoir la volonté délibérée de provoquer dans l'esprit du public une réaction de haine ; il doit avoir agi avec une volonté discriminatoire consistant dans un dol spécial.

Au-delà du sens littéral du texte litigieux, c'est donc le but recherché par son auteur qui est déterminant (C.A. arrêt n°346/13 X du 26 juin 2013).

Le Tribunal retient qu'en rejetant la faute exclusive des problèmes que connaîtrait notre société sur l'immigration et plus précisément sur les étrangers sans même envisager que les problèmes pourraient avoir d'autres causes, X a agi avec une volonté discriminatoire.

Le Tribunal retient qu'en écrivant que les étrangers sont responsables de la destruction du Grand-Duché de Luxembourg, de l'augmentation du coût de la vie, du déclin de notre système scolaire et de la consommation excessive de nos ressources, X a exprimé son mépris et son aversion à l'égard des étrangers. En distribuant ses dépliants, X a volontairement et consciemment incité la population luxembourgeoise à également ressentir cette aversion à l'égard des étrangers et a partant incité à la haine.

Les termes employés par X sont de nature à ne pas laisser de doute sur son intention dolosive.

L'élément moral est partant également établi dans le chef de X.

X est partant à retenir dans les liens de l'infraction à l'article 457-1 du Code pénal.

Quant au droit à la liberté d'expression garanti par l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, la Cour européenne des Droits de l'Homme retient qu'une ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression enfreint l'article 10, sauf si elle est prévue par la loi, dirigée vers un ou des buts légitimes au regard du paragraphe 2 de l'article 10 et nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre (Fressoz et Roire c./ France [GC], n°29183/95, §41, CEDH 1999-I).

L'article 10 paragraphe 2 dispose ce qui suit : *« l'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire. »*

Le Tribunal retient que X a enfreint l'article 457-1 du Code pénal qui réprime certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie. L'ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression est donc en l'espèce «prévues par la loi».

L'ingérence a en l'espèce pour but de protéger la réputation et les droits d'autrui, à savoir des étrangers résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui sont précisément attaqués par les propos discriminatoires de X.

Il s'agit donc d'un but légitime cité expressément au paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Finalement, quant au point de savoir si cette ingérence est nécessaire, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a retenu que la tolérance et le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains constituent le fondement d'une société démocratique et pluraliste. Il en résulte qu'en principe on peut juger nécessaire, dans les sociétés démocratiques, de sanctionner voire de prévenir toutes les formes d'expression qui propagent, incitent à, promeuvent ou justifient la haine fondée sur l'intolérance (y compris l'intolérance religieuse), si l'on veille à ce que les « formalités », « conditions », « restrictions » ou « sanctions » imposées soient proportionnées au but légitime poursuivi (Sürek c/ Turquie (no 1) [GC], no 26682/95, paragraphe 62, CEDH 1999-IV, et, notamment, Gündüz c/ Turquie, no 35071/97, paragraphe 40, CEDH 2003-XI).

La Cour Européenne des Droits de l'Homme retient encore qu'il importe au plus haut point de lutter contre la discrimination raciale sous toutes ses formes et manifestations (Jersild c/ Danemark, 23 septembre 1994, paragraphe 30, série A no 298).

La Cour d'appel dans son arrêt n°346/13 X du 26 juin 2013 a précisément retenu que les articles 454 et suivants du Code pénal, donc y compris l'article 457-1 du Code pénal, constituaient une mesure nécessaire au sens de l'article 10 alinéa 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme : *« l'article 10 de cette convention prévoit expressément dans son second paragraphe, que l'exercice de la liberté d'expression comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, notamment dans la protection des droits d'autrui, ce qui est l'objet des articles 454 et suivants du code pénal. »*.

L'article 457-1 du Code pénal rentre donc dans les exceptions à la liberté d'expression prévues par l'article 10 paragraphe 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Le Tribunal retient partant que le droit à la liberté d'expression n'est pas méconnu en l'espèce.

X est partant **convaincu** par les débats menés à l'audience, ensemble les éléments du dossier répressif et les déclarations du témoin :

*« comme auteur ayant lui-même commis l'infraction,*

*pendant les mois d'octobre et de novembre 2015, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment au courant du mois d'octobre 2015, à Rumelange, le 9 novembre 2015, à Mamer, rue de Rome, et le 15 novembre 2015, à Luxembourg, rue Auguste Neyen et rue Jean Bertels,*

*d'avoir par des écrits distribués incité à la haine à l'égard d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal, en l'espèce leur non appartenance à la nation luxembourgeoise,*

*en l'espèce, pour avoir écrit et diffusé, au moyen du dépliant intitulé « Allah'Akbar, Miséricordieux, Oh Gott ! » distribué dans les boîtes aux lettres des ménages et d'un commissariat de Police, notamment les passages suivants :*

*« (...) Datt d'Zerstèierung vun eisem Land opp déi Mass Auslänner zeréckzeféieren ass, do gëtt et absolutt keen Zweifel. (...)*

*Eis Rechter ginn ëmmer méi beschnidden. Esouguer eist Eigentumsrecht gëtt ëmmer méi ausgehiewelt wéinst den Auslänner déi zu Dausenden an eist Land stréimen. Mir gin duerfir entegent andeems mir duerch allerlee Tricken forzéiert ginn eis Lännereien hirzeginn.*

*D'Liewe gëtt ëmmer méi deier. Mir kréien ëmmer méi héich Taxen oppgezwongen.*

*Alles dat ass opp déi héich Anwanderung vu Friemen zeréckzeféieren.*

*Déi brauchen einfach zevill (Wunnraum. Waaser, Eletresch, Drénkwasser, Stroossen, Schoulen, Infrastrukturen, asw...) a produzéieren duerfir enorm vill Offall (Dreck, Ofgasen, knaschtegt Wasser woufir mir nees vill Kläranlage brauchen, asw...) (...)*

*Eise ganze Schoulssystem brécht zesummen well d'Auslänner an der Iwwerzuel sinn an doduerch dëse ganz opp d'Kopp gehéien. Vill Schoulpersonal ass um Enn well se nëtt géint déi extrem explosiv Situatioun oppmucksen duerfen soss lafe si Gefor, versat, verfollegt a bestrooft ze gin. »,*

*partant, d'avoir incité à la haine à l'égard des étrangers vivant au Grand-Duché ou installés au Grand-Duché, soit une communauté, en se fondant sur leur non appartenance à la nation luxembourgeoise et leur origine étrangère. »*

Peines

Au vu de la multiplicité des faits retenus à charge de X, il y a lieu de faire application de l'article 60 du Code pénal et de ne prononcer que la peine la plus forte qui pourra cependant être élevée au double du maximum sans pouvoir dépasser la somme des peines encourues.

Aux termes de l'article 457-1 du Code pénal, l'infraction retenue à charge de X est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Au vu de la gravité des faits retenus à l'encontre de X et de ses antécédents judiciaires, le Tribunal condamne le prévenu à une **peine d'emprisonnement de 8 mois**.

### **PAR CES MOTIFS :**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **neuvième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, statuant **contradictoirement**, X et son mandataire entendus en leurs explications et moyens de défense, et la représentante du Ministère Public entendue en ses réquisitions,

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de **HUIT (8) mois** ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, ces frais liquidés à 0,52 euro.

Le tout en application des articles 14, 15, 60, 66, 454 et 457-1 du Code pénal ainsi que des articles 155, 179, 182, 184, 189, 190, 190-1, 194, 195 et 196 du Code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Elisabeth CAPESIUS, premier vice-président, Elisabeth EWERT, premier juge, et Bob PIRON, premier juge, prononcé en audience publique au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, Cité Judiciaire, Plateau du Saint Esprit, par Madame le premier vice-président, en présence de Martine WODELET, premier substitut du Procureur d'Etat, et de Christophe WAGENER, greffier assumé, qui, à l'exception de la représentante du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

t.i.g. (x2)  
etr.

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 9 JUIN 2016**

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, chambre correctionnelle, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du Ministère Public contre

**X**

,

**prévenu**

---

**FAITS :**

Par citation du **25 février 2016** le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du **24 mars 2016** devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions suivantes :

**infractions aux articles 443, 444, 457-1, 1° et 457-3 du Code pénal.**

A cette audience, l'affaire fut contradictoirement remise au 25 mai 2016.

A l'audience du 25 mai 2016, le vice-président constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Le prévenu .... X fut entendu en ses explications et moyens de défense, lesquels furent plus amplement développés par Maître Karim SOREL, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

La représentante du Ministère Public, Dominique PETERS, substitut principal du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en ses réquisitions.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

### **JUGEMENT qui suit:**

Vu l'enquête de police, et notamment le procès-verbal n° 434/2015 dressé en date du 24 novembre 2015 par la Police grand-ducale, Circonscription régionale de Capellen, C.P. Bertrange.

Vu la citation à prévenu du 25 février 2016 régulièrement notifiée à X.

Le Ministère Public reproche au prévenu d'avoir publié divers commentaires sur le réseau social facebook et d'avoir ainsi enfreint les articles 443, 444, 457-1 et 457-3 du Code pénal.

#### **1. Quant aux faits**

##### **1.1. Eléments du dossier répressif**

En date du 24 novembre 2015, l'agent ..... a porté plainte après avoir découvert que sur une page facebook intitulée « Revolution a Saache Gesondheet », il y avait un commentaire publié par 'X ' l'accusant d'avoir été condamné pour trafic de stupéfiants. Il conteste que cette affirmation corresponde à la réalité.

L'enquête a permis de déterminer que la même personne avait partagé une vidéo en ajoutant le commentaire « Dommage que Hitler les as pas réussi à exterminer ces israélites ».

Les policiers ont pu identifier 'X ' comme étant le prévenu X.

Lors de son audition par la police, le prévenu a admis être l'auteur des commentaires. Tout le monde à Esch serait au courant que l'agent de police avait escroqué un vendeur de stupéfiants pour ensuite vendre ces stupéfiants lui-même. .... aurait fait de la prison pour ces faits.

Selon le prévenu, facebook serait un espace pour discuter sur tous les sujets.

##### **1.2. Déclarations à l'audience**

Le prévenu admet être l'auteur des écrits qui lui sont reprochés. Concernant la vidéo, il aurait vu des enfants en train d'agoniser dans leur propre sang, et il n'aurait pas compris pourquoi la politique n'intervenait pas davantage. Il aurait davantage visé la politique guerrière. La vidéo aurait montré qu'une école avait été bombardée et qu'un millier d'enfants étaient morts. Il aurait visé uniquement le gouvernement et l'armée d'Israël.

Pour le policier, tout le monde serait au courant de cette histoire.

Le mandataire du prévenu fait valoir que le prévenu ne voulait pas viser « la race israélite ». Le prévenu aurait voulu critiquer la politique menée par Israël. Il regretterait la manière dont il s'est exprimé. L'élément matériel de l'infraction serait donné. Le prévenu ne serait affilié à aucun groupe politique particulier et ne défendrait pas d'idées spécifiques. Une différence serait à faire entre « juif » et « israélite » (le peuple israélien sans rattachement religieux).

Concernant le second fait, il y aurait des rumeurs que ce policier avait été condamné dans le passé pour des faits relatifs aux stupéfiants. Il y aurait lieu de prendre inspection du casier et des documents accessibles au Parquet pour vérifier la réalité des faits affirmés, afin d'écarter l'exception de vérité.

La défense fait encore valoir que le prévenu n'a pas d'antécédents judiciaires.

## **2. Quant aux infractions**

La phrase « Dommage que Hitler les as pas réussi à exterminer ces israélites », au vu de sa radicalité, ne peut pas être interprétée comme étant un commentaire politique nuancé, tel que le soutient la défense. Elle ne se réfère pas non plus aux faits documentés dans la vidéo qui a été partagée et ne constitue pas une critique circonstanciée à cet égard. Au contraire, elle exprime un regret qu'une certaine communauté n'ait pas été exterminée lors de la Seconde Guerre. Elle suggère qu'à l'heure actuelle, cette extermination se justifierait ; par conséquent, ces propos sont de nature à inciter à la haine et la violence.

Sont visés les « israélites », partant une communauté qui vise une nation.

Concernant les faits sub B), le fait de vendre des stupéfiants étant un délit, il s'agit d'une affirmation attentatoire à l'honneur d'une personne, ce d'autant plus si celle-ci revêt la fonction de policier et est donc appelées à lutter contre cette forme de criminalité.

Le fait d'être revendeur de stupéfiants est un fait susceptible d'être prouvé légalement. En l'espèce toutefois, cette preuve ne résulte ni du dossier répressif ni des éléments apportés par la défense, dont les affirmations sont restées à l'état de simple allégation.

Le prévenu a également volontairement et délibérément écrit ces commentaires en utilisant un média dont il ne pouvait ignorer le caractère public, car accessible à un nombre indéterminé de personnes.

Le prévenu X est par conséquent **convaincu** :

***« comme auteur ayant lui-même commis les infractions,***

***A) le 13 juillet 2014, dans l'arrondissement de Luxembourg,***

***1) en infraction à l'article 457-1, 1° du Code pénal,***

*avoir, par un moyen de communication audiovisuelle, incité à la haine et à la violence à l'égard d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 (appartenance à une nation)*

*en l'espèce, d'avoir publié sur le réseau social facebook via le profile X , pour accompagner le partage d'une vidéo intitulée « Israël is a war criminal », le commentaire suivant : « (...) Dommage que Hitler les as pas réussit a exterminer ces israélites...(...) ».*

*B) le 28 octobre 2015, vers 19.45 heures, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg,*

*en infraction aux articles 443 et 444 du Code pénal,*

*d'avoir méchamment imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur de cette personne, la loi admettant la preuve légale du fait, mais cette preuve n'étant pas rapportée, avec la circonstance que les imputations auront été faites par des écrits distribués au public par la voie d'un média,*

*en l'espèce, d'avoir publié sur la page virtuelle facebook 'Revolutioun a Saache Gesondhéet' via le profile X le commentaire suivant : « Selwech wei den ..... (policiste). Il arnaquer les trafiquant et vendez lui-même la drogue et il a été jugé et puis il est chef il est chef de département de la police a ..... chercher l'erreur, » ».*

Le Tribunal note que la phrase publiée sub A) n'est par contre pas de nature à contester, minimiser ou nier l'existence d'un crime contre l'humanité. Cette phrase brève et imprécise ne peut pas non plus être considérée comme étant de nature à minimiser un événement historique.

Il convient par conséquent d'**acquitter** le prévenu X:

*« comme auteur,*

*le 13 juillet 2014, dans l'arrondissement de Luxembourg, sans préjudice des circonstances de temps et de lieu exactes,*

*en infraction à l'article 457-3 du Code Pénal,*

*d'avoir, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale,*



*et d'avoir, par un des moyens énoncés au paragraphe précédent, contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par l'article 136bis du Code pénal, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 136ter à 136quinquies du Code pénal et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale,*

*en l'espèce, d'avoir publié sur le réseau social virtuel facebook via le profile X , pour accompagner le partage d'une vidéo intitulée « Israël is a war criminal », le commentaire suivant : « (...) Dommage que Hitler les as pas réussit a exterminer ces israélites...(.) ».*

### **3. Quant à la peine**

Les délits retenus à charge de X sont en concours réel entre eux. En application de l'article 60 du Code pénal, la peine la plus forte sera dès lors seule prononcée ; cette peine pourra même être élevée au double du maximum, sans toutefois pouvoir excéder la somme des peines prévues pour les différents délits.

- L'article 457-1 du Code pénal commine une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 à 25.000 euros ou une de ces peines seulement.
- Les articles 443 et 444 prévoient une peine d'emprisonnement de 8 jours à 1 an et une amende de 251 à 2.000 euros.

La peine la plus forte, donc celle à encourir par le prévenu, est celle comminée pour l'infraction à l'article 457-1 du Code pénal.

Dans l'appréciation de la peine, le Tribunal prend en l'espèce en considération la gravité inhérente à toute imputation d'un fait déshonorant et surtout à toute incitation à la haine dirigée contre une communauté.

Il faut cependant également tenir compte de l'absence d'antécédents judiciaires dans le chef du prévenu, et du fait qu'il s'agit de commentaires isolés et non de démarches ciblées et répétées du prévenu pour convaincre des tiers de son opinion.

Eu égard à ces éléments, le Tribunal estime que le prévenu le prévenu n'encourt pas une peine d'emprisonnement supérieure à 6 mois, qu'il n'y a pas lieu de compromettre l'avenir du prévenu et qu'il ne semble par ailleurs pas indigne de la clémence du Tribunal.

En application de l'article 22 du Code pénal, lorsque de l'appréciation du tribunal, le délit ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à six mois, il peut prescrire, à titre de peine principale, que le condamné accomplira, au profit d'une collectivité publique ou d'un établissement public ou d'une association ou d'une institution hospitalière ou philanthropique, un travail d'intérêt général non rémunéré et d'une durée qui ne peut être inférieure à quarante heures ni supérieure à deux cent quarante heures.

Le prévenu a marqué à l'audience son accord à effectuer des travaux dans l'intérêt général.

Il y a partant lieu de convertir la peine d'emprisonnement en travaux d'intérêt général.

**PAR CES MOTIFS :**

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **dix-huitième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, statuant **contradictoirement**, le prévenu et son mandataire entendus en leurs explications et moyens de défense et la représentante du Ministère Public entendue en ses réquisitions,

**a c q u i t t e** X de l'infraction non retenue à sa charge,

**d o n n e a c t e** à X de son accord à se soumettre à un travail d'intérêt général,

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à exécuter un travail d'intérêt général non rémunéré d'une durée de cent soixante (160) heures,

**a v e r t i t** X que l'exécution du travail d'intérêt général doit être commencée dans les dix-huit mois à partir du jour où le présent jugement est devenu irrévocable,

**a v e r t i t** X que l'inexécution de ces travaux peut entraîner de nouvelles poursuites de la part du Parquet (article 23 du Code pénal) : « Toute violation de l'une des obligations ou interdictions, résultant des sanctions pénales prononcées en application des articles 17, 18, 21 et 22 est punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans »,

**c o n d a m n e** X aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 8,67 euros.

Le tout en application des articles 14, 15, 22, 60, 66, 443, 444 et 457-1 du Code pénal et des articles 179, 182, 184, 184, 185, 190, 190-1, 195 et 196 du Code d'instruction Criminelle, dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Henri BECKER, vice-président, Jean-Luc PUTZ, premier juge, et David SCHROEDER, juge-délégué, et prononcé en audience publique au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg par le vice-président, assisté de Mike SCHMIT, greffier, en présence de Jessica SCHNEIDER, attachée de justice, qui, à l'exception de la représentante du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 10 NOVEMBRE 2016**

Le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, seizième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du ministère public contre

X,  
né le,  
demeurant à L-,

**- prévenu -**

---

**FAITS :**

Par citation du 6 octobre 2016 Monsieur le procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a cité le prévenu à comparaître à l'audience publique du 25 octobre 2016 devant le tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions de :

**infraction à l'article 457-1 du code pénal**

A cette audience Madame le vice-président constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance des actes qui ont saisi le tribunal.

Le témoin ..... fut entendu en ses déclarations orales après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du code d'instruction criminelle.

X fut entendu en ses explications et moyens de défense, lesquels furent plus amplement développés par Maître Sam RIES, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le représentant du ministère public, Madame Dominique PETERS, substitut principal du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le tribunal prit les affaires en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

**LE JUGEMENT QUI SUIVIT :**

Vu le rapport numéro SPJ/50096.2 du 5 avril 2016, dressé par la police grand-ducale, Service de Police Judiciaire, C.A.T..

Vu la citation du 6 octobre 2016 (notice 23197/15/CD) régulièrement notifiée au prévenu.

Aux termes de la citation, le ministère public reproche à X le 26 juillet 2015, à 01.19 heures à xxx, avoir publié sur la page du groupe virtuel facebook « I Love main Lëtzebuerg », à la suite d'une photographie montrant un cadavre brûlé, publiée le 25 juillet 2015, à 21.08 heures, sur la même page, avec la légende : Deutsche Frau von türkischem Liebhaber bestialisch ermordet. Medien-Echo gleich null. , le commentaire suivant : « einfach mal di dreks schweine mit benzin abfüllen und eine lunte rein mehr sind sie nicht wert ».

## **Les faits**

Les faits tels qu'ils ressortent du dossier répressif et des débats à l'audience peuvent se résumer comme suit :

Suite à une dénonciation du 31 juillet 2015 par mail à l'employeur de X le service de police judiciaire a été chargé d'une enquête sur un commentaire à connotation raciste du prévenu sur le profil Facebook « I Love main Lëtzebuerg ».

Après vérifications il s'est avéré qu'une photo montrant un cadavre brûlé avec la légende suivante : « Deutsche Frau von türkischem Liebhaber bestialisch ermordet. Medien-Echo gleich null » a été publiée le 25 juillet 2015 sur le profil Facebook « I Love main Lëtzebuerg ».

Sous cette photo figuraient plusieurs commentaires dont celui de X qui en date du 26 juillet 2015 avait publié le commentaire suivant : « einfach mal di dreks schweine mit benzin abfüllen und eine lunte rein mehr sind sie nicht wert ».

Lors de son audition par la police en date du 11 avril 2016, X a admis avoir rédigé le commentaire litigieux, mais a expliqué que son texte était dirigé contre l'auteur d'un tel crime et non contre une nationalité déterminée, ce dernier n'ayant eu aucune intention raciste.

A l'audience du 25 octobre 2016 X a maintenu ses déclarations antérieures.

Le témoin ..... a réitéré sous la foi du serment les constatations actées dans le procès-verbal de police. Il a précisé qu'au moment de l'enquête policière, la photo et les différents commentaires y afférents ne se trouvaient plus sur le profil Facebook « I Love main Lëtzebuerg », y compris le commentaire apposé par le prévenu.

Maître Sam RIES a contesté l'infraction reprochée à X au motif que ce dernier n'a fait aucun lien avec la nationalité turque, mais qu'il s'est simplement contenté de faire un commentaire sur l'auteur qui a brûlé la femme figurant sur la photo. Il a partant conclu à l'acquittement de son client faute d'élément intentionnel dans le chef de son mandant.

## **En droit**

Au regard des contestations de X quant à l'infraction lui reprochée par le ministère public, il incombe à ce dernier de rapporter la preuve de la matérialité de ces infractions, tant en fait qu'en droit.

Dans ce contexte, le tribunal relève que le code d'instruction criminelle adopte le système de la libre appréciation de la preuve par le juge qui forme son intime conviction librement sans être tenu par telle preuve plutôt que par telle autre. Il interroge sa conscience et décide en fonction de son intime conviction (cf. Franchimont, Manuel de procédure pénale, p. 764).

Le juge répressif apprécie souverainement, en fait, la valeur probante des éléments sur lesquels il fonde son intime conviction (cf. Cass. Belge, 31 décembre 1985, Pas. Belge 1986, I, 549).

Cependant, si le juge pénal peut fonder sa décision sur l'intime conviction, il faut cependant que cette conviction résulte de moyens de preuve légalement admis et administrés en la forme. En d'autres termes, sa conviction doit être l'effet d'une conclusion, d'un travail préliminaire de réflexion et de raisonnement, ne laissant plus de doute dans l'esprit d'une personne raisonnable.

L'article 457-1 du code pénal sanctionne une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes.

Le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique.

Pour que l'infraction ci-avant soit constituée, il est nécessaire qu'il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l'article 454 du code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

En l'espèce, en employant le terme « Die drecksschweine » sous une photo intitulée « Deutsche Frau von türkischem Liebhaber bestialisch ermordet. Medien-Echo gleich null. », X vise clairement des personnes en raison de leur appartenance à la nation turque et ayant porté atteinte à l'intégrité physique d'une personne de nationalité allemande.

En utilisant au pluriel les mots « die drecksschweine » et « mehr sind sie nicht wert », le prévenu ne vise pas seulement l'auteur de l'acte de violence comme le soutient Maître RIES, mais par le choix des termes employés, X invite à recourir à la violence contre la population turque.

Les termes employés et le sens donné à la publication constituent par conséquent un message de nature à inciter à la violence.

L'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3 du code pénal est partant établi.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une

communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1999, Juris-Data n°603168).

Il n'est pas nécessaire que les messages contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination. Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les messages soient de nature à susciter ces sentiments ( cf. Cour de cassation française 12.09.2000 n°98-88.203).

Par le choix de ses mots publiés sous la photo figurant sur le profil Facebook « I Love main Lëtzebuerg », le prévenu exprime un sentiment de haine à l'encontre de la population turque. On peut par conséquent en déduire un sentiment d'aversion à l'encontre de la population turque.

En l'espèce, les termes employés par X sont de nature à ne pas laisser de doute sur son intention dolosive.

L'élément moral étant établi, il y a lieu de retenir X dans les liens des infractions à l'article 457-1 du code pénal.

X est partant **convaincu** par ses aveux et les débats à l'audience, ensemble les éléments du dossier répressif :

**« le 26 juillet 2015, à 01.19 heures à xxx,**

**comme auteur ayant commis l'infraction,**

**en infraction à l'article 457-1 du code pénal,**

**d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois des écrits de nature à inciter à la haine et à la violence à l'égard d'une communauté, en se fondant sur l'appartenance à une nation,**

**en l'espèce, avoir publié sur la page du groupe virtuel facebook « I Love main Lëtzebuerg », à la suite d'une photographie montrant un cadavre brûlé, publiée le 25 juillet 2015, à 21.08 heures, sur la même page, avec la légende : Deutsche Frau von türkischem Liebhaber bestialisch ermordet. Medien-Echo gleich null. », le commentaire suivant : « einfach mal di dreks schweine mit benzin abfüllen und eine lunte rein mehr sind sie nicht wert. »**

#### **La peine**

L'article 457-1 du code pénal prévoit une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 euros à 25.000 euros ou l'une de ces peines seulement.

Au vu d'un commentaire unique à propos d'une photo publiée par un tiers et accessible pendant un temps limité, le tribunal estime que les faits sont adéquatement sanctionnés par une amende de **1.500 €**.

**PAR CES MOTIFS:**

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, seizième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant **contradictoirement**, X et son mandataire entendus en leurs explications et moyens de défense, et le représentant du ministère public entendu en son réquisitoire,

**c o n d a m n e** X du chef de l'infraction retenue à sa charge à une peine d'amende de **mille cinq cent (1.500) €**, ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, liquidés à 9,27 € ;

**f i x e** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à trente (30) jours.

Par application des articles 14, 16, 66, 454 et 457-1 du code pénal et des articles 155, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 194, 195 et 196 du code d'instruction criminelle, dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Françoise ROSEN, vice-président, Sandra ALVES et Jackie MAROLDT, juges, et prononcé par le vice-président en audience publique au tribunal d'arrondissement à Luxembourg, en présence d'Anne LAMBÉ, attachée de justice, et d'Andy GUDEN, greffier, qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent jugement.





**Arrêt N° 126/11 X**  
**du 9 mars 2011**  
*not 5978/10/CD*

La Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu en son audience publique du neuf mars deux mille onze l'arrêt qui suit dans la cause

e n t r e :

le ministère public, exerçant l'action publique pour la répression des crimes et délits, **appelant**

e t :

**X,**

prévenue et défenderesse au civil, **appelante**

e n p r é s e n c e d e :

**Le .....**, établi à L-Luxembourg, .....,  
demandeur au civil, **intimé**

---

**FAITS :**

Les faits et rétroactes de l'affaire résultent à suffisance de droit :

**I.**

**d'un jugement rendu par défaut à l'égard de la prévenue X par une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg le 26 mars 2010 sous le numéro 1271/2010, dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit :**

*Vu la citation à prévenue du 10 mars 2010 (not. 5978/10/CD) régulièrement notifiée;*  
*Vu l'absence de la prévenue X;*

Vu la demande de Monsieur le Procureur d'Etat à voir fixer l'affaire pour débats par jugement ;

Le tribunal constate qu'au vu du caractère particulier des infractions mises à charge de la prévenue, il est approprié de refixer l'affaire à une audience ultérieure pour qu'elle puisse prendre position.

Il y a lieu de faire droit à la demande.

#### **PAR CES MOTIFS :**

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **septième chambre**, siégeant en **matière correctionnelle**, statuant **par défaut**, le Procureur d'Etat entendu en ses réquisitions ;

**reçoit** la demande de Monsieur le Procureur d'Etat à voir fixer l'affaire pour débats par jugement ;

la **dit** fondée ;

**fixe** l'affaire pour débats à l'audience publique du

**lundi, 17 mai 2010, à 15.00 heures salle 107, Bâtiment TL, 1<sup>er</sup> étage, Cité judiciaire, Plateau du St-Esprit,**

**réserve** les frais.

Par application des articles 179, 182, 184 et 186 du code d'instruction criminelle.

Ainsi fait et jugé par Alexandra HUBERTY, vice-président, Paul VOUEL, premier juge, et Patrice HOFFMANN, juge, et prononcé, en présence de Robert BIEVER, Procureur d'Etat, en l'audience publique extraordinaire dudit tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par le vice-président, assistée du greffier Marion FUSENIG, qui, à l'exception du Procureur d'Etat, ont signé le présent jugement.

#### **II.**

**d'un jugement rendu contradictoirement par une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg le 17 juin 2010 sous le numéro 2218/2010, dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit :**

Revu le jugement du tribunal correctionnel du 26 mars 2010 ;

Vu la partie civile déposée à l'audience du 17 mai 2010 par ..... de Luxembourg à l'encontre de la prévenue ;

Il y a lieu de lui en donner acte.

#### **AU PENAL :**

Par courrier adressé le 25 février 2010 au Procureur d'Etat le ..... de Luxembourg a formé plainte à l'encontre de X en raison de propos qualifiés d'antisémites publiés dans l'édition du Tageblatt du 7 janvier 2010 et diffusés par RTL Radio le 14 décembre 2009, ainsi que dans une nouvelle prise de position publiée dans le Tageblatt du 20 janvier 2010.

Dans sa plainte, le ..... estime que les faits répétés de X recouvrent la qualification juridique d'incitation à la haine raciale ou religieuse à l'égard des Juifs en général sanctionnée par l'article 457-1 du code pénal, sinon de diffamation ou d'injure.

Dans la citation à prévenu du 10 mars 2010, le Ministère Public reproche à X les infractions d'incitation à la haine raciale à l'égard du ..... de Luxembourg, sinon de la communauté ..... et ou des membres de celle-ci, sinon d'avoir injurié le ....., la communauté ..... et ou ses membres par les propos tenus, respectivement écrits.

La défense de X soulève in limine litis la nullité de la citation pour libellé obscur.

En effet, la citation ne serait ni exhaustive, ni précise quant aux faits, ne préciserait pas si les faits indiqués sous « entre autre » valent pour les deux préventions, ne citerait pas les textes de loi applicables aux faits, n'analyserait nullement la volonté de l'auteur des propos, dénaturerait les faits, serait muette sur l'élément moral, n'expliquerait nullement en quoi les propos tenus inciteraient à la haine raciale et ne départagerait pas les interventions orales et manuscrites quant à la prévention subsidiaire d'injure.

Il y a lieu de lui en donner acte.

Lors de son audition par le tribunal, X déclare expressément renoncer au moyen de nullité soulevé par son mandataire en invoquant qu'elle ne souhaite en tout état de cause un jugement quant au fond.

Comme le code d'instruction criminelle ne règle pas expressément le régime des nullités, il appartient au tribunal pour apprécier le sort à réserver au moyen de nullité invoqué par la défense de X et auquel celle-ci a renoncé, de se référer au nouveau code de procédure civile.

L'article 264 du nouveau code de procédure civile impose deux conditions à la recevabilité d'une demande en nullité d'un exploit, à savoir le fait de soulever le moyen in limine litis et la nécessité de justifier que l'inobservation de la formalité, même substantielle, aura pour effet de porter atteinte aux intérêts de celui qui invoque la nullité.

A défaut d'observation de la formalité relative à l'invocation du moyen in limine litis, respectivement de rapporter la preuve d'une atteinte aux intérêts de celui qui invoque la nullité, le moyen de nullité est couvert.

Le moyen de nullité pour libellé obscur ne constitue partant pas un moyen d'ordre public, mais un moyen qui dépend strictement de l'initiative de la partie qui l'invoque et de la possible spoliation des intérêts de celle-ci.

Il en résulte que le demandeur en nullité est maître de son droit et peut librement y renoncer, sans que le tribunal ne reste tenu d'analyser le moyen antérieurement invoqué.

En l'espèce, X a renoncé expressément lors des débats à l'audience au moyen de nullité pour libellé obscur soulevé in limine litis par son mandataire.

Il y a partant lieu de lui en donner acte.

#### Les Faits :

En date du 14 décembre 2009, la station de radio RTL diffusa sur ses ondes vers 08.50 heures une « Carte Blanche » de X relative à ses réflexions sur les agissements de l'Etat d'Israël à l'encontre des Palestiniens.

Lors de cette carte blanche, X a en particulier tenu les propos suivants, partiellement repris dans la citation du Ministère Public à savoir :

*« Spéitstens elo misst et jidderengem kloer sinn, datt d'israelesch Sionniste vun Ufank u wëlles haten, d'Palästinenser komplett aus Palestina ze verdreiwen oder, wann néideg, auszerotten, fir da ganz Palästina fir sech ze huelen.*

*60 Joer laang huet d'Welt nogekuckt, ageschüchtert duerch d'immens international Muecht vun de jüddesche Lobbyen a paralyséiert duerch d'Matleed- a Scholdgefiller vis-à-vis vun deene Milliounen Judden, déi vun den Nazien ëmbruecht goufen. Mee d'Weltopinioun ass am Gaang ze changéieren. D'israelesch Aschüchterungspolitik duerch d'Shoa verléiert hiren Impakt.....*

*An d'Leit dobaussen froe sech, op et wierklech duergeet, d'Kanner vun den Nazi-Affer ze sinn, fir onbehellegt Verbrieche géint d'Mënschheet begoen ze kennen. A sou ass et och net verwonnerlech datt hei bei ons vill Leit sech froen, wéi ons jiddesch Matbirger zu all deem stinn.*

*D'Jude gehéieren bei ons zur wuelsituéierter Bourgeoisie a sinn als Nokomme vun de Shoa-Affer respektéiert Bierger.*

*Och nach elo ? Net esou secher.*

*Doduerch, datt se sech net vun der sionistesche-israelescher Politik distanzéieren a souguer verschiddener vun hinnen aktiv mat Israel kollaboréieren, musse se sech gefallen loossen, als Komplize vun den israelleschen Verbrechen betruecht ze ginn an de Respekt deen se bis elo genoss hunn, grëndlech anzubeissen.*

*Wir et do net wierklech héchstens Zait, datt souwuel onsen israelitesche Consistoire wéi och d'Lëtzebuerger Judden individuell, an zomol Perséinlechkeeten –wéi zum Beispill déi Häre ..... an nach vill anerer – Israel ëffentlech erklären géifen, datt se seng mënscherechtswidrech Politik désavouéieren. Se géingen esou net nemmen sech mee och dem Juddentum e groussen Déngscht leeschten. Si géingen nämlech domat verhënneren hellefen, datt d'Juddentum an d'kriminell israelsch Politik an een Dëppe geheit ginn, wat onweigerlech den Antisemitismus vun deene provoziert, déi op de geféierlechen Amalgam, « Judd = israellesche Sionist » erafalen.*

*Si géingen och op déi Manéier d'Taktik vun de Sioniste konteren, déi versichen den Antisemitismus ze schiiren, fir als Opfer dovun hir kriminell Aktivitéiten weiderféieren ze kënnen an net agesinn, datt se leschten Enn Affer vun dësem geféierlechen Spill gin.*

*D'Antisionisten sin keng Antisemiten, am Géigendeel. Vill dichteich antisionistesche Judden kämpfen géint d'kriminell israelesch Expansionspolitik. Hinnen sollen eis letzebuerger Judden sech uschléissen wann se Israel hellefen wellen an als respektéiert Bierger vun eisem Land konsidéierte wellen gin"*

Comme RTL retira la carte blanche de X de son site d'archives, celle-ci la fit publier en date du 7 janvier 2010 au Tageblatt dans un article intitulé « Zur Konfrontation der Luxemburger Juden mit der illegalen zionistischen Expansionspolitik Israels » en indiquant

*« Darauf hat Herr ..... in der Nachrichtensendung von RTL extrem heftig reagiert und auf Intervention der jüdischen Lobby hin hat RTL meinen Text mitsamt den eingegangenen Kommentaren aus dem Audio-Archiv gelöscht. Meines Erachtens stellt dies nicht nur einen Beweis des Einflusses der Macht der Zionisten dar, sondern auch einen von RTL-Verantwortlichen ausgeübten Verstoß gegen die Meinungsfreiheit »*

Finalement, dans une ultime lettre ouverte à Ben FAYOT publiée au Tageblatt du 20 janvier 2010, X indiqua

*« Voilà le propos de ma carte blanche : mettre en garde nos juifs luxembourgeois contre ce stratagème savamment créé et orchestré par les sionistes. S'ils veulent échapper et empêcher d'en devenir les victimes, qu'ils clarifient leurs positions....*

*Je me vois encore obligée de vous contredire quand vous affirmez en défense des juifs luxembourgeois qu'ils « sont des citoyens luxembourgeois comme tout un chacun... qu'ils sont des femmes et des hommes comme nous tous »*

*Je ne crois pas que les juifs vous permettent de les amputer si allègrement de leur judéité. Rares sont ceux qui en revendiquent pas leur origine et leur appartenance à la culture juive. Ils se considèrent comme juifs de la diaspora, citoyens du pays dans lequel ils vivent, mais membres de la communauté juive mondiale. Cette double appartenance leur confère un statut spécial, en l'occurrence celui de citoyen luxembourgeois, mais d'origine et de culture juives.*

*Cette solidarité qu'ils revendiquent et qu'on ne saurait leur dénier a cependant comme contrepartie d'engager leur coresponsabilité avec leurs frères israéliens à propos des activités de ceux-ci. Ce n'est donc pas « du simple fait d'être juif » qu'ils sont complices des sionistes israéliens, comme vous voulez me le faire dire, mais du fait de leur solidarité avec Israël, cette solidarité qu'il y a lieu de présumer faute par eux de la contester....*

*C'est leur silence que je critique. Jadis ils n'ont pas élevé leurs voix contre le nazisme qui pourtant les menaçait. .... »*

A cette lettre ouverte, X ajoute en post-scriptum la phrase : « Je tiens à relever le courage du Tageblatt qui a permis de mener ce débat et de garantir ainsi le droit à la libre expression alors que certains autres journaux, d'accord sur ce principe, n'ont pas osé s'y associer de peur du risque de pertes matérielles. »

En date du 25 février 2010, le .....de Luxembourg a formé plainte contre X auprès du Procureur d'Etat.

D'après le ..... la carte blanche de X, ainsi que la version écrite de celle-ci publiée au TAGEBLATT, contiennent des clichés les plus insupportables à l'égard des juifs en utilisant un style digne du national-socialisme allemand, en confondant juifs et sionistes et en faisant les juifs complices pour leur soutien à ces « criminels », en reprenant l'image du complot juif visant à la domination du monde (lobby juif), des arguments de l'antisémitisme économiques de certains milieux d'avant-guerre (le terme bourgeoisie faisant naître l'idée de l'argent des juifs) et celui de la culpabilisation des nations par les juifs en tant que victimes de la Shoah.

Ces faits seraient constitutifs des infractions d'incitation à la haine raciale ou religieuse à l'égard des juifs, de diffamation ou d'injure.

Entendu comme témoin à l'audience, ..... déclara qu'à l'écoute des paroles de X, des émotions fortes furent soulevées auprès de la communauté juive. En tant que personne nommément appelée par X à devoir se positionner contre la politique d'Israël, il se serait senti mis au pilori.

Lui et les autres membres de la communauté israélienne auraient été choqués par l'affirmation que les juifs n'auraient pas « élevé leur voix contre le nazisme qui pourtant les menaçait ». Cette affirmation aurait été conçue par lui comme un affront envers ses aïeules.

De même, il se serait senti choqué par l'affirmation que la communauté juive risquerait de perdre leur respect si elle ne suit pas le chemin lui proposé par X.

La prise de position de celle-ci aurait véhiculé des clichés à l'instar de l'idée de la richesse du juif et de la puissance du lobby juif qui ne correspondraient nullement à la réalité. En effet, il y aurait des juifs pauvres et les juifs n'auraient en tant que communauté nullement la puissance leur alléguée.

En aucun cas, il n'aurait perçu les termes de X comme l'expression d'une volonté d'aider la communauté .....au Luxembourg pour qu'elle ne soit pas associée aux faits d'Israël.

A l'instar d'....., le témoin ..... a également déclaré ne pas avoir conçu les paroles de X comme une aide envers la communauté .....

Lui-même aurait ressenti comme abominable d'être cité personnellement et d'être culpabilisé pour le cas où il ne suivrait pas l'appel à agir lui lancé par la prévenue.

Le témoin ..... quant à lui a relaté que les dires de X agissaient comme un procès en sorcellerie : on accuse un nombre de personnes en leur demandant des comptes, on est contraint de se justifier...

Tout commercerait par des mots, on nommerait des personnes, on les stigmatiserait, ce procédé serait assez dangereux. En fait, les dires de X transmettraient l'idée que les juifs ne sont pas des citoyens comme les autres.

Dans sa déposition, X déclare avoir trouvé nécessaire de réagir au jour anniversaire de la guerre de Gaza. De son avis, face à la détresse de la population de Gaza, elle estimerait que tout un chacun, mais spécialement la communauté juive, devrait réagir.

Comme autour d'elle des gens faisaient l'amalgame entre la politique d'Israël et les juifs, elle aurait estimé qu'il serait approprié d'indiquer aux juifs le chemin à entreprendre pour qu'ils ne soient pas responsabilisés pour la politique d'Israël.

Aussi, elle aurait souhaité provoquer un débat public sur le sujet.

Comme elle saurait qu'.....et les frères ..... ont des contacts importants en Israël, elle les aurait nommé personnellement et voulu les inciter à se faire écouter par ces contacts.

#### En Droit :

##### Quant à la compétence du tribunal correctionnel pour connaître de la procédure diligentée à l'encontre de X :

D'après l'article 479 du code d'instruction criminelle, les délits commis par des magistrats en dehors de leurs fonctions sans poursuivis devant la Cour d'Appel.

Comme l'article 479 du code pénal déroge au droit commun, il doit être interprété restrictivement à savoir comme article instituant un privilège de juridiction pour les magistrats en fonction qui se verraient imputer la commission d'un délit en dehors de leurs fonctions.

La mise à la retraite d'un magistrat fait cesser les fonctions de celui-ci.

Aussi, du fait de la cessation des fonctions d'un magistrat avec sa mise à la retraite, l'article 479 du code pénal n'attribue pas de privilège de juridiction aux magistrats en retraite qui relèvent partant des règles de compétence de droit commun.

En l'espèce, par arrêté grand-ducal du 11 décembre 1995, la mise à la retraite de X fut prononcée au 27 décembre 1995.

Aussi, depuis le 27 décembre 1995, X ne bénéficie plus du privilège de juridiction.

En l'espèce, les faits mis à charge de X ont été commis après le 27 décembre 1995.

Le tribunal correctionnel est partant compétent pour en connaître.

**Quant à la recevabilité de la citation en tant qu'elle porte sur des faits commis par voie de presse:**

D'après l'article 70 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, l'action publique lorsqu'elle résulte d'une infraction commise par la voie d'un média, se prescrit après trois mois à partir de la date de la première mise à la disposition du public.

En l'espèce, la carte blanche de X fut diffusée sur les ondes de RTL le 14 décembre 2009 et ses écrits litigieux furent publiés au TAGEBLATT le 7 janvier 2010, respectivement le 20 janvier 2010.

La citation à prévenue du 10 mars 2010 fut notifiée à X le 11 mars 2010, soit avant l'expiration du délai de prescription de trois mois.

Les faits ne furent partant pas prescrits au jour de la citation, si bien que celle-ci est à déclarer recevable sur ce point.

**Quant à la recevabilité de la citation en tant qu'elle a trait à la qualification subsidiaire de l'infraction mise à charge de la prévenue :**

A titre subsidiaire, le Ministère Public met à charge de X l'infraction d'injures envers ....., la communauté ..... et ou ses membres par les propos tenus, respectivement écrits.

L'infraction d'injure-délit, prévue par l'article 448 du code pénal, figure au chapitre V du Livre II du code pénal trait aux atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes.

D'après l'article 450, les délits prévus au dit chapitre, à l'exception de la dénonciation calomnieuse et des infractions à l'article 444(2), ne pourront être poursuivis s'ils sont commis envers des particuliers que sur la plainte de personne qui se prétendra offensée.

En l'espèce, la citation du Ministère Public a trait à des injures envers le ....., sinon la communauté juive et ou ses membres.

La communauté juive ne dispose pas de la personnalité juridique.

La prescription de l'article 450 du code pénal trait à l'irrecevabilité de la citation si elle n'est pas précédée d'une plainte de la victime ne peut partant s'appliquer en cas d'injure envers la communauté juive.

..... a formé plainte du fait qu'il se sentait injurié par les propos de X par courrier adressé le 25 février 2010 au Procureur d'Etat.

La citation du Ministère Public est partant recevable en tant qu'elle a trait à l'infraction d'injures envers le .....

Comme aucun membre de la communauté juive au Luxembourg n'a personnellement formé plainte contre X ; la citation est cependant irrecevable en tant qu'elle a trait à l'infraction d'injure envers des membres de la communauté juive.

**Quant à l'infraction d'incitation à la haine envers la communauté juive :**

En ordre principal, le Ministère Public met à charge de X l'infraction d'incitation à la haine envers la communauté juive au Luxembourg.

X soutient que les propos par elle tenus n'auraient nullement été destinés à inciter quiconque à haïr la communauté juive, mais n'auraient été que l'expression de son opinion et auraient tendu à une mise en garde bien intentionnée des personnes résidant au Luxembourg et de confession juïaïque.

Elle fait de même soulever que le sentiment véhiculé par ses propos ne saurait être qualifié de haine et qu'en aucun cas il pourrait lui être mis à charge la volonté de provoquer une telle haine.

L'article 457-1 du code pénal sanctionne le fait d'inciter publiquement, dans des discours ou des écrits à la haine à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur un des éléments visés à l'article 454 du code pénal.

Cet article, qui reprend partiellement le texte d'un article en vigueur antérieurement, reproduit la formulation de l'article 23 de la loi française modifiée du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, identité de formulation expressément voulu par les auteurs de la loi (travaux parlementaires n° 4071, session ordinaire 1994-1995, commentaire des articles, p.11)

Hormis cette référence à la loi française, les rédacteurs des travaux parlementaires ne portent aucune attention spécifique à l'infraction pénale en question, les réflexions d'ordre général par eux tenues concernant essentiellement l'esprit de la loi et la sanction des comportements discriminatoires par l'article 455 nouveau.

S'il est incontestable qu'en sanctionnant la tenue publique de paroles incitant à la haine ou à la violence, l'article 457-1 du code pénal entrave partiellement la liberté d'expression de l'auteur des paroles, cette entrave, qui ne constitue qu'une responsabilisation de l'auteur de ces paroles et la volonté de garantir la liberté à la différence et l'existence sereine dans la différence, n'est cependant nullement injustifiée, ni disproportionnée.

Pareille entrave dans la législation belge a connu l'aval de la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans un arrêt du 16 juillet 2009 (Féret c/ Belgique), dans la motivation duquel la Cour fait état de ce qu'au vu des « atteintes aux personnes commises en injuriant, en ridiculisant ou en diffamant certaines parties de la population » il est justifié « que les autorités privilégient la lutte contre les discours racistes face à une liberté d'expression irresponsable et portant atteinte à la dignité ... de ces parties, ou de ces groupes de la population »

Les éléments constitutifs de l'infraction d'incitation à la haine ou à la violence contre une personne, un groupe ou une communauté sont le fait de tenir des propos susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence, que le fait de tenir ceux-ci publiquement, soit directement dans des lieux ou des réunions publiques, soit au moyen d'un support de l'écrit ou de la parole distribué ou d'un autre moyen de communication audiovisuelle, ainsi que la différence entre la personne et le groupe visé et d'autres groupes de la population.

Si à l'instar de tout délit, l'infraction d'incitation à la haine requière un élément moral, elle est cependant exclusive de bonne foi.

En effet, l'élément moral de l'infraction n'est pas établi par l'éventuelle mauvaise foi de l'auteur des propos incitant à la haine ou à la violence, mais par le fait de tenir des propos ayant cet effet, alors que cet effet aurait dû être entrevu par l'auteur.

Si l'entendement amoindri d'un auteur éventuel, n'entrave pas l'établissement éventuel de cet élément moral dans son chef, cet entendement a cependant une incidence sur la gravité de l'infraction commise.

A contrario, à l'instar d'une éventuelle mauvaise foi, les capacités intellectuelles et des connaissances avérées dans la matière ayant donné lieu aux propos tenus, ont une corrélation directe sur la gravité de l'infraction commise.

S'il est suffisant, pour que l'infraction soit établie dans le chef d'un prévenu, à défaut d'incitation à la commission d'actes de violences, que les propos sont susceptibles d'entraîner un sentiment de haine à l'encontre du groupe de personnes visé, il faut cependant que le sentiment ainsi véhiculé chez l'auditoire ou du moins une partie de celui-ci soit bien un sentiment de haine, à savoir un sentiment violent qui pousse à vouloir du mal ou une aversion profonde.

La notion de haine a trait à un sentiment subjectif fort, non rationnel, incontrôlable pour celui qui le ressent et constitutif d'un résidu innommable et immuable d'aversion à l'encontre du groupe de personnes concerné.

Pour analyser si un tel sentiment peut être conçu dans l'esprit d'au moins une partie de l'auditoire, il y a lieu de tenir compte des spécificités du moyen véhiculaire utilisé pour propager ses paroles.

En effet, un texte écrit, certes plus incisif que des paroles, constitue un ensemble d'un seul tenant, qui est lu en tant que tel et dont les phrases sont à considérer comme partie d'un ensemble.

La parole propagée n'est cependant pas nécessairement captée en entier, mais peut être captée par bribes par un auditeur inattentif sur l'ensemble de la pensée.

Aussi, pour analyser une éventuelle propagation d'un sentiment de haine par une expression écrite, l'analyse peut et doit se faire par une prise en considération du texte dans son ensemble, alors que pour celle par une expression orale, l'analyse doit se faire par prise en considération des bribes de parole tenues.

En l'espèce, le tribunal constate que, pour ce qui est de la rédaction écrite de la carte blanche de X dans l'édition du TAGEBLATT du 7 janvier 2010, les propos par elle tenus sont, en tout état de cause, dilués par le contexte général dans lequel il sont tenus et le souhait expressément prononcé de mise en garde de la communauté juive de risques par elle courus.

Aussi, indépendamment des propos particuliers, ceux-ci, de par leur insertion dans un écrit entendu comme un élément complet, ne provoquent nullement une aversion à l'encontre de la communauté ....., le ..... ou un membre particulier de la communauté.

L'infraction mise à charge de X n'est partant nullement établie pour ce que celle-ci concerne la transcription de la carte blanche du 14 décembre 2009 dans son article dans l'édition du TAGEBLATT du 7 janvier 2010.

Pour ce qui est de la carte blanche du 14 décembre 2009, le tribunal doit relever qu'une écoute phrase par phrase et bride de phrase par bride de phrase de celle-ci peut incontestablement faire naître dans l'esprit de l'auditeur un sentiment négatif tant à l'encontre de la communauté israélite au Luxembourg, qu'à l'encontre du Consistoire, qu'à l'encontre des personnes nommément désignées dans la carte blanche.

Si un auditeur avisé et connaisseur de l'histoire d'Israël, de la problématique à laquelle cet Etat est confronté depuis sa création, respectivement de la problématique du sort de la population arabe dans la partie du monde communément appelée Palestine, ne fait aucun cas des paroles tenues, il n'en demeure pas moins que les auditeurs de la Carte blanche n'ont pas nécessairement ces capacités d'entendement et de réflexion.

Il appartient cependant au tribunal d'analyser si par les propos tenus par X, repris au corps de la citation du Ministère Public, analysés bride par bride, un auditeur non avisé est susceptible d'être incité à une aversion profonde envers le Consistoire israélite, a communauté juive au Luxembourg, et ou certains de ses membres.

Force est de constater que si l'utilisation de termes à l'instar « aktiv mat Israel kollaboréieren » « Kompliz vun den israelesch Verbrieder » et « Respektz, deen se bis elo genoss hun, grëndlech anzebéiszen » font certes naître un sentiment négatif à l'encontre de la communauté juive au Luxembourg et ou ses membres pris isolément, ce sentiment n'est cependant nullement constitutif d'une aversion profonde.

En effet, si les termes utilisés véhiculent certes un sentiment négatif, ce sentiment ne remplit cependant pas la force de residuum innommable et immuable d'aversion et ne peut partant être qualifié de haineux.

L'infraction mise à charge de X n'est partant également pas établie pour ce que celle-ci concerne la carte blanche du 14 décembre 2009 dans son article dans l'édition du TAGEBLATT du 7 janvier 2010.

De même, pour ce qui est de l'introduction de X à son article du 7 janvier 2010, l'utilisation des termes « Intervention des jüdischen Lobby » et « Einfluss der Macht der Zionisten », qui ne sont nullement relatifs par le contexte dans lequel ils sont écrits, véhiculent le même sentiment négatif sans que ce sentiment ne remplit la force du sentiment haineux.

L'infraction mise à charge de X n'est partant pas non plus établie pour ce que celle-ci concerne l'introduction à la transcription de la carte blanche du 14 décembre 2009 dans l'édition du TAGEBLATT du 7 janvier 2010.

Pour ce qui est des propos dans l'article de X dans l'article au TAGEBLATT du 20 janvier 2010, l'article même dans son contexte global et notamment les phrases « complices des sionistes israéliens » et « Jadis, ils n'ont pas élevé leur voix contre le nazisme » véhiculent de même un sentiment négatif.

Comme ce sentiment ne remplit, dans son degré d'aversion, cependant pas la profondeur requise pour être haineux, l'infraction d'incitation à la haine à l'encontre de la communauté juive n'est pas non plus établie à charge de X pour les propos par elle tenus dans le cadre de cet article.

De même, le post-scriptum ne véhicule aucun sentiment haineux à l'encontre du ..... de la communauté juive et ou ses membres.

Il y a dès lors lieu d'**acquitter X** de l'infraction :

#### Principalement

*D'avoir incité à la haine raciale à l'égard du ..... de Luxembourg, sinon de la communauté juive et ou des membres de celle-ci, à raison de leur origine, les opinions philosophiques ou politiques, de leur appartenance, vraie ou supposée, à une race ou religion*

*Pour avoir déclaré entre autres,*

*Le 14 décembre 2009, vers 08.50 heures, sans préjudice quant à l'heure exacte, dans le cadre de l'émission « Carte blanche » sur les ondes de la radio RTL, programme en langue luxembourgeoise :*

*« Spéitstens elo misst et jidderengem kloer sinn, datt d'israelesch Sionniste vun Ufank u wëlles haten, d'Palästinenser komplett aus Palestina ze verdreiwien oder, wann néideg, auszerotten, fir da ganz Palästina fir sech ze huelen.*

*60 Joer laang huet d'Welt nogekuckt, ageschüchtert duerch d'immens international Muecht vun de jüddesche Lobbyen a paralyséiert duerch d'Matleed- a Scholdgefiller vis-à-vis vun deene Milliounen Judden, déi vun den Nazien ëmbruecht*



*goufen. Mee d'Weltopinioun ass am Gaang ze changéieren. D'israelesch Aschüchterungspolitik duerch d'Shoa verléiert hiren Impakt....*

*An d'Leit dobaussen froe sech, op et wierklech duergeet, d'Kanner vun den Nazi-Affer ze sinn, fir onbekhellegt Verbrieche géint d'Mënschheet begoen ze kennen...*

*D'Jude gehéieren bei ons zur wuelsituierter Bourgeoisie a sinn als Nokomme vun de Shoa-Affer respektéiert Bierger.*

*Och nach elo ? Net esou secher.*

*Doduerch, datt se sech net vun der sionistesche-israelescher Politik distanzéieren a souguer verschiddener vun hinnen aktiv mat Israel kollaboréieren, musse se sech gefallen loosse, als Komplize vun den israeleschen Verbrieche betruecht ze ginn an de Respekt deen se bis elo genoss hunn, grëndlech anzëbëssen.*

*Wir et do net wierklech héchstens Zait, datt souwuel onsen israelitesche Consistoire wéi och d'Lëtzeburger Judden individuell, an zomol Perséinlechkeeten –wéi zum Beispill déi Härren ....., ....., ....., an nach vill anerer – Israel ëffentlech erkläre gëifen, datt se seng mënscherechtswidrech Politik désavouéieren ».*

*Pour avoir fait publier les mêmes passages incriminés ci-avant dans un article publié au quotidien « Tageblatt » du 7 janvier 2010 en y ajoutant en guise d'introduction :*

*« Darauf hat Herr .....in der Nachrichtensendung von RTL extrem heftig reagiert und auf Intervention der jüdischen Lobby hin hat RTL meinen Text mitsamt den eingegangenen Kommentaren aus dem Audio-Archiv gelöscht. Meines Erachtens stellt dies nicht nur einen Beweis des Einflusses der Macht der Zionisten dar, sondern auch einen von RTL-Verantwortlichen ausgeübten Verstoß gegen die Meinungsfreiheit »*

*Pour avoir fait publier dans le quotidien « Tageblatt » du 20 janvier 2010 un article contenant notamment les passages suivants :*

*« Voilà le propos de ma carte blanche : mettre en garde nos juifs luxembourgeois contre ce stratagème savamment créé et orchestré par les sionistes. S'ils veulent échapper et empêcher d'en devenir les victimes, qu'ils clarifient leurs positions....*

*Je me vois encore obligée de vous contredire quand vous affirmez en défense des juifs luxembourgeois qu'ils « sont des citoyens luxembourgeois comme tout un chacun... qu'ils sont des femmes et des hommes comme nous tous »*

*Je ne crois pas que les juifs vous permettent de les amputer si allègrement de leur judéité. Rares sont ceux qui en revendiquent pas leur origine et leur appartenance à la culture juive. Ils se considèrent comme juifs de la diaspora, citoyens du pays dans lequel ils vivent, mais membres de la communauté juive mondiale. Cette double appartenance leur confère un statut spécial, en l'occurrence celui de citoyen luxembourgeois, mais d'origine et de culture juives.*

*Cette solidarité qu'ils revendiquent et qu'on ne saurait leur dénier a cependant comme contrepartie d'engager leur coresponsabilité avec leurs frères israéliens à propos des activités de ceux-ci. Ce n'est donc pas « du simple fait d'être juif » qu'ils sont complices des sionistes israéliens, comme vous voulez me le faire dire, mais du fait de leur solidarité avec Israël, cette solidarité qu'il y a lieu de présumer fautive par eux de la contester....*

*C'est leur silence que je critique. Jadis ils n'ont pas élevé leurs voix contre le nazisme qui pourtant les menaçait.... »*

*Pour avoir ajouté au dit article une sorte de post-scriptum où il est avancé par la prévenue :*

*« Je tiens à relever le courage du Tageblatt qui a permis de mener ce débat et de garantir ainsi le droit à la libre expression alors que certains autres journaux, d'accord sur ce principe, n'ont pas osé s'y associer de peur du risque de pertes matérielles. »*

**Quant à l'infraction d'injure envers le Consistoire israélite de Luxembourg mise à titre subsidiaire à charge de la prévenue :**

En ordre subsidiaire, le Ministère Public met à charge de X l'infraction d'injure envers le ..... de Luxembourg ou la communauté juive.

L'article 448 du code pénal sanctionne le fait d'injurier publiquement une personne ou un corps constitué par des faits, écrits, images ou emblèmes.

La notion de publicité est explicitée par l'article 444 du code pénal.

Les éléments matériels constitutifs de l'infraction d'injure sont l'emploi d'une expression outrageante ou d'un terme de mépris, le fait que ce terme ou cette expression vise une personne ou un corps constitué, ainsi que la publicité des propos.

Pour être constitutif de l'infraction d'injure-délit, l'infraction doit cependant être commise au moyen d'un certain support rendu public, fait, écrits, images ou emblèmes. En effet, l'injure par simple paroles n'est pas sanctionnée par l'article 448 du code pénal.

L'infraction requière également un élément moral consistant dans l'intention d'offenser. Pareille intention d'offenser peut résulter soit du contexte dans lequel les termes sont propagés, soit du choix délibéré et conscient des termes utilisés.

Pour analyser l'applicabilité de l'article 448 du code pénal, il appartient en premier lieu au tribunal d'analyser si des termes utilisées par X dans la carte blanche et les articles au TAGEBLATT peuvent être constitutif d'une infraction d'injure.

Les articles parus au TAGEBLATT constituent manifestement des écrits et peuvent partant, si les termes y inclus remplissent le caractère outrageant requis, donner lieu à sanction pénale du chef d'injure-délit.

Pour ce qui est du texte de la Carte blanche émise sur les ondes de RTL, le tribunal constate qu'il résulte clairement de la tonalité employée par la prévenue que celle-ci n'a pas librement parlé, mais que la carte blanche est le résultat de l'enregistrement d'un texte pré-écrit lu par la prévenue.

La lecture de ce texte et la propagation du texte par le biais des ondes radio constitue partant une propagation d'un écrit, non rendu public en tant que texte écrit, mais par la voie d'un média, la radio.

Le texte ainsi lu remplit partant tant la qualification d'« écrit » au sens de l'article 448 du code pénal, que celle de « publicité » exigées par l'article 448 du code pénal.

Les termes utilisés par X tant dans les articles publiés au TAGEBLATT du 7 janvier 2010, que du 20 janvier 2010, que lus dans le cadre du pré-enregistrement de la carte blanche du 14 décembre 2009 peuvent partant tous donner lieu à la qualification d'injure.

Il appartient en second lieu au tribunal d'analyser si les termes utilisés par X constituent l'emploi d'une expression outrageante, d'un terme de mépris ou d'une invective.

En l'espèce, le tribunal considère que les expressions « aktiv mat Israel kollaboréieren » « Kompliz vun den israelesch Verbriecher » utilisés lors de la lecture du texte lors de l'enregistrement de la carte blanche et compris dans l'article au TAGEBLATT du 7 janvier 2010 constituent tant des expressions outrageantes que des termes de mépris et que l'expression « Respekt, deen se bis elo genoss hun, grëndlech anzébeissen » constitue une expression outrageante.

De même, les expressions « Intervention des jüdischen Lobby » et « Einfluss der Macht der Zionisten » utilisées dans l'introduction à l'article du 7 janvier 2010 constituent des expressions outrageantes et véhiculent des termes de mépris.

Il en va de même pour les expressions « complices des sionistes israéliens » et « Jadis ils n'ont pas élevé leurs voix contre le nazisme qui pourtant les menaçait.... » dans l'article au TAGEBLATT du 20 janvier 2010.

Le tribunal estime cependant que les autres expressions ou termes utilisés par X et repris dans la citation ne remplissent pas le caractère outrageant requis pour être constitutif de l'infraction d'injure.

Il est incontestable que les propos de X visaient la communauté juive au Luxembourg.

Pour que l'infraction d'injure de la communauté juive puisse cependant être établie à charge de la prévenue, la communauté juive, qui ne dispose pas de la personnalité juridique, doit former un corps constitué.

On entend par corps constitué, toute « réunion de fonctionnaires ou de personnes accomplissant un mandat ou un service public, dont les réunions sont reconnues par la loi ».

Pareille qualification ne peut en aucun cas être donnée à la communauté juive, qui ne peut partant être victime de l'infraction d'injure-délit mise à charge de X.

Pour ce qui est de la commission éventuelle de l'infraction à l'encontre du ....., il appartient au tribunal d'analyser si les propos outrageants de X visaient celui-ci.

A cet égard, il y a lieu de relever que le ....., qui a la personnalité juridique, a non seulement la mission d'organiser le culte israélite au Luxembourg, mais également la haute surveillance des intérêts dudit culte.

Veiller au respect de la communauté juive au Luxembourg constitue un pareil intérêt du culte et relève partant de la mission du ..... qui, de par l'effet de sa personnalité juridique, est directement concerné par les attaques dirigées contre la communauté .....qu'il représente.

Comme les expressions outrageantes relevées antérieurement concernaient la communauté juive au Luxembourg, ces expressions visaient partant également le .....

C'est partant à juste titre que ..... se considère et est considéré, comme victime de expressions outrageantes propagées.

L'ensemble des éléments matériels constitutifs de l'infraction d'injure est partant établi dans le chef de la prévenue.

Pour ce qui a trait à l'élément moral de l'infraction, le tribunal constate que s'il n'est pas établi à suffisance de droit que X avait l'intention de nuire au ..... les termes et expressions utilisés font cependant naître dans l'esprit du lecteur ou de l'auditeur radio un sentiment négatif à l'encontre de la ..... au Luxembourg et partant également à l'encontre du .....

De par ses connaissances et ses compétences, X était apte à connaître l'impact des termes choisis et la rédaction du texte écrit lu en tant que Carte Blanche et les écrits ultérieurs se basaient sur un acte réfléchi et délibéré.

L'utilisation, dans ce contexte, des expressions outrageantes par la prévenue fut partant un choix réfléchi de sa part et est partant à qualifier d'intentionnel.

L'élément moral de l'infraction d'injure envers le ..... est partant également établi dans le chef de la prévenue.

X est partant **convaincue** par les éléments du dossier répressif, les dépositions des témoins et de l'expert, ainsi que ses déclarations de l'infraction :

#### Subsidiairement

*D'avoir injurié le ..... par des écrits imprimés et par un écrit communiqué au public par la voie d'un média*

*Pour avoir utilisé les expressions,*

*Le 14 décembre 2009, vers 08.50 heures, sans préjudice quant à l'heure exacte, dans le cadre de l'émission « Carte blanche » sur les ondes de la radio RTL, programme en langue luxembourgeoise :*

*« aktiv mat Israel kollaboréieren » « Kompliz vun den israelesch Verbriecher » et « Respektz, deen se bis elo genoss hun, grëndlech anzebéissen*

*Pour avoir fait publier les mêmes passages incriminés ci-avant dans un article publié au quotidien « Tageblatt » du 7 janvier 2010 en y ajoutant en guise d'introduction les expressions :*

*« Intervention der jüdischen Lobby » et « Beweis des Einflusses der Macht der Zionisten »*

*Pour avoir fait publier dans le quotidien « Tageblatt » du 20 janvier 2010 un article contenant notamment les passages suivant :*

*« complices des sionistes israéliens » et « Jadis ils n'ont pas élevé leurs voix contre le nazisme qui pourtant les menaçait..... »*

Les différentes injures proférées par X reflètent, par leur contexte, d'une intention unique et sont partant en concours idéal si bien qu'il y a lieu de leur appliquer l'article 65 du code pénal.

L'article 448 du code pénal sanctionne l'injure-délit d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 251 à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Le ministère public a estimé que l'infraction commise est sanctionnée de façon adéquate par une amende de 1.000.- EUR.

Le tribunal considère que si l'infraction commise a certes une certaine gravité et si les déclarations de la prévenue à l'audience ont établi que celle-ci s'obnubile celle-ci, la peine requise par le ministère public est cependant adéquate en raison de son effet de principe.

Il y a partant lieu de condamner X à l'amende de 1.000.- EUR requise par le Ministère Public.

X sollicite du tribunal d'assortir la condamnation prononcée à son encontre d'un sursis.

L'article 626 du code d'instruction criminelle permet d'assortir une condamnation du sursis à exécution si le délinquant n'a pas fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ou une peine plus grave.

En l'espèce, X n'a pas d'antécédents judiciaires, si bien qu'elle peut bénéficier de la faveur d'un sursis.

Les déclarations de la prévenue à l'audience établissent que celle-ci n'a nullement entrepris un travail d'introspection.

Le tribunal constate cependant que ce manque d'introspection peut se justifier par le courant dans lequel la prévenue se trouvait, sa croyance d'avoir bien agi et son combat pour la liberté d'expression, qui l'ont empêché d'avoir le recul nécessaire par rapport au texte diffusé pour procéder à cette introspection.

Aussi, le tribunal estime que X n'est pas indigne de la faveur par elle sollicitée.

Il y a partant lieu d'assortir la condamnation à prononcer à son encontre du sursis à exécution.

#### AU CIVIL :

A l'audience du 17 mai 2010, le .....de Luxembourg s'est constitué partie civile à l'encontre de la prévenue et a réclamé réparation du dommage moral par lui subi suite à l'infraction commise par la prévenue, dommage qu'il évalue au montant de 1.- EUR.

X soulève l'irrecevabilité de la partie civile au motif que d'après l'article 4 de la convention entre le Gouvernement luxembourgeois et les communautés ..... et faisant partie intégrante de la loi du 10 juillet 1998, le .....ne pourra ester en justice qu'après avoir été autorisé par un vote de son assemblée pris aux deux tiers des voix.

Au vu de la décision à intervenir au pénal, le tribunal correctionnel est compétent pour connaître de la demande civile.

Le tribunal constate qu'il résulte du procès-verbal de la délibération de l'assemblée du Consistoire du 11 février 2010 que le ..... y a décidé de confier à Me STEIN le mandat de défendre ses intérêts, de lui demander de déposer plainte et de se constituer partie civile.

Cette décision fut prise à l'unanimité et remplit partant le quorum requis des deux tiers des voix.

Si l'extrait de la délibération fait état des termes « afin de se constituer éventuellement partie civile ultérieurement », l'éventuel quant à cette partie civile ne porte cependant pas sur la volonté de l'unanimité de l'assemblée de ce faire, mais sur l'éventualité de l'opportunité de ce faire. le Ministère public ne devant pas nécessairement poursuivre l'infraction après le dépôt de la plainte.

Le Consistoire israélite a partant établi par la production de la délibération de son assemblée du 11 février 2010 que l'assemblée a, avec le quorum requis, donné son autorisation à la partie civile formée à l'audience.

Cette partie civile a d'ailleurs, pour le surplus, également été présentée selon les forme et délai prévus par la loi. Elle est partant à déclarer recevable.

Le tribunal estime que du fait des injures à l'encontre du ..... propagées par X, le ..... a certes subi un dommage moral.

Le montant de 1.- EUR réclamé à titre de réparation de ce dommage moral est adéquat.

Il y a partant lieu de faire droit à la demande civile du ..... jusqu'à concurrence du montant réclamé.

#### **PAR CES MOTIFS :**

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **septième chambre**, siégeant en **matière correctionnelle**, statuant contradictoirement, la prévenue et son mandataire entendus en leurs explications et moyens de défense, le mandataire de la partie civile entendu en ses déclarations et le représentant du ministère public entendu en son réquisitoire,

#### AU PENAL :

**donne acte** à la défense de X du moyen de nullité pour libellé obscur soulevé in limine litis;

**donne acte** à X qu'elle renonce à ce moyen;

**se déclare compétent** pour connaître des infractions reprochés à l'encontre de X ;

**constate** que le délai de prescription d'une infraction commise par voie de presse n'était pas écoulé au jour de la citation ;

**dit** la citation irrecevable en tant qu'elle porte sur l'infraction d'injure commise à l'encontre des membres de la communauté juive ;

**acquitte X** de l'infraction d'incitation à la haine mise à sa charge ;

**constate** que la communauté juive n'est ni une personne juridique, ni un corps constitué ;

**constate** partant que le code pénal ne sanctionne pas les injures envers la communauté juive ;

**condamne** la prévenue X du chef des infractions d'injures à l'encontre du Consistoire israélite retenues à sa charge à une amende de 1.000.- (mille) EUR, ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, ces frais liquidés à 0,52 EUR;

**dit** qu'il sera sursis à l'intégralité de cette amende ;

**avertit** la prévenue X qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, elle aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la peine prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 al. 2 du Code pénal.

#### **AU CIVIL :**

**donne acte** au Consistoire Israélite de Luxembourg de sa constitution de partie civile ;

**se déclare compétent** pour en connaître ;

**reçoit** la demande en la forme ;

**la dit recevable** jusqu'à concurrence du montant de 1.- (un) EUR réclamé ;

partant **condamne X** à payer au .....la somme de 1.- (un) EUR avec les intérêts légaux du 14 décembre 2009 jusqu'à solde.

Le tout en application des articles 14, 16, 28, 29, 30, 65, 66, 444, 448 et 450 du code pénal, article 70 du 8 août 2004 ainsi que des articles 2, 3, 179, 182, 184, 186, 189, 190, 190-1, 191, 194, 195, 626, 628 et 628-1 du code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Alexandra HUBERTY, vice-président, Paul VOUEL, premier juge, et Patrice HOFFMANN, juge, et prononcé en présence de Gilles HERRMANN, substitut principal du Procureur d'Etat en l'audience publique dudit tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Madame le vice-président, assistée du greffier Pascale PIERRARD, qui, à l'exception de la représentante du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

De ce dernier jugement appel au pénal et au civil fut relevé au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg en date du 13 juillet 2010 par Maître Benoît ENTRINGER, en remplacement de Maître Fernand ENTRINGER, avocats à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg, pour et au nom de la prévenue et défenderesse au civil X.

Le même jour appel fut relevé au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg par le Procureur d'Etat.

En vertu de ces appels et par citation du 22 septembre 2010, les parties furent requises de comparaître à l'audience publique du 29 novembre 2010 devant la Cour d'appel de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, pour y entendre statuer sur le mérite des appels interjetés.

Par lettre du 20 octobre 2010 l'affaire fut décommandée.

Par nouvelle citation du 30 novembre 2010 les parties furent requises de comparaître à l'audience publique du 31 janvier 2011 devant la Cour d'appel de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, pour y entendre statuer sur le mérite des appels interjetés.

A cette audience X fut entendue en ses déclarations personnelles.

Maître Sébastien COURTOY, avocat au barreau de Bruxelles, demeurant à Bruxelles, développa plus amplement les moyens d'appel et de défense de la prévenue et défenderesse au civil X.

Maître Gaston STEIN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, comparant pour le demandeur au civil, le Consistoire Israélite de Luxembourg, fut entendu en ses conclusions.

Monsieur le procureur général d'Etat Robert BIEVER, assumant les fonctions de ministère public, fut entendu en son réquisitoire.

## LA COUR

prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique du 9 mars 2011, à laquelle le prononcé avait été fixé, l'arrêt qui suit:

Par déclaration du 13 juillet 2010 au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, X a régulièrement fait relever appel au pénal et au civil d'un jugement correctionnel rendu le 17 juin 2010, dont la motivation et le dispositif sont reproduits aux qualités du présent arrêt.

Par déclaration du même jour, le procureur d'Etat, à son tour, a régulièrement relevé appel du même jugement.

### Les faits et rétroactes

La station de radiodiffusion RTL a diffusé, en date du 14 décembre 2009, dans le cadre de son émission périodique intitulée « Carte blanche », des réflexions de la prévenue X, dont les passages pertinents pour le présent litige se lisent comme suit :

*« Spéitstens elo misst et jidderengem kloer sinn, datt d'israelesch Sionisten vun Ufank un welles haten, d'Palestinenser komplett aus Palestina ze verdriewen oder, wann néideg, auszerotten, fir da ganz Palestina fir sech ze huelen.*

60 Joer laang huet d'Welt nogekuckt, ageschüchtert duerch d'immens international Muecht vun de jüddesche Lobbyen a paralyséiert duerch d'Matleed- a Scholdgefiller vis-à-vis vun deene Milliounen Judden, déi vun den Nazien ëmbruecht goufen.

Mee d'Weltopinioun ass am Gaang ze changéieren. D'israelesch Aschüchterungspolitik duerch d'Shoa verléiert hiren Impakt

.....

An d'Leit dobaussen froe sech, op et wierklech duergeet, d'Kanner vun den Nazi-Affer ze sinn, fir onbehellegt Verbräiche géint d'Mënschheet begoen ze kennen. A sou ass et och net verwonnerlech datt hei bei ons vill Leit sech froen, wéi ons jüddesch Matbierger zu all deem stinn.

D'Jude gehéieren bei ons zur wuelsituéierter Bourgeoisie a sinn als Nokomme vun de Shoa-Affer respektéiert Bierger.

Och nach elo ? Net esou secher.

Doduerch, datt se sech net vun der sionistesche-israelescher Politik distanzéieren a souguer verschidderer vun hinnen aktiv mat Israel kollaboréieren, musse se sech gefallen loossen, als Komplize vun den israeleschen Verbräichen betruecht ze ginn an de Respekt deen se bis elo genoss hunn, grëndlech anzebéissen.

Wir et do net wierklech héchst Zeit, datt souwuel onsen israelitesche Consistoire wéi och d'Lëtzebuerger Judden individuell, an zomol Perséinlechkeeten – wéi zum Beispill déi Härren ..... a ..... an nach vill anerer – Israel ëffentlech erklären géifen, datt se seng mënscherechtswidrech Politik désavouéieren. Se gingen esou net nemmen sech mee och dem Juddentum e groussen Déngscht leeschten. Si gingen nämlech domat verhënneren hellefen, datt d'Juddentum an d'kriminell israelesch Politik an een Dëppe geheit ginn, wat onweigerlech den Antisemitismus vun deene provozéiert, déi op de geféierlechen Amalgam, « Judd = israeleschen Sionist » erafalen.

Si gingen och op déi Manéier d'Taktik vun de Sioniste konteren, déi versichen den Antisemitismus ze schiiren, fir als Opfer dovun hir kriminell Aktivitéiten weiderféieren ze kënnen an net agesin, dass se leschten Enns Affer vun dësem geféierlechen Spill gin.

D'Antisionisten sin keng Antisemiten, am Géigendeel. Vill dichteg antisionistesche Judden kämpfen géint d'kriminell israelesch Expansionspolitik. Hinnen sollen eis letzebuerger Judden sech uschléissen wann se Israel hellefen wellen an als respektéiert Bierger vun eisem Land konsidéierte wellen gin »

Comme RTL retira la « carte blanche » de X de son site d'archives, celle-ci la fit publier, en date du 7 janvier 2010, au quotidien Tageblatt, dans une « tribune libre » intitulée « Zur Konfrontation der Luxemburger Juden mit der illegalen zionistischen Expansionspolitik Israels » en y ajoutant la remarque suivante :

*« Darauf hat Herr Alain MEYER in der Nachrichtensendung von RTL extrem heftig reagiert und auf Intervention der jüdischen Lobby hin hat RTL meinen Text mitsamt den eingegangenen Kommentaren aus dem Audio-Archiv gelöscht. Meines Erachtens stellt dies nicht nur einen Beweis des Einflusses der Macht der Zionisten dar, sondern auch einen von RTL-Verantwortlichen ausgeübten Verstoß gegen die Meinungsfreiheit ».*

Le Consistoire israélite de Luxembourg (ci-après « le Consistoire »), se disant indigné suite à la publication, sans réserves, de ce texte qualifié d'« article immonde », adressa une « lettre ouverte », sous la signature de son président ....., aux membres du Gouvernement, aux membres de la Chambre des Députés et à toute la Communauté juive, ainsi qu'au quotidien Tageblatt, qui la publia, dont les passages les plus marquants se lisent comme suit :

*« Vous y reproduisez un article nauséabond de Madame X, qualifiée par votre rédaction de « engagierter Intellektuelle » avec une préface de celle-ci qui s'étend notamment au pouvoir de censure dont disposerait le lobby juif sur les médias, suite à sa carte blanche que la rédaction de RTL a laissé diffuser en date du 14 décembre 2009.*

*Dans la mesure où le Consistoire israélite est cité et qu'il est l'organe officiel de représentation du culte israélite au Luxembourg, il souhaite rappeler qu'il n'a pas vocation à intervenir dans le conflit au Moyen-Orient. Il a toujours tenu à ne pas s'exprimer publiquement sur un sujet politique et maintiendra cette ligne de conduite.*

*Le Consistoire israélite est parfaitement outré des amalgames intolérables faits par Madame X, en confondant – sciemment ou non – les Juifs et les Israéliens. Cette intervention charrie les clichés les plus insupportables à l'égard des Juifs. Madame X a réussi à faire le plein de tous les types d'antisémitisme en un seul article. Elle confond Juifs et sionistes et fait des Juifs des complices pour leur soutien à ces « criminels ». Elle est ainsi l'héritière de Johannes von Leers, un collaborateur du nazi Alfred Rosenberg, qui affirmait ainsi que « si la nature héréditairement criminelle du judaïsme peut être démontrée, alors (...) chaque peuple est justifié d'exterminer ces criminels héréditaires ».*

*L'affiliation idéologique d'extrême droite ne s'arrête pas là. Déjà avant guerre au Luxembourg, la Lëtzebuerger Nationalunion exigeait que les habitants du Luxembourg prennent clairement position envers les buts politiques des sionistes, cela dans le but d'empêcher la naissance d'un sentiment de méfiance qui pourrait conduire à un conflit grave.*

*Les autres clichés antisémites ne sont pas à la traîne :*

*- ainsi le thème du lobby juif, thème cher à tous les adeptes des Protocoles des Sages du Sion, ce célèbre faux tsariste charriant les images du complot juif visant à la domiciliation du monde*

*- celui de l'argent des Juifs : cette fois-ci ils font partie de la bourgeoisie. On retrouve l'antisémitisme économique de certains milieux d'avant-guerre, pour qui « le juif est le principal agent du libéralisme tant sur le plan politique qu'économique » (Lucien BLAU, Histoire de l'extrême droite au Grand-Duché de Luxembourg au XXe siècle, Ed. Le Phare, 1984, p.138).*



*- Enfin la culpabilisation des nations par les Juifs en tant que victimes de la Shoah. Plus affligeant encore : les Juifs (ne) sont respectés (que) comme descendants des victimes (« als Nokomme vun de Shoa-Affer respektéiert Bierger ») !*

*Cette carte dite blanche est en réalité colorée de la stigmatisation de l'étoile jaune, du côté pile et du brun nauséabond de la boue idéologique déversée par son auteur, du côté face. »*

Le Tageblatt, se disant un « intrépide combattant contre le racisme et les totalitarismes », exprima, sous la plume de son rédacteur en chef Alvin SOLD, sa déception face à la démarche du président du Consistoire et résuma de la façon suivante les propos de X :

*« Mme X, en déplorant l'injustice faite au peuple palestinien, demandait notamment s'il n'était pas grand temps que le Consistoire israélite et les personnalités juives (elle en nommait quelques-uns) déclarent publiquement à Israël qu'ils désavouent sa politique contraire aux droits de l'Homme. »*

En date du 8 janvier 2010, le député Ben FAYOT, dans le même quotidien Tageblatt, a publié un « Point de vue » intitulé « A propos d'une sinistre carte blanche », dans lequel il a reproché à X de s'en prendre aux Juifs luxembourgeois en les traitant de « collabos » du gouvernement israélien et de complices des crimes israéliens, en faisant dépendre leur respectabilité de la « Shoah », en mettant au pilori nommément des personnalités juives et en se servant de mythes qui de tout temps ont nourri l'antisémitisme.

A ce « Point de vue », X répliqua dans une lettre ouverte intitulée « Qu'ils le disent », publiée le 20 janvier 2010 au Tageblatt, se disant taxée, de façon absolument gratuite et injuste, de judéophobie.

En indiquant qu'avant et pendant la Seconde guerre mondiale, ses parents n'ont cessé de lutter contre l'antisémitisme et se donnaient corps et âme pour venir en aide aux fugitifs au Luxembourg en 1940, elle soutient qu'imbue de cet esprit et mue par ce même sens de la justice, elle mène le débat en question, sa « carte blanche » n'étant rien d'autre qu'un appel à la responsabilité des Juifs luxembourgeois.

Les passages suivants de cette lettre ouverte méritent d'être cités :

*« Et voilà le propos de ma carte blanche : mettre en garde nos Juifs luxembourgeois contre ce stratagème savamment créé et orchestré par les sionistes. S'ils veulent échapper et empêcher d'en devenir les victimes, qu'ils clarifient leurs positions....*

*Je me vois encore obligée de vous contredire quand vous affirmez en défense des Juifs luxembourgeois qu'ils « sont des citoyens luxembourgeois comme tout un chacun... qu'ils sont des femmes et des hommes comme nous tous »*

*Je ne crois pas que les Juifs vous permettent de les amputer si allègrement de leur judéité. Rares sont ceux qui ne revendiquent pas leur origine et leur appartenance à la culture juive. Ils se considèrent comme Juifs de la diaspora, citoyens du pays dans lequel ils vivent, mais membres de la communauté juive mondiale. Cette double appartenance leur confère un statut spécial, en l'occurrence celui de citoyen luxembourgeois, mais d'origine et de culture juives.*

*Cette solidarité qu'ils revendiquent et qu'on ne saurait leur dénier a cependant comme contrepartie d'engager leur coresponsabilité avec leurs frères israéliens à propos des activités de ceux-ci. Ce n'est donc pas « du simple fait d'être juif » qu'ils sont complices des sionistes israéliens, comme vous voulez me le faire dire, mais du fait de leur solidarité avec Israël, cette solidarité qu'il y a lieu de présumer faute par eux de la contester....*

*C'est leur silence que je critique. Jadis ils n'ont pas élevé leurs voix contre le nazisme qui pourtant les menaçait..... »*

X a ajouté que le débat n'est pas nouveau et cite un certain nombre de « personnalités » qui auraient dénoncé « le silence assourdissant » en présence des crimes commis par Israël.

En date du 25 février 2010, le Consistoire a formé plainte auprès du Procureur d'Etat contre les propos qualifiés d'« inepties » de X.

D'après le Consistoire, la « carte blanche » de X, ainsi que la version écrite de celle-ci publiée au Tageblatt, contiennent des clichés insupportables à l'égard des Juifs en utilisant un style digne du national-socialisme allemand, en confondant Juifs et sionistes et en faisant les Juifs complices pour leur soutien à ces « criminels », en reprenant l'image du complot juif visant à la domination du monde (lobby juif), des arguments de l'antisémitisme économique de certains milieux d'avant-guerre (le terme bourgeoisie faisant naître l'idée de l'argent des Juifs) et celui de la culpabilisation des nations par les Juifs en tant que victimes de la Shoah, les Juifs n'étant respectés que comme descendants de ces victimes.

En ce qui concerne la prise de position du 20 janvier 2010 de la prévenue, le Consistoire soutient que X ose s'appropriier les Juifs du Luxembourg (« nos Juifs ») et tente maladroitement de couvrir ses propos antisémites, qu'elle pointe du doigt les Juifs du Luxembourg en leur attribuant une position particulière par laquelle il serait interdit de ne pas prendre position publiquement – individuellement et collectivement – vis-à-vis du conflit au Moyen-Orient. X se permettrait d'écrire une nouvelle fois que les Juifs sont complices des sionistes, du fait de leur solidarité présumée avec Israël, sionistes qu'elle qualifie de criminels. Par conséquent, les Juifs du Luxembourg seraient des complices de crimes commis par les « sionistes » à un autre endroit de la terre.

Ces faits répétés recouvriraient, pour le moins, la qualification pénale d'incitation à la haine raciale ou religieuse à l'égard des Juifs en général au vœu de l'article 457-1 du code pénal ; ils seraient encore à qualifier de diffamation au sens des articles 443 et 444 dudit code, dans la mesure où il s'agit d'une atteinte manifeste à la considération des personnes dénommées, sinon encore d'injure au sens de l'article 448 dudit code.

Conformément à une note au dossier du 10 mars 2010, à laquelle le procureur général d'Etat a renvoyé à l'audience de la Cour, le procureur d'Etat avait demandé, lors du dépôt de la plainte par le mandataire du Consistoire, s'il estimait qu'au cas où X présentait des excuses au Consistoire respectivement à la communauté juive, on pourrait mettre fin à l'affaire. Le mandataire n'avait pas d'opposition de principe à cette proposition, à condition que X présente des excuses écrites et non-ambiguës qui devraient être portées à la connaissance du public.

X refusa, au motif qu'elle ne voyait pas en quoi des excuses venant de sa part pourraient consister puisque dans sa « carte blanche » et les articles subséquents, elle avait simplement exposé ses idées en toute liberté et qu'il n'y avait dès lors pas matière à excuse.

Dans la citation à prévenu, le Ministère Public reproche à X les infractions d'incitation à la haine à l'égard du Consistoire, sinon de la communauté juive et ou des membres de celle-ci, sinon d'avoir injurié le Consistoire, la communauté juive et/ou ses membres par les propos tenus, respectivement écrits.

Le tribunal, dans son jugement du 17 juin 2010, a écarté le moyen de nullité de la citation présenté par le mandataire de X, cette dernière y ayant renoncé expressément à l'audience, s'est déclaré compétent et a constaté que l'action publique n'était pas prescrite.

\* Quant à l'infraction d'incitation à la haine contre le Consistoire et contre la communauté juive

Le tribunal, après avoir exposé les principes en la matière, tirés de l'article 457-1 du code pénal, a estimé que les différents textes rédigés par X et les propos tenus par elle font, certes, naître un sentiment négatif à l'encontre de la communauté juive, mais ne remplissent pas, dans leur degré d'aversion, la profondeur requise pour être qualifiés de haineux.

Par conséquent, X a été acquittée de cette prévention.

En instance d'appel, le procureur général d'Etat conclut à la réformation de cet acquittement et estime que X s'est manifestement rendue coupable de l'infraction d'incitation à la haine contre la communauté juive. Ses propos et ses discours seraient inadmissibles, en ce qu'ils interpelleraient certaines personnes nommément en leur reprochant de ne pas être des Luxembourgeois à part entière. Il serait insinué que ces personnes – ou leurs aïeux – auraient manqué de courage au courant de la Seconde guerre mondiale. Certains passages de son discours susciteraient une aversion forte, un opprobre fort contre la communauté juive. Ainsi, les éléments constitutifs de l'infraction prévue à l'article 457-1 du code pénal seraient donnés.

Le mandataire de la partie civile expose que X a excédé les limites de la liberté d'expression. Elle aurait invectivé le Consistoire et visé certaines personnes, en les stigmatisant, en les mettant au pilori, en les exposant à l'opprobre public, tout en oubliant le conflit israélo-palestinien. Ce faisant, elle aurait repris les clichés antisémites classiques et elle aurait incité la population luxembourgeoise à ne plus respecter ces personnes.

X conclut à son acquittement pour absence d'éléments matériel et moral de l'infraction.

Elle reproche au Consistoire d'avoir tronqué et déformé tant la lettre que l'esprit de ses propos. Elle aurait lancé un cri de détresse au profit des Palestiniens tués, dont des enfants, par l'armée israélienne. Elle aurait lancé un appel aux Juifs de Luxembourg, et en particulier à des personnalités telles celles par elle nommément citées, qu'elle a qualifiées d'« intellectuels de gauche » en leur demandant de suivre l'exemple des Juifs antisionistes célèbres qui condamnent la politique de l'Etat d'Israël et, partant, de se distancier publiquement de la

politique d'Israël. Cela permettrait d'éviter le risque que certains puissent considérer les Juifs luxembourgeois d'être, de par leur silence, moralement complices des crimes de l'Etat d'Israël et cessent de les respecter et d'empêcher que ne se fasse la dangereuse confusion entre Juifs et criminels sionistes, « qui provoque inéluctablement l'antisémitisme de ceux qui se laissent leurrer par l'amalgame pernicieux : juif=sioniste israélien ».

En réalité, ses objectifs auraient été doubles : « 1. réveiller l'opinion publique à cette horrible injustice infligée par Israël aux Palestiniens de Gaza, avec l'espoir de susciter un débat à ce sujet afin d'encourager nos hommes politiques à faire pression sur les instances européennes pour qu'elles obligent les Israéliens à lever le blocus de Gaza et à arrêter leurs colonisations. 2. faire appel à notre communauté juive, d'abord, pour qu'à son tour elle use de tous ses moyens et notamment de ses relations privilégiées avec les Israéliens afin qu'ils changent de politique et, ensuite et surtout, pour la mettre en garde contre une recrudescence de l'antisémitisme nourrie par les exactions commises par les hommes politiques au pouvoir en Israël. »

Par conséquent, ses propos ne seraient pas de nature à inciter à la haine et ils n'auraient pas eu pour objet l'incitation à la haine, à défaut de volonté délibérée de provoquer dans l'esprit du public une réaction de haine.

D'emblée, la **Cour d'appel**, se référant à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme très extensive à ce sujet et fort compréhensive pour la presse quand elle traite des questions politiques ou d'intérêt public, en privilégiant l'intérêt général du débat public aux autres intérêts privés en cause, jurisprudence tirée des dispositions de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, met en exergue que la liberté d'exprimer des opinions constitue la pierre angulaire des principes de la démocratie et des droits de l'homme. Elle représente, dans une société démocratique, l'une des conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun. Comme le veulent le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture, inhérents à un tel régime politique, elle vaut non seulement pour les « informations » ou « idées » accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent l'Etat ou une fraction de la population. (cf. les Grands arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme, édition 2003, p.452 et ss, et les arrêts y cités ; cf. notamment arrêts du 7 décembre 1976, Handyside c. Royaume-Uni et du 22 août 1994, Jersild c. Danemark, cf également les arrêts du 8 juillet 2008, Backes c. Luxembourg et du 16 juillet 2009, Féret c. Belgique).

Aucune des parties au litige ne conteste d'ailleurs cette jurisprudence.

Les parties ne contestent pas non plus que la liberté d'expression comporte des restrictions ou des ingérences qui, selon la jurisprudence de la Cour européenne, doivent se fonder sur des motifs suffisants qui la rendent « nécessaire dans une société démocratique ». La liberté d'expression ne doit pas franchir les bornes fixées en vue, notamment, de la protection de la réputation et des droits d'autrui. Mais ces exceptions au principe de la liberté d'expression doivent être interprétées étroitement et doivent être considérées dans le contexte de chaque affaire. Les moyens employés ne doivent pas être disproportionnés au but visé, à savoir la protection de la réputation ou des droits d'autrui.

Tout comme la Cour européenne (cf. arrêts Jersild et Féret précités), la Cour actuellement saisie se rend pleinement compte qu'il importe au plus haut point de lutter, entre autre, contre la discrimination raciale et qu'il s'agit là d'une entrave autorisée à la liberté d'expression, étant entendu qu'il faut éviter que les médias deviennent un « support de diffusion de discours de haine et d'incitation à la violence » (cf. CEDH 8 juillet 1999, Sùrek c. Turquie). C'est d'ailleurs là un des buts poursuivis par le législateur luxembourgeois qui, par la loi du 19 juillet 1997, a introduit un nouvel article 457-1 au code pénal en reprenant, pour partie, le texte de l'ancien article 455 du même code, tout en tenant compte de la formulation des faits telle que retenue dans l'article 23 de la loi française modifiée du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Il s'agit, partant, de concilier le droit à la liberté d'expression avec le droit de ne pas être victime de discrimination.

La Cour entend relever encore que les nombreuses décisions, citées par le procureur général d'Etat et versées au dossier à l'appui de son réquisitoire, ont trait – et cela vaut non seulement pour celles où les juridictions ont retenu l'infraction d'incitation à la haine mais également pour celles où cette infraction n'a pas été retenue – à des situations où les propos tenus étaient empreints d'une grande virulence et dénués de toute nuance quant à la haine exprimée à l'égard de personnes ou de communautés y visées.

Ces principes et constats exposés, il convient de les appliquer au cas de l'espèce.

Tout d'abord, la Cour rejoint la partie poursuivante et la partie poursuivie quand elles exposent que, pour apprécier tant le caractère incitatif à la haine que d'ailleurs également le caractère injurieux des propos tenus par X et de ses écrits, il faut considérer l'ensemble de ses déclarations, ainsi que le contexte dans lequel elles ont été faites et – la Cour d'ajouter – également la réaction du Consistoire et les articles de presse auxquels X a répliqué.

Par ailleurs, tout comme il n'appartient pas à la Cour de se prononcer sur le conflit israélo-palestinien – elle n'entend pas le faire et elle n'a pas besoin de le faire pour juger le présent litige – il ne lui appartient de se prononcer ni sur le fond du discours tenu par X ni sur la nécessité, pour elle, de prendre publiquement position au sujet de ce conflit et cela en optant clairement pour une des parties au conflit. Il s'agit là, semble-t-il, du propre d'une émission comme ladite « carte blanche » de permettre à ses orateurs de s'exprimer sur des sujets librement choisis et de la façon dont ils l'entendent et cela dans le but de susciter un débat public.

Or, tel qu'il a été dit ci-dessus, cette liberté souffre, bien entendu, les mêmes restrictions que celles de toute manifestation de liberté d'expression ou d'opinion.

Quant à l'infraction dont s'agit, la Cour rejoint le tribunal qui a exposé que, d'un côté, – élément matériel – les éléments constitutifs de l'infraction d'incitation à la haine ou à la violence contre une personne, un groupe ou une communauté sont le fait de tenir des propos susceptibles d'inciter à la haine ou à la violence, et que, d'un autre côté, – élément moral – l'incitation à la haine est exclusive de bonne foi (cf. Cass. fr. Ch. crim 17 février 1998, n° 96-85.567), l'élément moral de l'infraction n'étant pas établi par l'éventuelle mauvaise foi de l'auteur des propos incitant à la haine ou à la violence, mais par le fait de tenir des propos ayant cet effet, alors que cet effet aurait dû être entrevu par l'auteur.

En l'espèce, la Cour considère que, pris dans leur ensemble et dans leur contexte, les propos de X ne sont pas de nature à créer dans l'esprit de celui qui les perçoit un choc incitatif à la discrimination, à la haine ou à la violence (cf. Juriscl. Pénal, T5 V° Presse, Provocation aux crimes et aux délits, fasc. 70, n°73), ou, pour reprendre les termes utilisés par le tribunal, à entraîner un sentiment de haine, à savoir un sentiment violent qui pousse à vouloir du mal, ou une aversion profonde envers le Consistoire, envers la communauté juive ou envers les membres de celle-ci.

La Cour ajoute, en ce qui concerne l'élément moral de cette infraction, qu'en l'espèce, il n'est pas non plus établi que X ait eu la volonté délibérée de provoquer dans l'esprit du public une réaction de haine à l'égard de la communauté juive, respectivement qu'elle aurait dû entrevoir que ses propos auraient un tel effet.

Si l'on peut comprendre que le sujet choisi ou certains des termes employés ont pu susciter une sorte de malaise chez certaines personnes, notamment par l'interpellation des Juifs luxembourgeois et en ce qu'il n'était pas indispensable de pointer du doigt certaines personnes nommément citées, toujours est-il que les propos considérés dans leur intégralité ne permettent pas de dire, au vu de l'objectif que la prévenue soutient, dans sa publication, avoir suivi, à savoir, notamment, d'empêcher que ne se fasse la dangereuse confusion entre Juifs et criminels sionistes, qu'elle aurait dû se douter que ces propos puissent être interprétés justement dans le sens contraire, à savoir comme provoquant l'auditeur et le lecteur à faire l'amalgame entre les citoyens juifs luxembourgeois et les sionistes israéliens qualifiés de criminels.

Il en est d'autant plus ainsi qu'avant elle, à l'étranger, des auteurs et philosophes Juifs et non-Juifs, ont dans leurs publications fait la même chose en exhortant les Juifs à travers le monde de se distancier de la politique d'Israël, respectivement en reprochant à certains Juifs de ne pas s'être soulevés au moment des atrocités commises pendant la Seconde guerre mondiale contre le peuple juif.

En tout cas, cet objectif, tel qu'exposé ci-dessus, a été exprimé avec suffisamment de clarté qu'on ne saurait insinuer que X ait voulu dire juste le contraire de ce qu'elle a dit ou même que l'auditeur ou le lecteur normalement averti, puisse en conclure juste le contraire. La Cour ne saurait, à ce sujet, suivre ceux qui sous-entendent que grâce à une « acrobatie intellectuelle » elle aurait suivi un but contraire à celui qu'elle a expressément indiqué.

La Cour en déduit que la prévenue n'a pas abusé de sa liberté d'expression et d'opinion et, même si elle a pu heurter ou choquer certaines personnes, elle n'a pas outrepassé les limites de ce droit fondamental qu'est la liberté d'expression.

Partant, le jugement entrepris est à confirmer en ce qu'il a acquitté X de la prévention d'infraction à l'article 457-1 du code pénal.

#### \* Quant à l'infraction d'injure

Le tribunal, après avoir exposé les principes en la matière, tirés de l'article 448 du code pénal, a estimé que les éléments matériels constitutifs de l'infraction, à

savoir, un écrit, la publicité des propos, les expressions outrageantes et le fait qu'un corps constitué soit visé, étaient remplis.

Quant à l'élément moral, le tribunal a constaté que s'il n'est pas établi à suffisance de droit que X avait l'intention de nuire au Consistoire, les termes et expressions utilisés font cependant naître dans l'esprit du lecteur ou de l'auditeur radio un sentiment négatif à l'encontre de la communauté juive au Luxembourg et partant également à l'encontre du Consistoire. De par ses connaissances et ses compétences, X aurait été apte à connaître l'impact des termes choisis et la rédaction du texte écrit lu en tant que « carte blanche » et les écrits ultérieurs se seraient basés sur un acte réfléchi et délibéré. Selon le tribunal, l'utilisation, dans ce contexte, des expressions outrageantes par la prévenue était à qualifier d'intentionnelle.

Le procureur général d'Etat et la partie civile concluent à la confirmation de ce volet du jugement entrepris. Plus précisément, quant à l'élément constitutif d'expression outrageante, la partie plaignante expose qu'en employant notamment des expressions comme celles de « collaborateurs » ou encore « complices du crime israélien », en qualifiant les Juifs de respectables uniquement parce qu'ils sont des descendants de victimes de la Shoah, en reprenant le « mythe tenace des Juifs riches » quand elle parle de « bourgeoisie bien située », ou encore le mythe du « puissant lobby juif international », la prévenue porte atteinte à l'honneur non seulement des Juifs luxembourgeois individuellement, mais également du Consistoire et des personnalités nommément citées et les expose ainsi au mépris public.

Le mandataire de X conclut, d'abord, à l'irrecevabilité des poursuites pour défaut de plainte préalable de la personne injuriée. Il expose que, d'une part, l'assemblée du Consistoire du 11 février 2010 a mandaté Maître Gaston STEIN de déposer plainte auprès du procureur d'Etat, alors qu'en réalité Maître François MOYSE a déposé, le 25 février 2010, la plainte du Consistoire. D'autre part, il estime que la délibération de cette assemblée n'a pas été prise le 11 février 2010, mais seulement le 18 mai 2010, à la date de l'examen de l'affaire devant le tribunal.

La partie demanderesse au civil conclut à l'irrecevabilité de ce moyen, qui n'aurait pas été soulevé in limine litis. Elle ajoute que la délibération litigieuse a bien eu lieu le 11 février 2010.

La **Cour** d'appel donne à considérer que l'article 448 du code pénal incrimine les injures dirigées, d'un côté, contre « une personne » et, d'un autre côté, contre « un corps constitué ».

Alors que, conformément à l'article 450 du même code, certains délits – dont les injures – commis envers des particuliers ne pourront être poursuivis que sur la plainte de la personne qui se prétendra offensée, l'article 448, précité, dispose dans son deuxième alinéa que les délits contre les corps constitués seront poursuivis d'office.

Or, la Cour considère que le Consistoire, communauté religieuse, qui d'après l'article 2 de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israéliennes du Luxembourg, d'autre part, constitue une personne juridique de droit public, doit être compris dans l'expression « corps constitué » (cf. J.S.G. Nypels, Code pénal interprété, Tome II, sub art 446, n°2 et 4, p 583 ss).

Une plainte préalable n'est partant pas requise, de sorte que le moyen d'irrecevabilité y relatif est à écarter.

X conclut, ensuite, à son acquittement pour défaut d'injures adressées directement au Consistoire. Elle critique, dans ce contexte, la décision du tribunal qui a retenu que le Consistoire est « directement concerné par les attaques dirigées contre la communauté juive qu'il représente ».

La demanderesse au civil n'a pas autrement rencontré ce moyen. Elle se limite, dans sa note de plaidoiries, à exposer qu'« en l'espèce, les victimes sont déterminées. Madame X cite directement les Juifs luxembourgeois, le ..... ».

La Cour constate, d'un côté, que X a expressément désigné le Consistoire dans ses propos. Il importe, dès lors, d'examiner si les propos désignés contre ce corps ont un caractère injurieux.

D'un autre côté, la Cour constate également que X a visé « les Juifs luxembourgeois » et, nommément, les quatre personnes citées ci-dessus.

Or, aucun particulier juif, et notamment aucune des quatre personnes visées dans la « carte blanche » n'ont porté plainte, comme ils auraient pu le faire.

Il se pose donc la question de savoir si effectivement, comme il l'indique dans sa plainte, le Consistoire « représente les intérêts de la communauté juive du Luxembourg » et est, partant, habilité à agir au nom des citoyens juifs luxembourgeois dans le cadre de la présente plainte pour injure.

L'examen tant de la loi précitée du 10 juillet 1998 que de la Convention précitée du 31 octobre 1997 fait apparaître que l'Etat luxembourgeois se limite à attribuer, dans ces deux textes, au Consistoire comme seule mission d'organiser le culte israélite au Luxembourg. Il en est d'ailleurs de même des autres lois du 10 juillet 1998 qui approuvent les Conventions conclues entre le gouvernement et les communautés religieuses respectives catholique, protestante et orthodoxe hellénique.

Par ailleurs, d'après la loi, l'expression « Consistoire israélite » désigne le consistoire du Culte Israélite du Luxembourg. Pour le reste, les textes se limitent à régler le régime de service des ministres du culte et l'organisation des synagogues.

Aucune disposition de ces textes – et la demanderesse reste en défaut de verser un quelconque autre texte en faveur de sa thèse – ne donne au Consistoire pour mission de représenter la communauté juive de Luxembourg dans une action en justice telle la présente. Il n'est, par ailleurs, pas établi que tous les citoyens juifs luxembourgeois approuvent la démarche du Consistoire.

Il s'ensuit que si la Cour d'appel doit examiner si des injures ont été adressées au Consistoire, elle doit se limiter aux seuls passages des propos qui visent directement le Consistoire.

Pour ce faire, elle entend s'inspirer des mêmes principes que ceux exposés ci-avant, à savoir primauté de la liberté d'expression, entendue d'une façon large, avec des restrictions appelant une interprétation étroite, consistant à protéger la



réputation d'autrui (cf. les Grands arrêts de la Convention européenne des droits de l'Homme, précité, p.462 et les décisions y citées).

En l'espèce, la Cour constate que le seul passage de la « carte blanche » qui vise plus particulièrement le Consistoire se lit comme suit :

*« Wir et do net wierklech héchst Zait, datt souwuel onsen israelitesche Consistoire .... Israel öffentlech erklären géifen, datt se seng mënscherechswidrech Politik désavouéieren. Se géingen esou net nemmen sech mee och dem Juddentum e groussen Déngscht leeschten. Si géingen nämlech domat verhënneren hellefen, datt d'Juddentum an d'kriminell israelesch Politik an een Dëppe geheet ginn, wat onweigerlech den Antisemitismus vun deene provoziert, déi op de geféierlechen Amalgam, « Judd = israelesche Sionist » erafalen.*

*Si géingen och op déi Manéier d'Taktik vun de Sioniste konteren, déi versichen den Antisemitismus ze schiiren, fir als Opfer dovun hir kriminell Aktivitéiten weiderféieren ze kënnen an net agesinn, datt se leschten Enn Affer vun dësem geféierlechen Spill gin ».*

La Cour considère que ce passage de la « carte blanche » ne contient aucune expression outrageante ni aucun terme de mépris à l'égard du Consistoire. X, dans cette invitation adressée e. a. au Consistoire, de désavouer la politique d'Israël et, par là, d'éviter l'amalgame entre les Juifs et la politique qualifiée de « criminelle » de l'Etat d'Israël, ne dépasse aucunement les limites de ce qui est tolérable.

Par conséquent, cet élément constitutif essentiel de l'infraction d'injure faisant défaut, il y a lieu, par réformation de la décision entreprise, d'acquitter X également de l'infraction d'injure lui reprochée par le ministère public.

### **Au civil**

La demanderesse au civil conclut à la confirmation de la décision entreprise.

La défenderesse au civil conclut à l'incompétence de la Cour d'appel pour connaître de la demande civile.

Au regard de la décision d'acquiescement à intervenir, la Cour d'appel est incompétente pour connaître de la demande civile.

### **PAR CES MOTIFS**

la Cour d'appel, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant contradictoirement, la prévenue entendue en ses explications, les parties demanderesse et défenderesse au civil en leurs conclusions, sur le réquisitoire du ministère public,

reçoit les appels ;

**au pénal,**

confirme le jugement entrepris pour autant que X a été acquittée de la prévention d'incitation à la haine ;

**réformant,**

acquitte X de la prévention d'injure adressée au Consistoire Israélite de Luxembourg, non établie à sa charge ;

renvoie X des fins de la poursuite sans frais ni dépens ;

laisse les frais de la poursuite pénale à charge de l'Etat ;

**au civil,**

se déclare incompétente pour connaître de la demande civile ;

condamne la partie demanderesse au civil aux frais de la demande civile pour les deux instances.

Par application des articles 202, 203, 211 et 212 du code d'instruction criminelle.

Ainsi fait et jugé par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, composée de Monsieur Jean-Claude WIWINIUS, président de chambre, Madame Marie-Anne STEFFEN, premier conseiller et Madame Lotty PRUSSEN, conseiller, qui ont signé le présent arrêt avec le greffier assumé Madame Véronique JANIN.

La lecture de l'arrêt a été faite en audience publique à la Cité Judiciaire, Bâtiment CR, Plateau du St. Esprit, par Monsieur Jean-Claude WIWINIUS, président de chambre, en présence de Monsieur Jean ENGELS, avocat général et de Madame Véronique JANIN, greffier assumé.

## PRO JUSTITIA

### Audience publique du 4 octobre 2016.

Le tribunal de police de Luxembourg, arrondissement judiciaire de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit:

Dans l'affaire Ministère Public, partie poursuivante suivant citations des 13 mai 2016 et 12 juillet 2016,

c o n t r e

1) X, né le

**prévenu** du chef d'infraction à l'article 457-1° du Code pénal

comparant en personne, assisté de Maître Yusuf MEYNIUGLU, avocat à Luxembourg

2) Y,

**prévenu** du chef d'infraction à l'article 457-1° du Code pénal

comparant en personne,

3) Z,

**prévenu** du chef d'infraction à l'article 457-1° du Code pénal

comparant en personne, assisté de Maître Marie-Laure VAN KAUVENBERGH, avocat à Luxembourg

4) W,

**prévenue** du chef d'infraction à l'article 457-1° du Code pénal

comparant en personne.

---

### F a i t s :

Par citation de Monsieur le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg du 13 mai 2016, les prévenus X, Y, Z et W furent cités à comparaître le mardi, 31 mai 2016 à 9.00 heures du matin, devant le tribunal de police de Luxembourg, siégeant à Luxembourg, Plateau du Saint Esprit, Bâtiment JP, salle n° JP 1.19, pour y entendre statuer sur la prévention mise à leur charge.

A la demande de Maître Marie-Laure VAN KAUVENBERGH et de Maître Yusuf MEYNIUGLU l'affaire fut remise au 20 septembre 2016.

Par citation de Monsieur le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg du 12 juillet 2016, les prévenus X, Y, Z et W furent recités à comparaître le mardi, 20 septembre 2016 à 9.00 heures du matin, devant le tribunal de police de Luxembourg, siégeant à Luxembourg, Plateau du Saint Esprit, Bâtiment JP, salle n° JP 1.19, pour y entendre statuer sur la prévention mise à sa charge.

A l'appel de la cause à cette audience, les prévenus comparurent en personne, le prévenu X assisté de Maître Yusuf MEYNIUGLU et le prévenu Z assisté de Maître Marie-Laure VAN KAUVENBERGH.

Madame la juge-présidente vérifia l'identité des prévenus et leur donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Le témoin ....., agent verbalisant, fut entendu en ses dépositions orales après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

Les prévenus furent entendus en leurs explications et déclarations et les mandataires des prévenus sub 1) et 3) en leurs moyens de défense.

Monsieur Philipp ZANGERLE, représentant du Ministère Public, fut entendu en ses réquisitions.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé

### **le jugement qui suit :**

Vu le procès-verbal n°SPJ-CAT-2015-46153-1 dressé le 16 juillet 2015 par la Police grand-ducale de Luxembourg.

Vu les citations des 13 mai 2016 et 12 juillet 2016 notifiées régulièrement à aux prévenus.

Le Ministère Public reproche **aux quatre prévenus des infractions** à l'article 457-1° du Code Pénal, notamment en l'espèce, d'avoir publié sur le profil *facebook* du quotidien luxembourgeois « Tageblatt », à la suite d'un article intitulé Asselborn : Weitere Flüchtlinge-Nachrichten renseignant l'accueil supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de demandeurs d'asile en provenance de la Syrie, portant le nombre des demandeurs d'asile originaires de Syrie au Luxembourg à 60 personnes, les commentaires plus amplement détaillés pour chaque prévenu, partant d'avoir publiquement incité à la haine contre un groupe de personnes en raison de leur non appartenance à la nationalité luxembourgeoise.

Le mandataire de X fait valoir que les propos publiés n'auraient pas incité à la haine. Son mandant ne voudrait pas que les Luxembourgeois soient défavorisés par rapport aux réfugiés. Ce seraient des commentaires politiques de quelques lignes. La liberté d'expression devrait être préservée. Les réfugiés n'auraient pas été expressément visés par le libellé de l'article 454-1°. La protection internationale ne serait pas incluse dans cet article. Par

ailleurs, il conteste que l'élément moral de l'infraction soit établi. Il faudrait un motif de discrimination qui ferait défaut en l'espèce.

Le mandataire de Z fait valoir que le prévenu ne se serait pas adressé particulièrement à des personnes mais ses propos auraient visé le « *Wouscht* », le terme « *Topert* » utilisé dans tout le discours n'aurait pas visé le ministre, l'article ne serait partant pas applicable parce que le prévenu aurait fait des commentaires par rapport à une situation et non par rapport à des personnes.

Le Ministère Public estime que tant l'élément matériel que moral seraient donnés en l'espèce, pour tous les prévenus en se basant sur les jurisprudences récentes pour soutenir ses réquisitions notamment demander la condamnation de chaque prévenu à l'amende maximale.

### **En fait**

Les faits à la base de la présente affaire peuvent se résumer comme suit :

En date du 19 février 2015 le Ministère Public de Diekirch a reçu une plainte d'un utilisateur *facebook* concernant des propos désobligeants voire racistes publiés sur le site *facebook* du journal «Tageblatt ». La Police a été chargée d'une enquête à la suite de cette dénonciation.

Les recherches policières ont permis de relever plusieurs commentaires indéliçats sur cette page, ajoutés par les prévenus.

Les auteurs de ces publications ont pu être identifiés en les personnes des prévenus X, Y, Z et W.

Le témoin ....., commissaire au service criminalité générale de la police judiciaire, a été chargé de la poursuite de l'enquête.

Le témoin ..... a notamment réitéré sous la foi du serment les constatations actées au procès-verbal et notamment a détaillé l'enquête plus amplement menée et les dépositions des prévenus X, Y, Z et W.

Ce témoin a, à l'audience du 20 septembre 2016, confirmé les faits précités et que les prévenus ont fourni les mêmes explications lors de leurs auditions respectives qu'à l'audience, notamment qu'ils n'auraient pas voulu vexer des personnes, en particulier les réfugiés, mais qu'en réalité ils voulaient s'insurger contre l'attribution de revenus et de subsides considérés par eux supérieurs à ceux alloués aux Luxembourgeois défavorisés.

Les prévenus ont publié sur le profil *facebook* du quotidien luxembourgeois « Tageblatt », à la suite d'un article intitulé Asselborn : Weitere Flüchtlinge-Nachrichten renseignant l'accueil supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de demandeurs d'asile en provenance de la Syrie, portant le nombre des demandeurs d'asile originaires de Syrie au Luxembourg à 60 personnes, les commentaires des prévenus actuellement incriminés feraient référence à la situation des réfugiés qui serait privilégiée par rapport à celle des Luxembourgeois.

Les prévenus, selon le témoin, se seraient laissés emporter par une discussion sur la page *facebook* du journal « Tageblatt » et auraient surtout voulu prendre parti pour les Luxembourgeois défavorisés.

Lors de leurs auditions auprès de la police, les prévenus avaient été en aveu d'avoir été les auteurs des publications litigieuses et avaient expliqué ne pas avoir été conscients de la gravité des propos tenus.

Ainsi, Y, Z et W ont coopéré à l'enquête. Ils ont été tous en aveu sur la matérialité des faits et le contenu des propos litigieux incriminés. « *Si worn asichteg* » Ils auraient tous regretté leur comportement et promis de ne plus récidiver. Ces prévenus ne seraient plus réapparus dans les réseaux sociaux jusqu'à maintenant. Le prévenu X, entretemps a été inculqué d'une nouvelle affaire. Il a dû être convoqué à deux reprises. Il n'a ni fait des déclarations précises ni exprimé un regret sincère.

Le tribunal n'a aucune raison de douter des déclarations crédibles du témoin qui a été averti des conséquences d'un faux témoignage en justice.

A l'audience Y, Z et W ont réitéré leurs aveux circonstanciés.

Le tribunal a encore pu se rendre compte à l'audience que le prévenu X n'a pas reconnu sa faute, ni regretté son geste.

### **En droit**

L'article 457-1 du Code pénal sanctionne une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes.

Le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique (TAL jugement n°1448/2015 du 13 mai 2015).

La défense de X soulève que le prévenu n'a fait qu'user de son droit à l'expression protégé par l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

S'il est vrai que l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme garantit à chacun le droit de s'exprimer en toute liberté, ce principe connaît des exceptions.

La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de même que celle des juridictions luxembourgeoises est constante pour retenir que la lutte contre la discrimination raciale est une entrave autorisée au principe de la liberté d'expression.

Il échet donc dans un premier temps d'analyser si les prévenus ont enfreint l'article 457-1 du Code pénal pour ensuite apprécier si son droit à la liberté d'expression a été méconnu.

Aux termes de l'article 457-1 du Code pénal « *est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement:*

*« quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454. »*

Pour que l'infraction soit constituée, il est nécessaire qu'il y ait discrimination au sens de l'article 454 du Code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

En l'espèce, les prévenus sont en aveu d'avoir été les auteurs des passages litigieux cités par le Ministère Public dans la citation à prévenu.

Les prévenus sont également en aveu d'avoir publié les paroles incriminées sur la page facebook du « Tageblatt ».

Les termes employés par les prévenus notamment dans les passages litigieux, visent clairement des personnes en raison de leur appartenance à une communauté de personnes en l'espèce les étrangers, immigrés sinon les réfugiés venant ou résidant au Grand-Duché de Luxembourg, qui se distinguent par leur non-appartenance à la nation luxembourgeoise,

Les prévenus rendent ces réfugiés responsables de l'obtention de subsides et autres avantages, situation jugée discriminatoire par eux par rapport aux Luxembourgeois défavorisés, ainsi que de crimes ou délits commis à l'égard des Luxembourgeois. Ces personnes sont qualifiées de « *Wouscht* ».

Les prévenus déclarent à l'audience que leurs critiques ne visaient pas précisément les réfugiés, mais critiquaient plutôt la politique d'immigration et d'asile menée par le gouvernement luxembourgeois.

Force est cependant de constater que les prévenus critiquaient non seulement la politique à l'origine de ces maux que connaît, selon eux, notre société, mais ils rendent explicitement les réfugiés venus et résidents au Luxembourg responsables de ces maux.

Par leurs propos, les prévenus discriminent et attaquent une catégorie bien précise de la population du Grand-Duché de Luxembourg.

Le message des prévenus est clair : les réfugiés n'ont pas leur place au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Tribunal retient que les termes employés et le sens donné aux publications constituent des messages de nature à inciter à la haine.

**L'élément matériel** de l'infraction à l'article 457 du Code pénal est partant donné.

D'ailleurs le premier commentaire fait par l'un d'entre eux a entraîné une vague d'autres commentaires par les autres prévenus.

L'infraction nécessite encore un **élément intentionnel** caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du Code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1989: Juris-Data no 603168).

L'auteur doit avoir la volonté délibérée de provoquer dans l'esprit du public une réaction de haine; il doit avoir agi avec une volonté discriminatoire consistant dans un dol spécial.

Au-delà du sens littéral du texte litigieux, c'est donc le but recherché par son auteur qui est déterminant (C.A. arrêt n°346/13 X du 26 juin 2013).

Le Tribunal retient qu'en rejetant la faute exclusive aux réfugiés des problèmes que connaîtrait notre société en raison de l'asile accordé et de leur venue, sans même envisager que les problèmes pourraient avoir d'autres causes, les prévenus ont agi avec une volonté discriminatoire.

En écrivant que les réfugiés sont responsables, en raison de l'obtention de subsides et autres avantages, de discriminations par rapport aux Luxembourgeois défavorisés ainsi que de tous les crimes ou délits commis à l'égard des Luxembourgeois, en qualifiant, pour le surplus, ces personnes de « *Wouscht* » et en publiant ces propos critiquables, les prévenus ont volontairement et consciemment incité la population luxembourgeoise à également ressentir cette aversion à l'égard des étrangers et ont partant incité à la haine. D'ailleurs les propos ont été publiés par eux dans le cadre d'une discussion à ce sujet, à la suite de l'article publié dans le quotidien, propos qui ont entraîné une vague déferlante de commentaires haineux.

X s'adresse dans son commentaire notamment précisément au prévenu Z.

Les termes employés par les prévenus sont de nature à ne pas laisser de doute sur leur intention dolosive.

L'élément moral est partant également établi dans le chef de tous les prévenus.

Les prévenus sont partant à retenir dans les liens de l'infraction à l'article 457-1 du Code pénal.

Quant au **droit à la liberté d'expression** garanti par l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, la Cour européenne des Droits de l'Homme retient qu'une ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression enfreint l'article 10, sauf si elle est prévue par la loi, dirigée vers un ou des buts légitimes au regard du paragraphe 2 de l'article 10 et nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre (Fressoz et Roire c./ France [GC], n°29183/95, §41, CEDH 1999-I).

L'article 10 paragraphe 2 dispose ce qui suit : « *l'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions*



*ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire. »*

Le Tribunal retient que les prévenus ont enfreint l'article 457-1 du Code pénal qui réprime certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie. L'ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression est donc en l'espèce «prévue par la loi».

L'ingérence a en l'espèce pour but de protéger la réputation et les droits d'autrui, à savoir des étrangers résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui sont précisément attaqués par les propos discriminatoires de X et les autres prévenus.

Il s'agit donc d'un but légitime cité expressément au paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Finalement, quant au point de savoir si cette ingérence est nécessaire, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a retenu que la tolérance et le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains constituent le fondement d'une société démocratique et pluraliste. Il en résulte qu'en principe on peut juger nécessaire, dans les sociétés démocratiques, de sanctionner voire de prévenir toutes les formes d'expression qui propagent, incitent à, promeuvent ou justifient la haine fondée sur l'intolérance (y compris l'intolérance religieuse), si l'on veille à ce que les « formalités », « conditions », « restrictions » ou « sanctions » imposées soient proportionnées au but légitime poursuivi (Sürek c/ Turquie (no 1) [GC], no 26682/95, paragraphe 62, CEDH 1999-IV, et, notamment, Gündüz c/ Turquie, no 35071/97, paragraphe 40, CEDH 2003-XI).

La Cour Européenne des Droits de l'Homme retient encore qu'il importe au plus haut point de lutter contre la discrimination raciale sous toutes ses formes et manifestations (Jersild c/ Danemark, 23 septembre 1994, paragraphe 30, série A no 298).

La Cour d'appel dans son arrêt n°346/13 X du 26 juin 2013 a précisément retenu que les articles 454 et suivants du Code pénal, donc y compris l'article 457-1 du Code pénal, constituaient une mesure nécessaire au sens de l'article 10 alinéa 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme : *« l'article 10 de cette convention prévoit expressément dans son second paragraphe, que l'exercice de la liberté d'expression comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, notamment dans la protection des droits d'autrui, ce qui est l'objet des articles 454 et suivants du code pénal. »*

L'article 457-1° du Code pénal rentre donc dans les exceptions à la liberté d'expression prévues par l'article 10 paragraphe 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Le Tribunal retient partant que le droit à la liberté d'expression n'est pas méconnu en l'espèce.

En l'espèce

Les propos tenus comparant notamment les réfugiés aux Luxembourgeois défavorisés rentrent dans cette catégorie de propos racistes, discriminatoires et haineux de l'article 457-1° du Code Pénal de sorte que l'article 457-1° du code pénal est applicable en l'espèce.

Il est également établi que des propos similaires ont été reconnus et qualifié d'incitation à la haine par les tribunaux luxembourgeois. (cf. MP/ P du Tribunal Correctionnel du 26.5.2016)

### 1) X

Au vu des propos tenus par le prévenu qui contiennent les termes de « *Scheiss imigranten* », le prévenu a agi avec un arrière-fond de pensée politique d'extrême droite. Il répond à l'autre prévenu Z, dont les propos critiquables ont incité en lui des propos de haine, la matérialité des faits reprochés X est établie.

L'élément moral de l'infraction est également donné en l'espèce eu égard au fait que X avait parfaite connaissance du fait que les propos tenus étaient réprimés pénalement et que leur publication allait être lue par les membres de la page *facebook* du journal « Tageblatt » litigieuse.

L'élément moral est encore établi à charge du prévenu.

### 2) Z

Au vu des propos tenus par le prévenu qui contiennent les termes de « *Wouscht* » le prévenu a agi avec un arrière-fond de discrimination de ces réfugiés ou immigrés, la matérialité des faits reprochés à Z est établie.

L'élément moral de l'infraction est également donné en l'espèce eu égard au fait qu'il avait parfaite connaissance que les propos écrits allaient être publiés et allaient être lus par les membres de la page *facebook* du journal « Tageblatt » litigieuse.

L'élément moral est encore établi à charge du prévenu.

### 3) Y

Au vu des propos tenus par le prévenu qui contiennent le terme discriminatoire de « *Wouscht* » le prévenu a agi avec un arrière-fond d'incitation de haine à l'égard de ces personnes qualifiées ainsi d'une manière injurieuse, la matérialité des faits reprochés est établie.

L'élément moral de l'infraction est également donné en l'espèce eu égard au fait qu'il avait parfaite connaissance que les propos étaient haineux et allaient être lus par les membres de la page *facebook* du journal « Tageblatt ».

L'élément moral est encore établi à charge du prévenu.

### 4) W

Au vu des propos tenus par la prévenue qui contiennent les termes de « *Wouscht* », « *ween Geet SOS abrieichen an Eis leit iwerfalen* », la prévenue a agi avec un arrière-fond de pensée raciste, prétendant que ces personnes seraient seules à l'origine de vols qualifiés commis envers des Luxembourgeois, la matérialité des faits reprochés à W est établie.

L'élément moral de l'infraction est également donné en l'espèce eu égard au fait que la prévenue avait parfaite connaissance que les propos publiés allaient être lus par les membres de la page *facebook* du Tageblatt litigieuse.

L'élément moral est encore établi à charge de la prévenue.

### Conclusion

Les prévenus ont été convaincus par les éléments du dossier répressif et par les débats contradictoires menés à l'audience publique notamment le témoignage sous la foi du serment du témoin ..... et leurs aveux de l'infraction établie à leur charge par le Ministère Public, à savoir :

#### 1) X

Le 9 décembre 2014, dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg, et notamment à L,  
comme auteur ayant lui-même commis l'infraction,

« en infraction à l'article 457-1° du Code Pénal,

avoir, par des écrits et tout autre support de l'écrit exposés dans les lieux et par tout autre moyen de communication audiovisuelle, incité aux actes prévus à l'article 455, (les actes prévus à l'article 455 du même Code étant la discrimination de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race déterminée) à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe et d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 (toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine et de leur non appartenance à une ethnie, une nation et une race)

en l'espèce, d'avoir publié sur le profil *facebook* du quotidien luxembourgeois « Tageblatt », à la suite d'un article intitulé Asselborn: Weitere Flüchtlinge-Nachrichten renseignant l'accueil supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de demandeurs d'asile en provenance de la Syrie, portant le nombre des demandeurs d'asile originaires de Syrie au Luxembourg à 60 personnes, le commentaire suivant : « **D'ass schrecklech . Scheiss imigranten gin anscheinend vir.** », partant d'avoir publiquement incité à la haine contre un groupe de personnes en raison de leur non appartenance à la nationalité luxembourgeoise. »

#### 2) Z

dans les mêmes circonstances de temps, dans l'arrondissement de Luxembourg et notamment à L-,

comme auteur ayant lui-même commis l'infraction,

« en infraction à l'article 457-1° du Code Pénal,

avoir, par des écrits et tout autre support de l'écrit exposés dans les lieux et par tout autre moyen de communication audiovisuelle, incité aux actes prévus à l'article 455, (les actes prévus à l'article 455 du même Code étant la discrimination de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race déterminée) à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe et d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 (toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine et de leur non appartenance à une ethnie, une nation et une race)

en l'espèce, d'avoir publié sur le profil *facebook* du quotidien luxembourgeois « Tageblatt », à la suite d'un article intitulé Asselborn : Weitere Flüchtlinge-Nachrichten renseignant l'accueil supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de demandeurs d'asile en provenance de la Syrie, portant le nombre des demandeurs d'asile originaires de Syrie au Luxembourg à 60 personnes, le commentaire suivant : « **Herr Asselborn mir hun genuch wouscht hei am Land.** », partant d'avoir publiquement incité à la haine contre un groupe de personnes en raison de leur non appartenance à la nationalité luxembourgeoise. »

### 3) Y

dans les mêmes circonstances de temps, dans l'arrondissement de Luxembourg et notamment à L-

comme auteur ayant lui-même commis l'infraction,

« en infraction à l'article 457-1° du Code Pénal,

avoir, par des écrits et tout autre support de l'écrit exposés dans les lieux et par tout autre moyen de communication audiovisuelle, incité aux actes prévus à l'article 455, (les actes prévus à l'article 455 du même Code étant la discrimination de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race déterminée) à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe et d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 (toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine et de leur non appartenance à une ethnie, une nation et une race)

en l'espèce, d'avoir publié sur le profil *facebook* du quotidien luxembourgeois « Tageblatt », à la suite d'un article intitulé Asselborn : Weitere Flüchtlinge-Nachrichten renseignant l'accueil supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de demandeurs d'asile en provenance de la Syrie, portant le nombre des demandeurs d'asile originaires de Syrie au Luxembourg à 60 personnes, le commentaire suivant : « **Alt nach mei wouscht an Land. Wei wann ma net schon genuch wouscht hei laafen hun...** », partant d'avoir publiquement incité à la haine contre un groupe de personnes en raison de leur non appartenance à la nationalité luxembourgeoise. »

### 4) W

Dans les mêmes circonstances de temps, dans l'arrondissement de Luxembourg et notamment à L-

comme auteur ayant elle-même commis l'infraction,

« en infraction à l'article 457-1° du Code Pénal,

avoir, par des écrits et tout autre support de l'écrit exposés dans les lieux et par tout autre moyen de communication audiovisuelle, incité aux actes prévus à l'article 455, (les actes prévus à l'article 455 du même Code étant la discrimination de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race déterminée) à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe et d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 (toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine et de leur non appartenance à une ethnie, une nation et une race)

en l'espèce, d'avoir publié sur le profil *facebook* du quotidien luxembourgeois « Tageblatt », à la suite d'un article intitulé Asselborn : Weitere Flüchtlinge-Nachrichten renseignant l'accueil supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de demandeurs d'asile en provenance de la Syrie, portant le nombre des demandeurs d'asile originaires de Syrie au Luxembourg à 60 personnes, le commentaire suivant : « **Letzebuerg brauch deen weouscht ween Geet SOS abrieche an Eis leit iwerfalen.** », partant d'avoir publiquement incité à la haine contre un groupe de personnes en raison de leur non appartenance à la nationalité luxembourgeoise. »

#### **Quant à la peine**

Les articles 457-1 et 457-3 prévoient une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 euros à 25.000 euros ou l'une de ces peines seulement.

La chambre du conseil du tribunal d'arrondissement a ordonné le renvoi des prévenus devant le tribunal de police par application de circonstances atténuantes. L'amende en matière de police est de 25 euros au moins et de 250 euros au plus.

X n'a à l'audience ni montré un quelconque regret ni un repentir actif, de sorte que le danger de récidive n'est pas à exclure. Eu égard à ces éléments, et dans le but de sanctionner de façon adéquate par rapport aux revenus disponibles du prévenu, il convient de le condamner pour l'infraction retenue au maximum de l'amende à savoir à une amende de **250 euros**.

Les prévenus, Y, ..... fait preuve à l'audience d'un repentir sincère.

Au vu des circonstances, ces prévenus ne sont pas indignes de la clémence du tribunal.

Eu égard à ces éléments, et dans le but de sanctionner de façon adéquate par rapport aux revenus disponibles des prévenus, il convient de condamner les prévenus Y, .....pour l'infraction retenue **chacun** à une amende de **200 euros**.

#### **Par ces motifs**

Le tribunal de police de et à Luxembourg, statuant contradictoirement, les prévenus entendus en leurs déclarations et explications, les mandataires en leurs moyens de défense et le représentant du ministère public en son réquisitoire

**condamne X** du chef de l'infraction établie à sa charge à **1 amende de 250.- € (deux cent cinquante euros)**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, liquidés à **20,37 € (vingt euros trente-sept cents)**,

**fixe** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à **5 (cinq) jours** ;

**condamne Y** du chef de l'infraction établie à sa charge à **1 amende de 200.- € (deux cents euros)** ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, liquidés à **20,37 € (vingt euros trente-sept cents)**, ;

**fixe** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à **4 (quatre) jours** ;

**condamne Z** du chef de l'infraction établie à sa charge à **1 amende de 200.- € (deux cents euros)**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, liquidés à **20,37 € (vingt euros trente-sept cents)**;

**fixe** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à **4 (quatre) jours** ;

**condamne W** du chef de l'infraction établie à sa charge à **1 amende de 200.- € (deux cents euros)**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, liquidés à **20,37 € (vingt euros trente-sept cents)**,;

**fixe** la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à **4 (quatre) jours** ;

Le tout par application des articles des articles 1, 7, 13 et 14bis de la loi modifiée du 14.2.1955, des articles 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 457-1° du code pénal ainsi que des articles 152, 153, 154, 161, 162, 163 du code d'instruction criminelle.

Ainsi fait, jugé et prononcé, en présence du Ministère public, en l'audience publique dudit Tribunal de police à Luxembourg, date qu'en tête, par Brigitte KONZ, juge de paix directrice, siégeant comme juge de police, assistée de la greffière Chantal MARULLI, qui ont signé le présent jugement.

(s.) Brigitte KONZ

(s.) Chantal MARULLI

ex.p./s. prob.

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 11 OCTOBRE 2016**

Le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, seizième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du ministère public contre

X,  
né,  
demeurant à L-,

**- p r é v e n u -**

---

**FAITS :**

Par citation du 13 juillet 2016 Monsieur le procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a cité le prévenu à comparaître à l'audience publique du 28 septembre 2016 devant le tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions de :

**infraction aux articles 457-1 et 457-3 du code pénal**

A cette audience Madame le vice-président constata l'identité du prévenu et lui donna connaissance des actes qui ont saisi le tribunal.

Le témoin ..... fut entendu en ses déclarations orales après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du code d'instruction criminelle.

X fut entendu en ses explications et moyens de défense.

Le représentant du ministère public, Madame Jessica SCHNEIDER, attachée de justice, résuma l'affaire et fut entendue en son réquisitoire.

Le tribunal prit les affaires en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé,

**LE JUGEMENT QUI SUIVIT :**

Vu le rapport numéro SPJ/52855.1-CAT du 17 décembre 2015, dressé par la police grand-ducale, Service de Police Judiciaire, C.A.T..

Vu la citation du 13 juillet 2016 (notice 16940/16/CD) régulièrement notifiée au prévenu.

Aux termes de la citation, le ministère public reproche à X, comme auteur,

A) le 4 mars 2016, à 19.33 heures et le 8 mai 2016, à 12.13 heures, à 12.15 heures, et à 18.34 heures à L-4818 Rodange, 57, avenue Dr Gaasch,

en infraction à l'article 457-1, 3° du code pénal,

avoir publié sous son profile virtuel facebook X,

- le commentaire suivant : « Soll ich euch mal etwas sagen ? Ich hasse dieses Asyl/Ausländer Gesindel. Wann kommt die Revolution? Ich hoffe, dass Marine Le Pen und die AfD genug Stimmen bekommen, um wenigstens in Frankreich und in Deutschland aufzuräumen.“ et
- des illustrations destinées à inciter à la haine et à la violence contre les étrangers, en l'occurrence une parodie d'une publicité pour le détaillant « Edeka » offrant à la vente une batte de baseball confectionnée en chêne d'origine allemande garantie, dans le cadre des semaines racistes, vantant les mérites de l'objet en tant que formateur d'opinion, pour un prix de 29 €, en se servant du double sens du mot allemand « zuschlagen » exhortant par la formule « jetzt zuschlagen » le lecteur aussi bien « à saisir une affaire » Qu'à « frapper sur ceux dont l'opinion doit être formée », destinée clairement à inciter à la violence contre les étrangers,
- une photographie titrée « jedes Flüchtlingsheim ist ein Verbrechen gegenüber unseren Obdachlosen“, destinée à inciter à la haine à l'égard des demandeurs d'asile en insinuant que leur prise en charge se ferait au détriment des sans abri sur place,
- une représentation graphique d'un iceberg, recelant sous la pointe qui sort de l'eau, à savoir l'Etat islamique, une base constituée de l'islam, faisant ainsi l'amalgame entre la communauté musulmane et l'Etat islamique, incitant de la sorte à la haine contre la communauté musulmane,
- une juxtaposition de deux photographies sous la légende « Der Unterschied » montrant l'une une femme en tenue de combat avec un fusil, sous-titrée « Kurdische Frauen kämpfen für ihre Freiheit und ihre Heimat », et l'autre un rassemblement d'hommes en civil sous-titrée « Syrische Männer kämpfen in Europa für ein neues iPhone », insinuant que les hommes syriens délaisseraient leurs femmes et leur patrie pour s'équiper d'un nouvel iPhone, incitant ainsi à la haine contre les hommes syriens, partant contre un groupe de personnes en raison de leur appartenance à une nation déterminée et en raison de leur sexe,

B) le 9 février 2016, vers 17.31 heures ainsi que le 10 février 2016, vers 19.40 heures à L-4818 Rodange, 57, avenue Dr Gaasch,

1) en infraction à l'article 471-1, 3° du code pénal,

d'avoir publié sous le profil virtuel facebook « George Nicolay » diverses photographies documentant sa sympathie pour le Troisième Reich, régime ayant propagé la haine et la violence contre une communauté de personnes en raison notamment de leur appartenance à une religion déterminée, de leur handicap et de leur origine, sa faisant sienne cette idéologie, et incitant à son tour à la haine et à la violence contre un groupe de personne en raison de leur origine, notamment par la photographie montrant une assemblée religieuse en train de prier, titrée « Oktoberfest2025 » insinuant que les rites musulmans supplanteront les coutumes bavaroises d'ici 2025, insérée dans une fenêtre intitulée « Wir werden es



verhindern », ensemble avec le portait d'un officier de la SS, ainsi que par la juxtaposition de deux photographies intitulées l'une « Wir kommen ! », montrant un groupe de talibans, et l'autre « Wir warten », représentant Edward Norton dans son rôle dans le film « American History X », une croix gammée sur la poitrine gauche.

2) en infraction à l'article 457-3 du code pénal,

d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois notamment, sous le profile virtuel facebook « George Nicolay » diverses photographies documentant sa sympathie pour le troisième Reich, notamment une photographie d'Adolf Hitler exécutant le salut nazi, et la photographie d'une façade de maison portant l'inscription « ES LEBE DER FÜHRER ! ES LEBE DEUTSCHLAND ! », minimisant de la sorte les crimes contre l'humanité commis par le régime nazi

## **Les faits**

Les faits tels qu'ils ressortent du dossier répressif et des débats à l'audience peuvent se résumer comme suit :

Le service de police judiciaire a été chargé d'une enquête suite à deux dénonciations :

- une dénonciation du 17 décembre 2015 dans laquelle une personne a dénoncé la présence d'images à connotation raciste sur le profil Facebook « X » ;

- une dénonciation du 27 février 2016 dans laquelle une personne a dénoncé le contenu raciste du profil « ..... ».

Après vérifications par les services de police judiciaire il s'est avéré que les deux profils Facebook appartenaient à X.

La police judiciaire a découvert que le profil « X » a publié en date du 8 mai 2016 plusieurs images sur son mur Facebook :

- une image du détaillant EDEKA avec une batte de baseball où figuraient les mots suivants : « Rassistische Wochen bei Edeka. Meinungsverstärker aus deutscher Eiche. Nachweislich von nationaler Herkunft. 29.-€. Jetzt zuschlagen! ».

- une photographie montrant un sans-abri intitulée „Jedes Flüchtlingsheim ist ein Verbrechen gegenüber unseren Obdachlosen“.

- une photographie d'un iceberg montrant sur la pointe qui sort de l'eau « Isis » et le reste de l'iceberg se trouvant sous l'eau montrant l'Islam.

- une juxtaposition de deux photographies ayant comme titre « der Unterschied », une photographie montrant une femme en tenue de combat avec un fusil sous-titrée « Kurdische Frauen kämpfen in Syrien für ihre Freiheit und ihre Heimat », l'autre photographie montrant un rassemblement d'hommes en civil sous-titrée « Syrische Männer kämpfen in Europa für ein neues Iphone ».

Le même profil « X » avait publié sur son mur Facebook en date du 4 mars 2016 le commentaire suivant : « Soll ich euch mal etwas sagen ? Ich hasse dieses Asyl/Ausländer Gesindel. Wann kommt die Revolution? Ich hoffe, dass Marine le Pen und die AfD genug Stimmen bekommen, um wenigstens in Deutschland und in Deutschland aufzuräumen“.

Sur le profil Facebook « ..... » figuraient plusieurs images publiées le 9 et 10 février 2016 :

- une photographie montrant une assemblée religieuse en train de prier ayant comme titre « Oktoberfest 2025 », insérée dans une fenêtre intitulée « Wir werden es verhindern », ensemble avec le portrait d'un officier SS.
- la juxtaposition de deux photographies, l'une montrant un groupe de talibans et intitulée « Wir kommen ! » et l'autre représentant Edward Norton avec une croix gammée sur la poitrine gauche dans le film « American History » intitulée « Wir warten ! ».
- diverses photos sur le Troisième Reich dont notamment une photographie d'Adolf Hitler faisant le salut nazi et une photographie montrant la façade d'une maison avec l'inscription « Es lebe der Führer ! Es lebe Deutschland ! ».

Lors de son audition par la police en date du 13 juin 2016, X a admis que les profils Facebook « X » et « George Nicolay » lui appartiennent. Concernant le profil Facebook « X » le prévenu a donné des explications sur les différentes images publiées : concernant l'image du détaillant EDEKA, il a admis avoir publié cette image en raison du fait qu'il la trouvait amusante. S'agissant de l'image montrant un sans-abri, il a déclaré avoir publié la photo avec le commentaire « Jedes Flüchtlingsheim ist ein Verbrechen gegenüber unseren Obdachlosen ! » parce que cette image correspondrait à la vérité. Selon lui, l'Europe et surtout l'Allemagne accueillent trop de réfugiés. Pour ce qui est de la photographie d'un iceberg, il a estimé que cette photographie montre que l'Etat islamique repose sur l'Islam et que ce n'est que la pointe de l'iceberg. Concernant la juxtaposition de deux photographies avec le titre « der Unterschied », il a déclaré que la politique des réfugiés menée en Allemagne est sordide, qu'on voit des femmes combattre dans ces pays, tandis que les hommes viennent en Europe pour poser des exigences.

Concernant le profil Facebook « ..... », il a d'abord déclaré qu'il s'agit du nom de son parrain et qu'il a utilisé ce nom pour créer un nouveau profil sur Facebook. S'agissant de la publication de la juxtaposition de deux photographies intitulées « Wir kommen ! Wir warten ! », X a estimé que ces photos montrent que nous sommes prêts si les combattants afghans viennent. Il a déclaré avoir publié les autres photographies et commentaires par frustration.

A l'audience du 28 septembre 2016 X a maintenu ses déclarations antérieures.

Le témoin ..... a réitéré sous la foi du serment les constatations actées dans le procès-verbal de police. Il a noté que les profils Facebook sous le nom « X » et « ..... » n'ont toujours pas été supprimés par le prévenu, contrairement aux autres prévenus poursuivis pour des faits similaires. Il a précisé que les images publiées sur les deux profils proviennent de sites qu'il faut rechercher.

## **En droit**

### Les infractions d'incitation à la haine libellées sub A) et B1)

L'article 457-1 du code pénal sanctionne une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes.

Le législateur a entendu manifester sa ferme intention de lutter contre le racisme et l'intolérance dans toutes ses formes tout en démontrant par un signal clair aux auteurs

potentiels sa volonté non-équivoque de combattre ces phénomènes d'une manière efficace et énergique.

Pour que l'infraction ci-avant soit constituée, il est nécessaire qu'il y ait discrimination au sens pénal du terme et plus particulièrement au sens de l'article 454 du code pénal qui retient comme étant une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

S'agissant du profil Facebook « X », les termes et images employés par X visent clairement des personnes en raison de leur appartenance à une nation ou à une ethnie et leur non-appartenance à la nation luxembourgeoise dont notamment les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Le prévenu a publié sur Facebook des photographies avec des commentaires dans lesquelles il invite à recourir à la violence contre une groupe déterminé non luxembourgeois. Tel est le cas de l'image du détaillant EDEKA.

En ce qui concerne le profil Facebook « ..... », les termes et images employés par X visent clairement des personnes en raison de leur appartenance à une nation ou à une ethnie, et leur non-appartenance à la nation luxembourgeoise dont notamment les musulmans et les personnes d'une autre religion.

Le prévenu a publié sur Facebook des photographies avec des commentaires dans lesquelles il invite à recourir à la violence contre un groupe déterminé non luxembourgeois. Tel est le cas par exemple de l'image intitulée « Oktoberfest 2025 ».

Les termes employés et le sens donné aux publications constituent des messages de nature à inciter à la violence.

L'élément matériel de l'infraction prévue à l'article 457-1 alinéa 3 du code pénal est partant établi.

L'infraction nécessite encore un élément intentionnel caractérisé dans la volonté d'inciter à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 du code pénal. Il faut donc un élément intentionnel, à savoir un motif discriminatoire, une volonté discriminatoire consistant en un dol spécial (CA Paris, 8 mai 1999, Juris-Data n°603168).

Il n'est pas nécessaire que les messages contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination. Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les messages soient de nature à susciter ces sentiments ( cf. Cour de cassation française 12.09.2000 n°98-88.203).

Par le choix de ses mots et des images publiées sur le profil « X », le prévenu exprime un sentiment de haine à l'encontre des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes d'origine étrangère. S'agissant de l'image du détaillant EDEKA, on peut en déduire un sentiment d'aversion à l'encontre de personne d'origine étrangère. Il en est de même pour les autres images publiées où le prévenu montre un sentiment d'aversion à l'encontre des réfugiés et de l'islam.

Plus particulièrement les mots « Soll ich euch mal etwas sagen ? Ich hasse dieses Asyl/Ausländer Gesindel. Wann kommt die Revolution ? Ich hoffe, dass Marine Le Pen und die AfD genug Stimmen bekommen, um wenigstens in Deutschland aufzuräumen » incitent à la haine et à la violence au sens de l'article 457-1 du code pénal.

Il en est de même pour les images publiées sur le profil « ..... » où le prévenu exprime un sentiment de haine à l'encontre d'une autre religion. Plus particulièrement s'agissant de la photographie ayant comme titre « Oktoberfest 2025 », on peut sans aucun doute en déduire un sentiment d'aversion à l'encontre des musulmans et un appel à la violence contre les musulmans.

Les images et termes employés par X sont de nature à ne pas laisser de doute sur son intention dolosive.

L'élément moral étant établi, il y a lieu de retenir X dans les liens des infractions à l'article 457-1 du code pénal libellée sub A) et B) 1).

La contestation, minimisation, justification ou négation de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocides libellées sub B 2)

L'article 457-3 alinéa 1<sup>er</sup> du code pénal sanctionne le fait pour une personne de contester, minimiser, justifier des crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre tels que définis par l'article 6 du statut du Tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et reconnus par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

L'article 6 dudit statut se lit comme suit :

« (...) c) Les crimes contre l'Humanité : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime. (...) »

Le génocide des personnes de conviction religieuse juive pendant la seconde guerre mondiale rentre dans cette catégorie de crimes contre l'humanité de sorte que l'article 451-3 alinéa 1<sup>er</sup> du code pénal est applicable en l'espèce.

Il est également établi que le génocide des juifs a été reconnu par le Tribunal militaire de Nuremberg après la deuxième guerre mondiale.

En l'espèce, X est en aveu d'avoir publié sur Facebook en utilisant le profil « ..... » diverses photographies sur le troisième Reich, notamment une photographie d'Adolphe Hitler exécutant le salut nazi et une photographie d'une façade de maison portant l'inscription « ES LEBE DER FÜHRER ! ES LEBE DEUTSCHLAND ! ». Par conséquent, la matérialité des faits reprochés à X est établie.

L'élément moral de l'infraction est également donné vu que X avait parfaite connaissance que les photographies et commentaires publiés sur Facebook étaient librement accessibles à tout le monde et pouvaient être lus par un nombre important d'utilisateurs de la plateforme Facebook.

Le prévenu est partant à retenir dans les liens de l'infraction à l'article 457-3 du code pénal.

X est partant **convaincu** par ses aveux et les débats à l'audience, ensemble les éléments du dossier répressif :

**A) le 4 mars 2016 à 19.33 heures et le 8 mai 2016 à 12.13 heures, à 12.15 heures, et à 18.34 heures à L-4818 Rodange, 57, avenue Dr Gaasch,**

**comme auteur ayant commis l'infraction,**

**en infraction à l'article 457-1, 3° du code pénal,**

**d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, des écrits, photographies et des images de nature à inciter à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'appartenance à une nation et à une race, sur la non-appartenance à la nation luxembourgeoise, ainsi que sur l'appartenance à une religion déterminée,**

**en l'espèce, avoir publié sous son profile virtuel facebook X,**

- **le commentaire suivant : « Soll ich euch mal etwas sagen ? Ich hasse dieses Asyl/Ausländer Gesindel. Wann kommt die Revolution? Ich hoffe, dass Marine Le Pen und die AfD genug Stimmen bekommen, um wenigstens in Frankreich und in Deutschland aufzuräumen. » et**
- **des illustrations destinées à inciter à la haine et à la violence contre les étrangers, en l'occurrence une parodie d'une publicité pour le détaillant « Edeka » offrant à la vente une batte de baseball confectionnée en chêne d'origine allemande garantie, dans le cadre des semaines racistes, vantant les mérites de l'objet en tant que formateur d'opinion, pour un prix de 29€, en se servant du double sens du mot allemand « zuschlagen » exhortant par la formule « jetzt zuschlagen » le lecteur aussi bien « à saisir une affaire » Qu'à « frapper sur ceux dont l'opinion doit être formée », destinée clairement à inciter à la violence contre les étrangers,**
- **une photographie titrée « jedes Flüchtlingsheim ist ein Verbrechen gegenüber unseren Obdachlosen », destinée à inciter à la haine à l'égard des demandeurs d'asile en insinuant que leur prise en charge se ferait au détriment des sans abri sur place,**
- **une représentation graphique d'un iceberg, recelant sous la pointe qui sort de l'eau, à savoir l'Etat islamique, une base constituée de l'islam, faisant ainsi l'amalgame entre la communauté musulmane et l'Etat islamique, incitant de la sorte à la haine contre la communauté musulmane,**
- **une juxtaposition de deux photographies sous la légende « Der Unterschied » montrant l'une une femme en tenue de combat avec un fusil, sous-titrée « Kurdische Frauen kämpfen für ihre Freiheit und ihre Heimat », et l'autre un rassemblement d'hommes en civil sous-titrée « Syrische Männer kämpfen in Europa für ein neues iPhone », insinuant que les hommes syriens délaisseraient leurs femmes et leur patrie pour s'équiper d'un nouvel iPhone, incitant ainsi à la haine contre les hommes syriens, partant contre un groupe de personnes en raison de leur appartenance à une nation déterminée et en raison de leur sexe,**

**B) le 9 février 2016, vers 17.31 heures ainsi que le 10 février 2016, vers 19.40 heures à L-4818 Rodange, 57, avenue Dr Gaasch,**

comme auteur ayant commis les infractions,

**1) en infraction à l'article 471-1, 3° du code pénal,**

*d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois, des écrits, photographies et des images de nature à inciter à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'appartenance à une nation et à une race, sur la non-appartenance à la nation luxembourgeoise, ainsi que sur l'appartenance à une religion déterminée,*

*en l'espèce d'avoir publié sous le profil virtuel facebook « ..... » diverses photographies documentant sa sympathie pour le Troisième Reich, régime ayant propagé la haine et la violence contre une communauté de personnes en raison notamment de leur appartenance à une religion déterminée, de leur handicap et de leur origine, sa faisant sienne cette idéologie, et incitant à son tour à la haine et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur origine, notamment par la photographie montrant une assemblée religieuse en train de prier, titrée « Oktoberfest2025 » insinuant que les rites musulmans supplanteront les coutumes bavaroises d'ici 2025, insérée dans une fenêtre intitulée « Wir werden es verhindern », ensemble avec le portrait d'un officier de la SS, ainsi que par la juxtaposition de deux photographies intitulées l'une « Wir kommen ! », montrant un groupe de talibans, et l'autre « Wir warten », représentant Edward Norton dans son rôle dans le film « American History X », une croix gammée sur la poitrine gauche.*

**2) en infraction à l'article 457-3 du code pénal,**

*d'avoir par des écrits minimisé et justifié l'existence d'un crime contre l'humanité tel que défini par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 commis par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut et par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction internationale,*

*en l'espèce, d'avoir mis en circulation sur le territoire luxembourgeois notamment, sous le profile virtuel facebook « ..... » diverses photographies documentant sa sympathie pour le troisième Reich, notamment une photographie d'Adolf Hitler exécutant le salut nazi, et la photographie d'une façade de maison portant l'inscription « ES LEBE DER FÜHRER ! ES LEBE DEUTSCHLAND ! », minimisant de la sorte les crimes contre l'humanité commis par le régime nazi. »*

## **La peine**

Les infractions retenues sub B) sont en concours idéal entre elles. Ce groupe d'infractions se trouve en concours réel avec l'infraction sub A).

En application des articles 60 et 65 du code pénal il y a lieu de prononcer la peine la plus forte qui pourra être élevée au double du maximum sans pouvoir dépasser la somme des peines encourues.

Les articles 457-1 et 457-3 du code pénal prévoient chacun une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et une amende de 251 euros à 25.000 euros ou l'une de ces peines seulement.

Dans le cadre de l'appréciation de la peine le Tribunal doit tenir compte de la personnalité du prévenu.

X ne conteste pas que les profils « X » et « ..... » et une partie des images et commentaires réprimés sont toujours publiés et accessibles au public au jour des plaidoiries. Il n'a fait preuve d'aucun repentir sincère de sorte que le tribunal estime que les faits sont adéquatement sanctionnés par une peine d'emprisonnement de **9 mois**.

X n'ayant pas encore subi jusqu'à ce jour de condamnation excluant le sursis à l'exécution des peines et ne semblant pas indigne de l'indulgence du tribunal il y a lieu de lui accorder la faveur du sursis probatoire quant à la peine d'emprisonnement à prononcer à son encontre avec la condition de supprimer les images et commentaires prohibés par la loi, publiés sur les profils facebook « X » et « ..... » dans un délai d'un mois à compter du prononcé du présent jugement.

### PAR CES MOTIFS:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, seizième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant **contradictoirement**, X entendu en ses explications et moyens de défense, et le représentant du ministère public entendu en son réquisitoire,

**c o n d a m n e** X du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de **neuf (9) mois**, ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, liquidés à 9,27 € ;

**d i t** qu'il sera **sursis** à l'exécution de l'**intégralité** de cette peine d'emprisonnement et place X sous le régime du **sursis probatoire** pendant une durée de cinq (5) ans en lui imposant l'obligation de supprimer les images et commentaires prohibés par la loi et publiés sur les profils Facebook « X » et « ..... » dans un délai d'un (1) mois à compter du prononcé du présent jugement.

**a v e r t i t** X qu'en cas de soustraction à la mesure ordonnée par sursis probatoire dans un délai d'un mois à dater de la notification du présent jugement, le sursis probatoire sera révoqué;

**a v e r t i t** X qu'au cas, où dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation irrévocable à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de six mois sans sursis, la révocation du sursis probatoire aura lieu de plein droit;

**a v e r t i t** X qu'au cas, où dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation irrévocable à une peine d'emprisonnement correctionnel principal sans sursis d'un mois au moins et ne dépassant pas six mois, la révocation du sursis probatoire sera facultative;

**a v e r t i t** X qu'au cas, où dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation irrévocable à une peine criminelle ou à un emprisonnement correctionnel principal de plus de six mois sans sursis, les peines de la première infraction seront prononcées et exécutées sans confusion possible

avec celles prononcées du chef de la nouvelle infraction et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 alinéa 2 du code pénal;

**a v e r t i t** X qu'au cas, où dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation irrévocable à une peine d'emprisonnement correctionnel principal sans sursis d'un mois au moins et ne dépassant pas six mois, les peines de la première infraction pourront être prononcées et exécutées sans confusion possible avec celles prononcées du chef de la nouvelle infraction et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 al. 2 du Code pénal.

Par application des articles 14, 15, 20, 60, 65, 66, 454, 457-1 et 457-3 du code pénal et des articles 155, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 194, 194-1, 195, 196, 629, 629-1, 630, 632, 633, 633-5 et 633-7 du code d'instruction criminelle, dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Françoise ROSEN, vice-président, Sandra ALVES et Jackie MAROLDT, juges, et prononcé par le vice-président en audience publique au tribunal d'arrondissement à Luxembourg, en présence de Laurent SECK, premier substitut du procureur d'Etat, et de Nicola DEL BENE, greffier assumé, qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent jugement.



**Jugt no 2 4 8 0 / 2008**

**AUDIENCE PUBLIQUE DU 10 JUILLET 2008**

Le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **chambre correctionnelle**, a rendu le jugement qui suit:

dans la cause du Ministère Public contre

acq.

,  
rest

**- prévenu -**

=====

**FAITS :**

Par citation du **21 mai 2008** Monsieur le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du **3 juillet 2008** devant le tribunal correctionnel de ce siège, pour y entendre statuer sur les préventions suivantes:

**Infraction aux articles 274-13° et 457-1 1)**

A l'audience publique du **3 juillet 2008**, Madame le vice-président constata l'identité du prévenu **X** et lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Le témoin ..... fut entendue en ses déclarations orales, après avoir prêté le serment prévu à l'article 155 du code d'instruction criminelle.

Le prévenu **X** fut entendu en ses explications et moyens de défense.

La représentante du Ministère Public, Madame Dominique PETERS, premier substitut du Procureur d'Etat, fut entendu en son réquisitoire.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

## **J U G E M E N T      qui suit:**

Vu la citation à prévenu du **21 mai 2008 (not. 25543/2007CD)** régulièrement notifiée.

Le Parquet reproche au prévenu Xles infractions suivantes, à savoir:

*am 11. November 2007, in Luxemburg-Kirchberg, auf dem Alttrödlermarkt in den Ausstellungshallen des F.I.L., ungeschadet der genauen Orts- und Zeitangaben,*

*als Täter,*

*1) in Zuwiderhandlung zum Artikel 274-1, 3° des Strafgesetzbuches, Zeichen oder Symbole, die zum öffentlichen Aufstand führen sollen oder den öffentlichen Frieden stören sollen, öffentlich ausgestellt, vertrieben, verkauft, zum Verkauf ausgestellt, oder aber öffentlich getragen zu haben,*

*im vorliegenden Falle, verschiedene Gegestände, die dans Symbol des Hakenkreuz tragen, das sich gegen den bestehenden Frieden stört, und das zum öffentlichen Aufstand führen soll ;*

*2) in Zuwiderhandlung zum Artikel 457-1 1) des Strafgesetzbuches, zur Diskriminierung (so wie sie vom Artikel 455, demnach 454 des gleichen Strafgesetzbuches definiert wird: jede Unterscheidung zwischen Privatpersonen aufgrund ihrer Herkunft, ihrer Hautfarbe, ihres Geschlechts, ihrer sexuellen Orientierung, ihres Familienstandes, ihres Alters, ihres Gesundheitszustandes, ihrer Behinderung ihrer Sitten, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeiten, ihrer reellen oder mutmasslichen Zugehörigkeit oder Nicht-Zugehörigkeit zu einer Kultur, einer Nation oder einer bestimmten Religion, angeregt zu haben, durch Schriftstücke, Druckwerke, Zeichnungen, Drucke, Gemälde, Embleme, Bilder oder durch jeden anderen Träger der Schrift, des Wortes oder des Bildes, die verkauft oder verteilt, zum Verkauf angeboten oder in der Öffentlichkeit zugänglichen Orten oder Versammlungen ausgestellt worden sind,*

*im vorliegenden Falle, die im Anhang aufgelisteten Gegenstände, bei dener es sich um Bücher, Bilder (das Antlitz des Führers von Heirnich HOFFMANN, Foto vom Führer, schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf HITLER), Amuletten, Knöpfen, Banknoten, Staatsangehörigkeitsausweise, Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten, und anderen Gegenstände aus dem dritten Reich handelt, demnach Gegestände, die das Naziregime verherrlichen, eine Ideologie, die zum Hass und zur Gewalt gegenüber Privatleuten aufgrung ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Religion, und besonders zu der jüdischen Religion, ebenso wie aufgrund ihrer Hautfarbe, ihrer sexuellen Orientierung, ihrer körperlichen oder geistigen*

*Behinderung, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, aufruft, in der für die Öffentlichkeit zugänglichen Ausstellungshallen zum Verkauf angeboten zu haben.*

D'après le procès-verbal no 22365 dressé par la Police grand-ducale CI Luxembourg en date du 11.11.2007, les faits de l'espèce peuvent se résumer comme suit:

Les agents de police se sont rendus aux halls d'exposition au Kirchberg où était en train de se dérouler la foire aux antiquités et à la brocante. Ils ont pris inspection du stand de Xet ont pu constater que ce dernier y exposait, en vue de la vente, des objets et des livres datant de l'époque de la deuxième guerre mondiale. Parmi les livres exposés se trouvaient trois exemplaires du livre d'Adolf Hitler intitulé "Mein Kampf".

Les autres livres et objets ayant retenu l'attention des agents sont les suivants:

- Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei von Dr. J. Goebbels
- Ahnenbuch mit Hakenkreuz
- Ins Dritte Reich/Ergänzungsheft zu deutschen Lesebüchern
- Zerstörer Feindwärts Kapitän Leutnant ING von H. Jacks
- Adolf Hitler an seine Jugend
- Der deutsche Arbeitsdienst
- Tag und Nacht am Feind
- 1943 Reichsbahnbeamte
- 4 x Staatsangehörigkeitsausweise
- 2 x Das Antlitz des Führers von Heinrich Hoffmann
- Die Geschichte der Glaubensbewegung deutscher Christen Kirche im Dritten Reich
- Werk und Mensch von Hermann Göring
- Panzer am Feind von Fritz Fechner
- Foto von Adolf Hitler
- schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf Hitler
- 9 x Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten
- Das Feierbuch der deutschen Sippe
- Stukas von Curt Strohmeier
- Arzt im Kampf Erlebnisse und Gedanken von Kurt Blome
- Ewiges Deutschland 1939
- Brustanhänger der Feldgendarmerie
- Anstecker mit Hakenkreuz
- 2 Fotos eines Soldaten
- Einstecktuch mit Hakenkreuz
- Kriegsverdienstkreuz
- Knopf mit Reichsadler und Hakenkreuz
- Lufthansa Mützenadler
- Deutsches Reichsgeld (9x2 Reichsmark, 4x1 Reichspfennig, 2x5 Reichspfennig, 2x10 Reichspfennig).

L'ensemble de ce matériel a été saisi suivant procès-verbal no 22366 de la Police Grand-ducale, CI Luxembourg.

Xa déclaré à l'audience qu'il ne fait partie d'aucune mouvance nazie. Il a expliqué qu'il est brocanteur et qu'il a l'habitude de fouiner dans les caves et greniers à la

recherche d'objets pour son stand. C'est ainsi qu'il serait entré en possession des objets et livres dont s'agit. Il a insisté pour dire qu'en exposant ces effets à la vente, il n'avait nullement eu l'intention de faire de l'activisme en faveur de l'idéologie nazie, respectivement d'animer sa clientèle à en faire, ni d'ailleurs de faire de la provocation et de heurter la sensibilité d'autrui. Il a précisé qu'afin d'éviter tout malentendu, il a tenu à disposition des personnes, intéressées par ces biens, un écrit qui est de la teneur suivante:

*Solange Interessenten und Käufer sich nicht gegenteilig äussern, versichern sie, die angebotenen Gegenstände aus der Zeit des III.Reiches nur zu Zwecken der staatsbürgerlichen Aufklärung, der Abwehr verfassungswidriger Bestrebungen, der Kunst oder der Wissenschaft, der Forschung oder der Lehre, der Berichterstattung über Vorgänge des Zeitgeschehens oder der Geschichte oder ähnlichen Zwecken zu erwerben (§ § 86a, 86 Strafgesetzbuch).*

*Fa. R. Lückert bietet und gibt diese Gegenstände nur unter diesen Voraussetzungen an bzw ab.*

L'inspecteur de police ....., entendue comme témoin à l'audience, a déclaré que Xn'a pas fait de publicité particulière pour les objets incriminés. Le témoin a précisé que si lesdits objets se trouvaient plus ou moins regroupés à un endroit du stand, aucun écriteau n'a attiré l'attention plutôt sur ces objets, que sur d'autres exposés au stand. Aucune autre manifestation particulière d'apologie du nazisme au niveau de la présentation du stand n'a été signalée par le témoin. Quant à la note à l'attention de la clientèle, tant le prévenu que le témoin ont indiqué qu'elle ne se trouvait pas exposée au regard du public, mais qu'elle pouvait être consultée par tout intéressé dans un classeur à disposition au stand.

L'article 274-1 3° du Code Pénal prévoit que "Seront punis d'une amende de 251 à 12.500 EUR et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, sans préjudice aux peines plus graves qui pourraient être encourues l'exposition publique, la distribution, la vente, la mise en vente ou le port public de tous signes ou symboles propres à provoquer la rébellion ou à troubler la paix publique."

L'article 457-1 1) du Code Pénal prévoit que" Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 EUR à 25.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravure, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455 à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne , physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454."

S'agissant de l'élément matériel des infractions reprochées au prévenu, il convient de noter que les objets incriminés, dont certains comportent le symbole de la croix gammée et les livres en cause, dont il est indéniable qu'un certain nombre ont été écrits à la gloire du régime nazi et de son idéologie, ont été exposés à la vente dans un lieu public par .....

S'agissant de l'élément moral, il convient de rappeler que la matérialité de l'infraction, soit un comportement extérieur, concrètement ou abstraitement dommageable et injustifié, que la loi pénale interdit comme tel, doit encore pouvoir être imputée à une personne responsable. L'imputabilité psychique implique en effet une "mise en compte" de la matérialité de l'infraction à la personne jugée responsable. (cf JJ Haus, Principes généraux de Droit Pénal Belge)

La responsabilité de l'agent implique donc une analyse de son état d'esprit au moment de la commission du fait matériel.

Il en résulte que toute infraction comporte un élément moral et que l'agent ne saurait être puni que dans l'hypothèse où sa culpabilité est établie à cet égard.

En matière de crimes et de délits, l'élément moral est en principe la connaissance et la volonté avec lesquelles l'infraction a été commise, donc le dol général.

En matière criminelle et délictuelle, le silence du texte s'interprète comme exigence du dol général.

(cf D. et A. Spielmann, Droit Pénal Général Luxembourgeois, 2e éd. , p.323 et suivantes)

L'élément moral consiste dans l'intention d'enfreindre sciemment et librement la loi pénale. La loi peut requérir expressément cet élément en employant des termes comme "sciemment, à dessein, intentionnellement..." Ces expressions sont cependant surabondantes, car elles n'ajoutent rien à la notion de dol général.

(cf Constant, Manuel de Droit Pénal, 1959, t.1, no 117, p.127)

Les articles concernant les infractions dont s'agit sont muets au sujet de l'élément moral. Au vu de ce qui précède, le silence doit dès lors en l'espèce s'interpréter comme exigence du dol général.

Il s'en déduit que pour retenir à charge de Xles préventions tirées des articles 274-1 3° et 457-1 1) du Code Pénal, il faut, d'une part, qu'il soit établi que le prévenu ait eu l'intention de provoquer à la rébellion ou à troubler la paix publique par l'exposition-vente des objets et livres incriminés et, d'autre part, qu'il ait eu la volonté coupable de créer un état d'esprit dans le public, propre à susciter la haine et la violence propagées à l'époque par le régime nazi, notamment à l'égard de la communauté juive.

Le Tribunal estime que si l'exposition des objets incriminés a certes pu être de nature à émouvoir et choquer notamment des personnes qui ont eu à souffrir du régime nazi, l'intention coupable telle que précédemment définie dans le contexte des prédites infractions n'est cependant pas donnée dans le chef du prévenu, de sorte qu'il est à acquitter des infractions mises à sa charge.

Xest partant à **acquitter** des infractions suivantes :

*am 11. November 2007, in Luxemburg-Kirchberg, auf dem Alttrödlermarkt in den Ausstellungshallen des F.I.L., ungeschadet der genauen Orts- und Zeitangaben,*

*als Täter,*

1) in Zuwiderhandlung zum Artikel 274-1, 3° des Strafgesetzbuches, Zeichen oder Symbole, die zum öffentlichen Aufstand führen sollen oder den öffentlichen Frieden stören sollen, öffentlich ausgestellt, vertrieben, verkauft, zum Verkauf ausgestellt, oder aber öffentlich getragen zu haben,

im vorliegenden Falle, verschiedene Gegenstände, die das Symbol des Hakenkreuz tragen, das sich gegen den bestehenden Frieden stört, und das zum öffentlichen Aufstand führen soll ;

2) in Zuwiderhandlung zum Artikel 457-1 1) des Strafgesetzbuches, zur Diskriminierung (so wie sie vom Artikel 455, demnach 454 des gleichen Strafgesetzbuches definiert wird: jede Unterscheidung zwischen Privatpersonen aufgrund ihrer Herkunft, ihrer Hautfarbe, ihres Geschlechts, ihrer sexuellen Orientierung, ihres Familienstandes, ihres Alters, ihres Gesundheitszustandes, ihrer Behinderung ihrer Sitten, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeiten, ihrer realen oder mutmasslichen Zugehörigkeit oder Nicht-Zugehörigkeit zu einer Kultur, einer Nation oder einer bestimmten Religion, angeregt zu haben, durch Schriftstücke, Druckwerke, Zeichnungen, Drucke, Gemälde, Embleme, Bilder oder durch jeden anderen Träger der Schrift, des Wortes oder des Bildes, die verkauft oder verteilt, zum Verkauf angeboten oder in der Öffentlichkeit zugänglichen Orten oder Versammlungen ausgestellt worden sind,

im vorliegenden Falle, die im Anhang aufgelisteten Gegenstände, bei denen es sich um Bücher, Bilder (das Antlitz des Führers von Heinrich HOFFMANN, Foto vom Führer, schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf HITLER), Amuletten, Knöpfen, Banknoten, Staatsangehörigkeitsausweise, Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten, und anderen Gegenstände aus dem dritten Reich handelt, demnach Gegenstände, die das Naziregime verherrlichen, eine Ideologie, die zum Hass und zur Gewalt gegenüber Privatleuten aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Religion, und besonders zu der jüdischen Religion, ebenso wie aufgrund ihrer Hautfarbe, ihrer sexuellen Orientierung, ihrer körperlichen oder geistigen Behinderung, ihrer politischen oder philosophischen Ansichten, aufruft, in der für die Öffentlichkeit zugänglichen Ausstellungshallen zum Verkauf angeboten zu haben.

Eu égard à la décision d'acquittement, il y a lieu d'ordonner la restitution à X des objets saisis suivant procès-verbal no 22365 du 11 novembre 2007 de la Police grand-ducale, circonscription régionale Luxembourg, CI Luxembourg.

## PAR CES MOTIFS:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **septième chambre**, siégeant en **matière correctionnelle**, statuant **contradictoirement**, le prévenu entendu en ses explications et moyens et la représentante du Ministère Public entendue en ses réquisitions,

**a c q u i t t e** le prévenu **X** des infractions non établies à sa charge et le renvoi des fins de sa poursuite pénale sans peine, ni dépens;

**l a i s s e** les frais de sa poursuite pénale à charge de l'Etat;

**o r d o n n e** la **restitution** à X des objets saisis suivant procès-verbal no 22365 du 11 novembre 2007 de la Police grand-ducale, circonscription régionale Luxembourg, CI Luxembourg, tels que :

- 3 x Mein Kampf von Adolf Hitler
- Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei von Dr. J. Goebbels
- Ahnenbuch mit Hakenkreuz
- Ins Dritte Reich/Ergänzungsheft zu deutschen Lesebüchern
- Zerstörer Feindwärts Kapitän Leutnant ING von H. Jacks
- Adolf Hitler an seine Jugend
- Der deutsche Arbeitsdienst
- Tag und Nacht am Feind
- 1943 Reichsbahnbeamte
- 4 x Staatsangehörigkeitsausweise
- 2 x Das Antlitz des Führers von Heinrich Hoffmann
- Die Geschichte der Glaubensbewegung deutscher Christen Kirche im Dritten Reich
- Werk und Mensch von Herrmann Göring
- Panzer am Feind von Fritz Fechner
- Foto von Adolf Hitler
- schwarzer Bilderrahmen mit Foto von Adolf Hitler
- 9 x Todesanzeigen von verstorbenen Soldaten
- Das Feierbuch der deutschen Sippe
- Stukas von Curt Strohmeyer
- Arzt im Kampf Erlebnisse und Gedanken von Kurt Blome
- Ewiges Deutschland 1939
- Brustanhänger der Feldgendarmerie
- Anstecker mit Hakenkreuz
- 2 Fotos eines Soldaten
- Einstecktuch mit Hakenkreuz
- Kriegsverdienstkreuz
- Knopf mit Reichsadler und Hakenkreuz
- Lufthansa Mützenadler
- Deutsches Reichsgeld (9x2 Reichsmark, 4x1 Reichspfennig, 2x5 Reichspfennig, 2x10 Reichspfennig).

Le tout en application des articles 179, 182, 184, 189, 190, 190-1, 191 et 194-1 du code d'instruction criminelle dont mention a été faite.

Ainsi fait et jugé par Paule MERSCH, vice-président, Anne-Françoise GREMLING, premier juge, et Daniel LINDEN, juge, et prononcé, en présence de Guy BREISTROFF, substitut du Procureur d'Etat, en l'audience publique dudit tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Madame le vice-président, assistée du greffier Marion FUSENIG, qui, à l'exception du Ministère Public, ont signé le présent jugement.